



OFF
A11E8
G3/61

15

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 27 AVRIL 1929

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 27TH APRIL, 1929

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE" TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat, couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur récep-

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance, by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception

tion de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi, *pro tem.*,
C.-J. SIMARD.

Hôtel du gouvernement.

945—9—9

of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

C. J. SIMARD,
King's Printer, *pro tem.*

Government House.

946—9—9

Lettres patentes

"Association Sportive de Pierreville, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1929, constituant en corporation: Chs.-Edouard Blondin, commis, Eugène Boivin, agronome, Horace Rouillard, maître-boucher, Napoléon McClure, industriel, Ubald Traversy, restaurateur, Bernardin Précourt, hôtelier, Euclide Bibeau, industriel, tous du village de Pierreville, dans le district de Richelieu, dans les buts suivants:

Construire et exploiter une piste pour course de chevaux, avec accessoires s'y rapportant;

Construire un amphithéâtre, ou bâtisse d'observation, sur le ou les terrains possédés et exploités pour les fins susdites;

Y tenir restaurant, salles à manger et toutes commodités permises;

Organiser des joutes de balle-au-but, de balle-au-mur, de tennis, de hockey, et tous autres jeux licites et reconnus par la loi et les associations athlétiques;

Posséder, pour ces fins, à titre de propriétaire, locataire ou usufruitier, tous meubles et immeubles requis pour les fins susdites;

Faire sur le ou les terrains exploités, toutes améliorations, annonces, affichages, publications licites;

Emprunter de l'argent sur hypothèque ou autrement, tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, des mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Acheter, bâtir, louer tous terrains, selon que la compagnie jugera à propos, et en disposer de toute façon et pour toutes fins;

Acheter, par achat, bail, échange, concession ou autre titre légal, des immeubles, droits immobiliers, servitudes, droits et concessions de tout gouvernement ou autorité municipale, compagnie, corporation ou individu, les vendre, les

Letters patent

"Association Sportive de Pierreville, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1929, incorporating: Chs. Edouard Blondin, clerk, Eugène Boivin, agronomist, Horace Rouillard, master-butcher, Napoleon McClure, manufacturer, Ubald Traversy, restaurant-keeper Bernardin Précourt, hotel-keeper, Euclide Bibeau, manufacturer, all of the village of Pierreville, in the district of Richelieu, for the following purposes:

To build and operate a track for horse racing, with accessories relating thereto;

To build an amphitheatre or grand stand on the land or lands owned and operated for the aforesaid purposes;

To keep a restaurant, dining room and any conveniences permitted therein;

To organize softball and handball games, tennis, hockey and any other licit games recognized by law and athletic associations;

To hold for such purposes as proprietors, tenant or usufruct any movables and immovables required for the aforesaid purposes;

To put up and make on the land or lands operated any lawful improvements, advertisements, bill-posters, announcements;

To borrow money on hypothec or otherwise, to draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To buy, build, lease any lands as the company may think proper, and to dispose of the same in any manner and for any purposes;

To purchase, acquire by purchase, lease, exchange, concession or other legal title immovables, immovable rights, servitudes, rights and concessions from any government or municipal authorities, company, corporation or individual

louer ou les approprier autrement en tout ou en partie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui semblent conduire aux fins de la compagnie ou à l'une quelconque de ses fins et obtenir de ces autorités les droits, privilèges, franchises et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir, et exécuter ces conventions, exercer ces droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Faire toutes les autres choses qui, dans l'opinion des directeurs, se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités et d'aucun d'eux;

Vendre, louer, transporter la totalité ou toute partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et accepter en considérations de telle vente, location ou transport, du comptant ou des actions, titres, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation, sous le nom de "Association Sportive de Pierreville, Ltée", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Pierreville, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1927 ALEXANDRE DESMEULES.

"Bouliane & Cie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1929, constituant en corporation: J.-Henri Bouliane, Ecuyer, Roch Bouliane, commis, de Kénogami, Georges Larouche, avocat, de Jonquière, dans les buts suivants:

Acheter, louer, posséder les propriétés immobilières nécessaires au but susdit, revendre, échanger, hypothéquer, autrement disposer de telles propriétés;

Emettre des actions libérées en paiement intégral ou partiel des biens réels ou personnels que la présente compagnie pourra acquérir;

Rémunérer toutes personnes pour services rendus lors de l'incorporation de la compagnie ou autrement durant son organisation ou dans l'administration de ses affaires, en actions entièrement libérées ou non, du capital-action de la compagnie;

Eriger, établir, acquérir, maintenir et exploiter des entrepôts, édifices ou agences nécessaires pour la vente, l'entreposage, l'importation ou l'exportation et la distribution des marchandises;

Faire tous les actes qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Bouliane & Cie, Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Kénogami, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1929 ALEXANDRE DESMEULES.

and sell, lease or otherwise appropriate same in whole or in part;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, franchises and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To do all such other things as are, in the opinion of the directors, incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them;

To sell, lease, transfer the whole or any part of the business and undertaking of the company or otherwise dispose of same to any other person, firm, company or corporation and accept in consideration for such sale, lease or transfer, cash or shares, titles, debentures, bonds or other securities of any other company or corporation, under the name of "Association Sportive de Pierreville, Ltée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty 50 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Pierreville, in the district of Richelieu.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES
1928 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Bouliane & Cie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1929, incorporating: J. Henri Bouliane, Esquire, Roch Bouliane, clerk, of Kénogami, Georges Larouche, advocate, of Jonquière, for the following purposes:

To purchase, lease, own the immovable property necessary for the aforesaid purpose, resell, exchange, hypothecate, otherwise dispose of such property;

To issue paid up shares in whole or part payment for any real or personal property which the present company may acquire;

To remunerate any persons for services rendered in or about the incorporation of the company or otherwise, during its organization or in the management of its business, with fully paid up shares or not of the capital stock of the company;

To erect, establish, acquire, maintain and exploit warehouses, structures or agencies necessary for the sale, warehousing, import or export and the distribution of merchandise;

To do any acts which are accessory to those hereabove enumerated or which may facilitate the realization of the purposes of its incorporation, under the name of "Bouliane & Cie, Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Kénogami, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
1930 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Dress House, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1929, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel-Alexander Shulman, tous deux avocats, Dorothy Boretsky, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer dans toutes ses spécialités, le commerce, en gros et en détail, de manufacturiers de robes, manteaux, costumes et de toutes sortes de lingerie pour dames, confections pour hommes et enfants et tout autre négoce qui peut être incidemment exercé en rapport avec le négoce susdit;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement tout commerce de nature semblable, y compris la machinerie, fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et les autres accessoires et les payer en argent ou en actions libérées de la compagnie, au prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débetures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et de tous intérêts ou droits y afférents;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir exercer économiquement ou convenablement en rapport avec toute portion de l'industrie de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Souscrire, acheter ou acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce et en disposer et vendre des obligations, débetures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé, aussi entièrement qu'une personne naturelle peut ou pourrait le faire;

Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables, et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises par toute autre compagnie, firme ou individu en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

Agir comme administrateurs ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou toutes actions, titres, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'associer ou faire toute convention pour le

"Canadian Dress House, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1929, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, both advocates, Dorothy Boretsky, stenographer, *filie majeure*, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business, wholesale and retail, of manufacturers of dresses, cloaks, suits and all kinds of ladies' wear, men's and children's clothing and any other business which may incidentally be carried on in connection therewith;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any business of a similar kind, including machinery, stock-in-trade, good-will, furniture and other accessories, and pay for same in cash or fully paid up shares of the company for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, warehouses, stores and buildings and any interests or rights connected therewith;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

To subscribe for, purchase or acquire or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation, and to exercise any and all voting powers thereon, by its duly authorized officers or by proxy duly appointed, as fully as a natural person might or could do;

To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company and to other persons, upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept, by way of consideration for such sale, lease or transfer, moneys or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To enter into partnership or any agreement for

partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

Emettre, soit des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations ou débetures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tous droits acquis par la compagnie, et rémunérer, soit en argent ou en actions, obligations ou débetures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme et corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie, sous le nom de "Canadian Dress House, Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1931

C.-J. SIMARD.

Compagnie O. Plante, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1929, constituant en corporation, Olympe Plante, commerçant, Maria Rousseau, épouse séparée de biens dudit Olympe Plante et par ce dernier autorisée aux fins des présentes, et Henri Plante, charretier, tous d'Amos, dans les buts suivants:

Faire le commerce en général, prendre des intérêts dans des entreprises financières, commerciales et autres;

Acheter ou autrement acquérir les biens, droits, actions, débetures et intérêts, en tout ou en partie, de toute personne, société ou corporation, en faire le paiement avec des actions libérées de la compagnie, en tout ou en partie, sujet à telles conditions et charges auxquelles la Compagnie peut consentir;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, louer, hypothéquer, nantir, gager ou autrement grever, donner en garantie ou en paiement, donner ou recevoir en échange, vendre ou autrement aliéner des biens, créances et droits, mobiliers et immobiliers;

Emettre des débetures, actions libérées en tout ou en partie, ou autres valeurs de la Compagnie, en paiement pour services rendus ou à rendre, ou autrement;

Acheter ou autrement acquérir des actions d'autres corporations, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Compagnie O. Plante, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1933

C.-J. SIMARD.

"Dominion Hosiery, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1929, constituant

sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation, for any property or rights acquired by the company, and to remunerate, either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation, for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organisation or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "Canadian Dress House, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1929.

C. J. SIMARD,

1932

Assistant Provincial Secretary.

Compagnie O. Plante, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1929, incorporating: Olympe Plante, trader, Maria Rousseau, wife separate as to property of the said Olympe Plante, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, and Henri Plante, carter, all of Amos, for the following purposes:

To carry on business generally, to acquire interests in financial, commercial or other undertakings;

To purchase or otherwise acquire in whole or in part the property, rights, shares, debentures and interests of any person, firm or corporation and to pay therefor, in whole or in part, with paid up shares of the company, subject to any conditions and charges to which the company may consent;

To purchase or otherwise acquire, own, lease, hypothecate, pledge, manage or otherwise mortgage, give as security or payment, give or receive in exchange, sell or otherwise alienate movable and immovable property, claims and rights;

To issue debentures, fully or partly paid up shares or other securities of the company as payment for services rendered or to be rendered or otherwise;

To purchase or otherwise acquire shares in other corporations and to sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Compagnie O. Plante, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Amos, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1929.

C. J. SIMARD,

1934

Assistant Provincial Secretary.

"Dominion Hosiery, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1929, incorporating: Francis C.

en corporation: Francis-C. Christman, manufacturier, Edouard-A. Courchesne, agent d'assurance, J.-Ovila Montplaisir, commerçant, J.-Wilfrid St-Onge, comptable, Annette Robins, sténographe, fille majeure, tous de la ville de Drummondville, P. Q., pour les fins suivantes:

Acheter, fabriquer, faire le commerce de toutes sortes de laines filées, bas, gants, sous-vêtements et toutes autres sortes de tricots et tissus, acheter, fabriquer, faire le commerce, employer et vendre toutes sortes de matières tinctoriales, décolorantes et de parachèvement; entreprendre aucune ou toutes les industries suivantes: celles des filatures du coton, du lin, du chanvre, de la fabrication de la toile, de la confection des lainages ou des estames, des marchands de laines filées, des blanchisseurs, teinturiers, fabricants de matières décolorantes, tinctoriales et de parachèvement, et vendre, fabriquer, filer, acheter, faire le trafic et le commerce de toutes sortes de lin, chanvre, laine, soie et autres substances fibreuses ou des autres matières qui peuvent y être substituées, et tisser ou autrement fabriquer, faire le commerce, acheter et vendre tous leurs produits;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et fabriquer, réparer, employer, faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes sortes de matériaux d'exploitation, machines, machineries, appareils, effets, dispositifs, articles, inventions, adaptations, instruments, matériaux, ustensiles, outils et autres choses qui peuvent être employées en rapport avec les opérations que la compagnie peut faire ou qui peuvent concerner ou être requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie, ou servir à l'emballage, l'entreposage, ou la préparation à la vente, d'aucune des classes d'articles ou d'effets mentionnés au paragraphe précédent;

Acheter, acquérir, louer, posséder, ériger, munir de matériel, entretenir et exploiter des moulins, manufactures, entrepôts, magasins ou autres bâtisses ou établissements nécessaires ou appropriés aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous noms de commerce, droits d'auteur, marques de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou accorder des licences au sujet de ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations acquis;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'effets, articles et marchandises et, sans limiter la généralité des termes précédents, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce des effets composés pour le tout ou en partie de soie, coton ou autres matières fibreuses ou de laine;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription primitive ou autrement et acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de parts, actions, ordinaires ou privilégiées, débentures, bons et autres obligations dans toute autre compagnie faisant entièrement ou partiellement des affaires semblables à celles de la compagnie, et payer ces obligations, actions, débentures ou bons pour le tout ou en partie en espèces, ou pour le tout ou en partie en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et voter toutes actions possédées ou détenues par la com-

Christman, manufacturer, Edouard A. Courchesne, insurance agent, J. Ovila Montplaisir, trader, J. Wilfrid St-Onge, accountant, Annette Robins, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the town of Drummondville, P. Q., for the following purposes:

To buy, manufacture, trade in and all kinds of yarn, hosiery, gloves, underwear and every other kind of knitted goods and textiles; to buy, manufacture, trade in, use and sell all kinds of dyeing, bleaching and finishing materials; to engage in any or all of the following business: cotton, flax, hemp, spinners, linen, manufactures, woollens or worsted spinners, yarn merchants, bleachers, dyers, makers of bleaching and dyeing and finishing materials, and to purchase, manufacture, spin, buy and trade and deal in all kinds of flax, hemp, wool, silk, and other fibrous substances or other materials that may be used in place thereof and to weave or otherwise manufacture, trade in, buy, and sell any of the products hereof;

To purchase, lease or otherwise acquire, and to manufacture, repair, use, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of plant, machinery, machines, apparatus, goods, devices, articles, contrivances, fixtures, instruments, materials, implements, tools and other things, capable of being used in connection with the operations which the company may carry on or to be interested in or required by workmen and others employed by the company, or needed for packing, storing, or preparation for sale, of any of the class of articles or goods mentioned in the preceding paragraph;

To purchase, acquire, lease, own, erect, equip, maintain and operate mills, manufactories, warehouses, stores or other buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade name, copyrights, or trade marks, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, of any of the secret or other information as to any invention, which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise and, without limiting the generality of the foregoing words, to manufacture, buy, sell and deal in goods composed of wholly, or in part of silk, cotton or other fibres or wool;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise and to purchase, hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company carrying on a business, in whole or in part, similar to that of the company, and to pay for such shares, stocks, debentures, or bonds either wholly or partly in cash, or wholly or partly in the shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise and to vote all shares owned or held by the company through such agent or agents

pagnie par l'entremise de tel agent ou agents que les directeurs pourront nommer;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

S'associer ou conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, des risques conjoints ou concessions réciproques ou autres arrangements similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou poursuivant ou sur le point d'exercer ou de poursuivre toute industrie ou négoce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie; et faire des prêts d'argent à toute telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou leur aider autrement; et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les attribuer;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Acheter, louer ou autrement acquérir, construire, ériger, munir de matériel, mettre en opération, entretenir et administrer toutes fabriques, magasins, entrepôts, dépôts, usines et remises pour machineries, camions, voitures, bureaux et autres structures et constructions nécessaires et utiles dans l'exploitation d'aucune des entreprises de la compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Acheter, louer ou autrement acquérir et développer et exploiter des pouvoirs d'eau et des usines électriques et à la vapeur, dans le but de créer, produire et accumuler l'énergie électrique et électromotrice ou autres agents semblables pour la production de la lumière, de la chaleur ou de la force motrice pour les fins de la compagnie, sur ses propriétés dans le comté de Drummond, avec le pouvoir de vendre ou autrement disposer dans le comté de Drummond de tout excédent non requis, fournir cet excédent d'énergie pour des fins d'éclairage, de chauffage et de transformation en force motrice à toute personne ou corporation aux conditions qui pourront être agréées; pourvu, que, lorsque le pouvoir ci-dessus sera exercé en dehors des propriétés de la compagnie, il soit soumis aux lois et réglementations provinciales et municipales en cette matière;

Développer et faire fructifier toutes terres acquises par la compagnie ou dans lesquelles elle a quelque intérêt et en particulier en les délimitant et préparant pour fins de construction, en construisant, entretenant, réparant et améliorant des bâtisses et dépendances et par leur ensemencement, pavage, drainage, affermage et culture, louage à la condition de construire, à bail ou sur convention relative à la construction et en avançant des deniers à et effectuant des contrats et arrangements de toutes sortes avec les constructeurs, locataires et autres;

Rémunérer tout individu ou compagnie pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou tous bons, débetures, ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

as the directors may appoint;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any company carrying on, or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, and take or otherwise acquire shares and securities on any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To purchase, lease or otherwise acquire, construct, erect, equip, operate, maintain and manage all factories, shops, storehouses, depots, machine shops, engine houses, trucks, cars, office and other structures and erections necessary for its business, and all other property, moveable and immoveable necessary and useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and sell or otherwise dispose of the same;

To purchase, lease or otherwise acquire and to develop and operate water power and steam and electric plants, for the purposes of generating, producing and accumulating electric and electro-motive force or other similar agency for the production of light, heat or power for the purposes of the company, on its properties in the County of Drummond, with power to sell or otherwise dispose, in the said County of Drummond, of any excess not required, to supply the same for light, heat and power purposes to any persons or corporations on such terms as may be agreed upon; provided that the foregoing power, when exercised outside the property of the company, shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences and by planting, paving, draining, farming and cultivating, letting on building lease or building agreement and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with the builders, tenants and others;

To remunerate any company or particulars for services rendered or to be rendered to the Company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of shares of the Company's capital or any bonds, debentures or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Etablir, supporter ou aider l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurance pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, fiduciaires ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

L'interprétation d'aucun des pouvoirs accordés dans aucun paragraphe des présentes ne sera limitée et restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Dominion Hosiery, Limited";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 10,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinquante mille piastres;

Les actions sans valeur au pair seront émises pour la considération qui sera déterminée de temps à autre par le bureau de direction;

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs;

Le bureau principal de la compagnie sera à Drummondville, province de Québec, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
1935 C.-J. SIMARD.

"Electrical Signs and Displays, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1929, constituant en corporation: Casimir Dessaulles et Léon Garneau, tous deux avocats et conseillers en loi du roi, de la cité de Montréal, et Liguori Hébert, avocat, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers et commerçants d'enseignes, illuminées par l'électricité, le gaz Neon ou autre, ou par toute autre substance ou élément;

Construire, ériger, modifier, aménager, maintenir et exploiter des enseignes lumineuses ou autres dispositifs;

Acheter, vendre, manufacturer, faire le négoce,

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To establish and support or aid in establishment and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

To adopt such ways of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising the in press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The interpretation of any of the powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or from the terms of any other paragraph or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "Dominion Hosiery, Limited";

The capital stock of the company is divided into 10,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will commence its operations will be fifty thousand dollars;

Shares without par value will be issued for such consideration as may from time to time be determined by the Board of directors;

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors;

The head office of the company will be at Drummondville, Province of Quebec, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1929.

G. J. SIMARD,
1936 Assistant Provincial Secretary.

"Electrical Signs and Displays, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1929, incorporating: Casimir Dessaulles and Léon Garneau, both advocates and King's Counsels, of the city of Montreal, and Liguori Hébert, advocate, of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in signs illuminated by electricity, Neon or other gas, or other substance or elements;

To construct, erect, alter, equip, maintain and operate luminous or other signs and appliances;

To buy, sell, manufacture, traffic, trade and

le trafic et le commerce de toutes sortes et espèces de machines, moteurs, appareils, transformeurs, engins, adaptations, accessoires, fixtures, instruments, lampes, fils, dispositifs, outillages ou outils en rapport avec l'électricité, le gaz Néon et autre, ou toute autre forme d'illumination;

Produire, manufacturer, importer, acheter, vendre, faire le commerce et disposer de toutes sortes de matières et produits chimiques;

Solliciter, acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie, toutes inventions, dispositifs, améliorations, modifications, procédés, méthodes, systèmes, noms et marques de commerce, patentes, brevets d'invention, permis, concessions ou choses similaires, conférant ou au sujet desquels peut être conféré un droit exclusif ou limité d'utiliser ou un droit exclusif ou limité empêchant les autres d'utiliser toute invention qui pourrait servir pour le bénéfice ou l'avantage de la compagnie, et de toute manière acquérir des droits dans ou se rapportant à des demandes pour les dits droits et déposer et instituer des demandes pour des droits avec les autorités compétentes et utiliser, exercer, louer, vendre ou octroyer des permis en ce qui les concerne ou autrement mettre en valeur les biens ou droits ainsi acquis;

Faire un commerce général de publicité sous toutes ses formes et comme principaux et comme agents;

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce et le trafic de toutes sortes d'effets, articles, marchandises, denrées ou effets se rapportant directement ou indirectement à aucune des industries et activités ci-dessus;

Prendre, acquérir, détenir, posséder, administrer, mettre en opération, développer, vendre, transporter, louer, acheter, échanger, améliorer ou autrement exploiter des biens-fonds, édifices et tout intérêt et droits en iceux et en faire le commerce et en disposer;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou pour tous biens ou droits acquis par elle de la manière jugée convenable et particulièrement émettre et répartir comme entièrement libérées ou partiellement libérées des actions de la compagnie présentement constituée, en paiement ou paiement partiel de toute propriété mobilière et immobilière, ou de tous droits, baux, industries, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, patentes, brevets d'invention, permis, concessions, titres, bons, débetures, ou autres droits de propriété qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs conférés par les présentes, et les payer en tout ou en partie, totalement ou partiellement en obligations ou débetures de la compagnie ou autrement;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de l'industrie, des propriétés ou des entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulière-

deal in all manners and kinds of machinery, motors, apparatus, transformers, engines, appurtenances, accessories, fixtures, instruments, lamps wires, appliances, implements and tools in connection with electricity, Neon and other gas and any other form of illumination;

To produce, manufacture, import, buy, sell, deal in and dispose of all kinds of chemicals and chemical products;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire in part or in whole any inventions, devices improvements, modifications, processes, methods, systems, trade names and devices, patents, *brevets d'inventions*, licenses, concessions or the like conferring or with regard to which may be conferred exclusive or limited right to use, or exclusive or limited right to prevent others from using any invention which may seem capable of being used for the benefit or profit of the company, to in any way acquire rights in and to applications for the said rights or to file and prosecute applications therefor with the proper authorities and to use, exercise, lease, sell or grant licenses in respect thereof or otherwise turn to account the property or rights so acquired;

To carry on a general advertising business in all its branches both as principals and agents;

To manufacture, produce, buy, sell, import, export and generally deal in and with all kinds of goods, wares, merchandise, articles or effects directly or indirectly relating to any of the above mentioned businesses and activities;

To take, acquire, hold, own, manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve and otherwise operate and deal in and dispose of real estate, buildings, or any interest and rights therein;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property, rights or products;

To pay for any services rendered to or any property or rights acquired by the company in such manner as may seem expedient and in particular to issue and allot as fully paid up or partly paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment for any property, moveable or immovable or for any rights, lease, business, franchise, undertaking, powers, privileges, patents, *brevets d'inventions*, licenses, concessions, stocks, bonds, debentures or other property rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers hereby granted, or to pay for the same or any part thereof, wholly or partly in bonds or debentures of the company or otherwise;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for

ment pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20), non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie ou qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Il est interdit à cette compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Electrical Signs and Displays, Limited";

Le montant du capital-actions de la compagnie est divisé en mille (1,000) actions sans valeur au pair ou nominale;

Ces actions seront émises et réparties pour la considération qui sera fixée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq mille piastres (\$5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de février 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1937 ALEXANDRE DESMEULES.

"Garage Laurin, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1929, constituant en corporation: Dame Eugénie Hurtubise, épouse séparée de biens de Achille Laurin, Simonne Laurin, comptable, et fille majeure, Achille Laurin, constructeur, tous de la Cité de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger automobiles;

Acheter, vendre gazoline, huile, accessoires d'automobiles;

Acheter, vendre, échanger tubes, pneus d'automobile;

Acheter, vendre bâtir, échanger propriété;

Prêter, emprunter argent se rapportant avec le commerce d'automobiles;

Prêter, emprunter argent pour fin de construction;

Garder en entrepôt meubles, automobiles;

Faire échange, vendre, acheter, meubles, sous le nom de "Garage Laurin, Incorporé", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1939 ALEXANDRE DESMEULES.

"Heat Electric Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1929, constituant en corporation: David McAvoy, avocat et Conseil

shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The number of shareholders shall be limited to twenty (20), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company or who may continue so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares of this company, under the name of "Electrical Signs and Displays, Limited";

The amount of the capital stock of the company is to be divided into one thousand (1,000) shares without nominal or par value;

Such shares shall be issued and allotted for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the company;

The amount with which the company will commence its operations shall be five thousand dollars (\$5,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
1938 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Garage Laurin, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1929, incorporating: Dame Eugénie Hurtubise, wife separate as to property of Achille Laurin, Simonne Laurin, accountant and spinster, Achille Laurin, builder, all of the city of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, exchange automobiles;

To purchase, sell gasolene, oil, automobile accessories;

To purchase, sell, exchange automobile tubes, tires;

To purchase, sell, build, exchange property;

To loan, borrow money in connection with the automobile business;

To loan, borrow money for building purposes;

To keep in storage furniture, automobiles;

To make, exchange, sell, purchase furniture, under the name of "Garage Laurin, Incorporé", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
1940 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Heat Electric Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1929, incorporating: David McAvoy, advocate, and King's Counsel, Royal

du Roi, Royal-Ernest-Carl Werry, avocat, Doris Black, sténographe, tous trois de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et autrement transiger dans l'industrie de la fabrication des appareils de chauffage électrique;

Acheter, louer toutes entreprises similaires et transiger avec tout individu ou compagnie construisant des appareils de chauffages électriques ainsi que pour tous brevets relativement à l'industrie du chauffage électrique et payer pour telles acquisitions ou transactions soit en argent soit en parts acquittées de la compagnie, sous le nom de "Heat Electric Co., Limited".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune, les dites parts étant non votantes, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de deux mille dollars (\$2,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix de cent dollars (\$100.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1941

C.-J. SIMARD.

Ernest Carl Werry, advocate, Doris Black, stenographer, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and otherwise deal in the business of the manufacture of electric heating apparatus;

To purchase, lease any similar undertakings and deal with any individual or company making electric heating apparatus and also for any patents connected with the electric heating business, and pay for such acquisitions or transactions either in cash or paid up shares of the company, under the name of "Heat Electric Co., Limited".

The amount of the capital stock of the company shall be twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares shall be ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, the said shares being non-voting, and the amount with which the company will commence its operations shall be two thousand dollars (\$2,000.00).

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at the price of one hundred dollars (\$100.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1929.

C. J. SIMARD,

1942

Assistant Provincial Secretary.

"Industrial Securities Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1928, constituant en corporation: Samuel Morley Luke, courtier, de Montréal, Richard-Ludlun Appleyard, commis, Charles-Ross Dobbin, comptable, tous deux de la cité de Westmount, pour les fins suivantes:

Agir en général comme agents ou procureurs pour la négociation d'affaires, l'administration de biens, le placement et le recouvrement de deniers, loyers, dividendes, intérêts, créances hypothécaires et sur gage, obligations, effets, billets et autres valeurs, agir comme agents pour les fins d'enregistrer, émettre et contre-signer le transfert et les certificats d'actions, obligations, débetures, ou autres obligations d'aucune des provinces ou de la Puissance du Canada ou de toute corporation, association ou municipalité et pour cela recevoir et gérer tous fonds d'amortissement, aux conditions qui pourront être agréées;

Agir comme agence ou association en faveur de ou pour d'autres qui lui confient de l'argent à prêter ou pour en faire le placement sur aucune des valeurs susdites, et aussi assurer le remboursement du capital, ou le paiement des intérêts, ou les deux, de tous deniers confiés à la compagnie pour placement, et dans le but de les préserver de toute perte, sur toutes garanties ou engagements, ou toutes avances faites par la compagnie, recevoir et disposer de biens et valeurs de toute description, qui sont transportés, donnés en garantie, en gage ou cédés, ou remis à titre de dépôt ou hypothécairement à la compagnie, en rapport avec telles garanties, engagements, avances ou placements;

*Promouvoir ou aider à promouvoir toute autre

"Industrial Securities Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of October, 1928, incorporating: Samuel Morley Luke, broker, of Montreal, Richard Ludlun Appleyard, clerk, Charles Ross Dobbin, accountant, both of the city of Westmount, for the following purposes:

Generally to act as agents or attorneys for the transaction of business, the management of estate, the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes, and other securities, to act as agents for the purpose of registering, issuing and counter-signing the transfer and certificates of stocks, bonds, debentures or other obligations of the Dominion of Canada or of any province thereof or of any corporation, association or municipality and to receive and manage any sinking fund therefor, in such terms as may be agreed upon;

To act as an agency or association for or on behalf of others who entrust them with money for loan or investment, upon any of the aforesaid securities, and also to secure the repayment of the principal, or the payment of the interest, or both, of any moneys entrusted with the company for investment, and for the purpose of securing those against loss, upon any guarantee or obligation, or any advance made by the company, to receive and dispose of any description of asset or security, which is conveyed, pledged, mortgaged or assigned to, or warehoused or hypothecated with the company, in connection with such guarantee, obligation, advance or investment;

To promote or assist in promoting any other

compagnie, et souscrire, acheter, vendre des actions, obligations, débetures, mortgages et valeurs de toute autre compagnie, et autrement employer les deniers ou le crédit de la compagnie de toute manière jugée avantageuse pour aucune de ces fins, soit en employant effectivement toute portion des deniers de la compagnie pour ces fins ou en plaçant sur le marché ou en garantissant l'émission ou le paiement de l'intérêt sur les actions, débetures, débetures-mortgages, obligations ou valeurs de telle autre compagnie, et agir comme agents pour recouvrer et convertir en argent ses valeurs et propriétés remis en garantie, et opérer le règlement et la liquidation des affaires de propriétés, de personnes, de sociétés, associations ou corps incorporés, et faire incidemment tous actes et choses nécessaires pour ces fins;

Acquérir par achat, louage ou autrement et posséder et faire le commerce d'immeubles;

Construire des maisons d'habitation et autres constructions sur ces immeubles ou sur aucune de leurs parties;

Faire des avances au moyen de prêts aux acheteurs ou locataires de toute partie des immeubles de la compagnie pour des fins de construction ou pour d'autres améliorations, avec le consentement des actionnaires, aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et à l'entretien de chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration de nature à faciliter l'accès aux propriétés de la compagnie et à augmenter leur valeur;

Se joindre à toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Vendre ou autrement disposer de tous ou d'une partie des immeubles ou autres propriétés ou biens possédés par la compagnie pour les considérations et avec les stipulations et aux conditions que la compagnie jugera convenables, et accepter, en paiement plein ou partiel d'iceux, de l'argent, des parts, obligations, actions ou valeurs de toute autre compagnie ayant pour le tout ou en partie des objets semblables à ceux de la présente compagnie;

Payer pour tous services rendus à, et pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, de la manière jugée pertinente, et en particulier en émettant des actions ou valeurs de la compagnie créditées comme étant entièrement ou partiellement libérées, sous le nom de "Industrial Securities Corporation", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1943 ALEXANDRE DESMEULES.

company, and to subscribe for, buy, sell shares, debentures, mortgages debentures and security of any other company, and otherwise to employ the money or credit of the company in any manner deemed expedient for any such purpose, either for actually employing any portion of the moneys of the company for such purpose or by placing on the market or guaranteeing the issue or the payment of interest on the shares, debentures, mortgages debentures, obligations or securities of such other company, and to act as agents for the purpose of collecting and converting into money its securities and properties pledged, and to close and wind up the business of estates, persons, partnerships, associations or corporate bodies, and to do such incidental acts and things as are necessary for such purposes;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own and deal in real estate;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, with the approval of the shareholders, to aid by way of advance or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, right or information so acquired;

To sell or otherwise dispose of the whole or any portion of the real estate or other property or asset owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company in payment or in part payment thereof;

To pay for any services rendered to, and any property or rights acquired by the company, in such manner as may seem expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company, credited as fully or partly paid up, under the name of "Industrial Securities Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of October, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
1944 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Kroger Groceries, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1929, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, tous deux avocats, et Jack Klineberg, notaire, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce en gros et en détail d'épiciers marchands de grains et comestibles sous toutes ses formes et aussi le commerce d'importation et d'exportation des dits produits;

Acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre des épicerie, denrées alimentaires et autres articles et marchandises en rapport avec ce commerce;

Agir comme courtiers, agents commerciaux et à commission pour la vente et l'achat de ces produits;

Faire le commerce de marchands et trafiquants, importateurs, exportateurs, épiciers, bouchers, fruitiers, marchands de comestibles, laitiers, boulangers, pâtisseries, débitants de tabac, en gros ou en détail, et manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, troquer, et généralement faire le commerce, en gros ou en détail, de denrées alimentaires, légumes, beurre, fromage, œufs, lait, produits laitiers, épicerie, viandes, fruits, cigares, cigarettes, tabacs, eaux gazeuses et autres breuvages et leurs produits et sous-produits, et maintenir des magasins, fabriques, entrepôts et autres facilités de distribution;

Manufacturer, raffiner, importer, exporter, mettre en conserves et autrement préparer pour l'écoulement sur le marché le sucre, la mélasse, les sirops, fruits, bonbons et la pâtisserie et leurs produits et sous-produits;

Faire le commerce d'entrepôts, y compris ceux d'entrepôts frigorifiques, d'expéditeurs et de marchands à commission, et émettre des récépissés d'entrepôts, connaissements, mandats et autres effets négociables;

Exercer et exploiter, soit directement ou par la possession des actions du capital-actions de l'une ou plusieurs corporations qui sont maintenant et qui seront à l'avenir constituées en corporation, l'industrie ou les industries qui consistent à produire, manufacturer, préparer, acheter, vendre, et faire le commerce de lait, produits laitiers, viande, charcuterie, poisson, produits du poisson, aliments, produits alimentaires, pain, biscuits, gâteaux, aliments en conserve, sauces, condiments, thé, café, bonbons, confiseries, épicerie et tous autres articles de commerce propres à la consommation, et conduire chacune et la totalité des dites industries, comme grossistes ou détaillants;

Soit directement ou par la possession des actions du capital-actions de l'une ou plusieurs corporations qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir constituées en corporation, acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, outiller, agrandir, améliorer, vendre, échanger ou autrement aliéner des laiteries, beurrieres, fermes, plantations, vergers, établissements industriels, fabriques, usines de mise en conserve, usines pour la fabrication de boîtes, jarres, canistres, emballages et autres récipients et les matières premières qui servent à la confection d'aucun des articles susdits, entrepôts, réfrigérateurs, postes de livraison, magasins, et toutes les machineries, outillages, fixtures, appareils et dépendances qui peuvent être nécessaires, utiles, appropriés ou convenables en rapport avec ce qui précède ou

"Kroger Groceries, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1928, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, both advocates, and Jack Klineberg, notary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of grocers, grain and provisions merchants in all its branches, and also the business of importing and exporting said products;

To purchase, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs and other wares and merchandise in connection with such business;

To act as brokers, commercial and commission agents for the sale and purchase of such products;

To carry on the business of merchants and traders, importers, exporters, grocers, butchers, green grocers, provision dealers, dairymen, bakers, confectioners and tobacconists, either by wholesale or retail, and to manufacture, import, export, buy, sell, barter and deal generally in, either by wholesale or retail, foodstuffs, vegetables, butter, cheese, eggs, milk, dairy products, groceries, meats, fruits, cigars, cigarettes, tobaccos, aerated waters and other beverages and the products or by-products thereof, and to maintain stores, factories, warehouses and other distributing facilities;

To manufacture, refine, import, export, preserve and otherwise prepare for market sugar, molasses, syrups, fruits, candies and confectionery and the products or by-products thereof;

To carry on the business of warehousemen, including cold storage warehousemen, forwarders and commission merchants, and to issue warehouse receipts, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

To engage in and carry on, either directly or through the ownership of shares of capital stock of one or more corporations now or hereafter to be incorporated, the business or businesses of producing, manufacturing, preparing, purchasing, selling and dealing in milk, milk products, meats, meat products, fish, fish products, food, food products, breads, biscuits, cakes, extracts, canned goods, sauces, condiments, teas, coffees, candies, confectioneries, groceries and all other articles of commerce suitable for consumption and to conduct each and every of such businesses as wholesalers or retailers;

Either directly or through ownership of shares of the capital stock of one or more corporations now or hereafter incorporated, to purchase or otherwise acquire, own, hold, equip, extend, improve, sell, exchange, or otherwise dispose of dairies, creameries, farms, plantations, orchards, manufacturing plants, factories, canneries, plants for the manufacture of cans, jars, boxes, packages or other receptacles and raw materials of which any of the foregoing are made, warehouses, cold storage houses, delivery stations, stores and any and all machinery, equipment, fixtures, appliances and appurtenances that may be necessary, useful, proper or expedient in connection with the foregoing or with any of the businesses or enterprises of the corporation, under the name of "Kroger Groceries, Ltd", with a total

avec aucune des entreprises ou industries de la corporation, sous le nom de "Kroger Groceries, Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1945 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Ferme d'Élevage de Varennes, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1929, constituant en corporation: Arthur Brunet, comptable, de la cité de Montréal, Léonidas Demontigny, marchand de bois, Marie-Jeanne Demontigny, fille majeure, de la Cité d'Outremont, dans les buts suivants:

Exercer sous toutes ses formes l'industrie de l'élevage, le commerce et la confection de pelletterie et fourrure;

Faire l'élevage et le commerce des lapins, renards et tous autres animaux à fourrure, sauvages ou domestiques, ainsi que l'élevage de bestiaux de ferme, chevaux, bœufs, moutons, porcs et volailles, avec pouvoir de faire tout achat et opération utiles ou nécessaires en rapport avec telle industrie, commerce et élevage;

Acquérir, posséder, louer, vendre, échanger et hypothéquer tous biens meubles et immeubles, utiles ou nécessaires pour les fins de la compagnie;

Construire, et ériger tout bâtiment, aménager tout atelier, acquérir et installer toutes machineries et outillages utiles ou nécessaires pour les fins ci-dessus et pour la transformation de ses produits et la confection de vêtements et tous autres objets ou articles utilisant en tout ou en partie les fourrures ou autres produits provenant de l'exploitation;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins, industrie, brevets, droits de brevets, patentes et privilèges jugés utiles à la compagnie et les vendre, louer, échanger ou aliéner;

Acquérir et détenir des actions de toute autre compagnie ayant des objets en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie et les vendre ou négocier autrement;

Conclure toute convention pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques et pour toutes autres fins, avec toute personne ou compagnie, exerçant ou étant sur le point d'exercer tout commerce ou industrie similaire à ceux de la présente compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions ou valeurs d'aucunes telles compagnies et de les détenir ou les vendre ou négocier avec ou sans garantie;

Acquérir de toute personne ou compagnie tout commerce de même nature ou se rattachant au commerce de la présente compagnie et émettre des actions entièrement libérées en paiement total ou partiel du prix de tel achat;

Émettre des actions libérées communes ou privilégiées en paiement total ou partiel de tous biens meubles ou immeubles qui pourraient être acquis par la compagnie, ou pour tous services rendus ou à être rendus, ou pour toutes autres fins de la compagnie;

Payer à même le capital de la compagnie toutes dépenses contractées ou encourues pour l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Que.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
1946 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Ferme d'Élevage de Varennes, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1929, incorporating: Arthur Brunet, accountant, of the city of Montreal, Léonidas Demontigny, lumber merchant, Marie Jeanne Demontigny, spinster, of the city of Outremont, for the following purposes:

To carry on the breeding industry under all the forms thereof, the business and manufacturing of pelts and furs;

To carry on the breeding of and to deal in rabbits, foxes and any other fur-bearing animals, wild or domestic, and also the breeding of farm cattle, horses, oxen, sheep, pigs and fowls, with power to make any purchase and operation useful or necessary in connection with such industry, business and breeding;

To acquire, own, lease, sell, exchange and hypothecate any movable and immovable property useful or necessary for the company's purposes;

To build and erect any building, equip any work-shop, acquire and install any machinery and equipment useful or necessary for the above purposes and for the transformation of its products and the manufacturing of garments and of any other objects or articles utilizing in whole or in part furs or other products derived from the exploitation;

To acquire any trade marks, industrial designs, brevets, patent rights, patents and privileges which may be useful to the company, and to sell, lease, exchange or alienate the same;

To acquire and hold in any other company having objects in whole or in part of a like nature to those of the present company and to sell or otherwise deal with the same;

To enter into any agreements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions and for any other purposes with any person or company carrying on or about to carry on any business or industry similar to that of this company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such companies and to sell, hold or negotiate with or without guarantee;

To acquire from any person or company any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To issue paid up common or preferred shares in full or part payment for any movable or immovable property which may be acquired by the company or for any services rendered or to be rendered, or for any other purposes of the company;

To pay out of the capital of the company for any expenses contracted or incurred for the incorporation and organisation of the company;

Faire toutes les choses ci-dessus comme principaux, agents ou entrepreneurs et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire tous actes ou opérations se rapportant à l'élevage de lapins, renards et tous autres animaux domestiques ou sauvages, la transformation et confection des peaux en vêtements ou autres objets et articles, le commerce de peaux, viandes, volailles, œufs, fourrures et tous autres produits de l'exploitation, ainsi que l'achat, la vente et l'échange d'iceux et à tous autres genres d'opération se rapportant directement ou indirectement au commerce que les requérants ont l'intention d'exploiter, sous le nom de "La Ferme d'Élevage de Varennes, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en deux mille neuf cents (2,900) actions ordinaires de la valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Les actions privilégiées seront sujettes aux droits, privilèges, restrictions et conditions suivantes:

a. Un droit à un dividende fixe et cumulatif de huit pour cent (8%) par année, payable annuellement.

b. Un droit de priorité pour les dividendes et le remboursement du capital sur toutes les autres actions de la compagnie, mais elles n'auront aucun droit additionnel de participation dans les bénéfices et l'actif de la compagnie;

c. Elles n'auront pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires.

d. Elles seront rachetables chaque année, au gré de la compagnie, au prix de cent dix dollars (\$110.00) l'action, plus l'intérêt alors couru et moyennant un avis préalable de trente jours avant la date du paiement du dividende annuel.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1947 ALEXANDRE DESMEULES.

"Langlade Garnet, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1929, constituant en corporation: L.-E.-Langis Galipeault, avocat, Antonio Leclerc, et Melles Lucienne Binet, Marguerite Gagné, Fernande Vézina, Marie-Jeanne Marcoux, Evane Gignac, tous sténographes, et tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, prendre à bail ou acquérir autrement des mines, droits et terrains miniers, et tous intérêts en iceux, et y faire des explorations, les exploiter, exercer, développer et les faire valoir; exploiter l'industrie et faire les opérations d'une compagnie minière, meunière, d'affinage et de développement;

Extraire, fondre, affiner, apprêter, amalgamer, et préparer pour le marché des minerais, métaux et substances minérales de toutes sortes, et faire toutes autres opérations qui sembleront favoriser la réalisation d'aucun des objets de la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, installations, machines, instruments, commodités, provisions et choses qui peuvent être utilisées en rapport avec les opérations minières ou qui sont requises par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

To do all the above things as principals, agents or contractors and either alone or jointly with others;

To carry on or do any acts or operations connected with the breeding of rabbits, foxes and any other domestic or wild animals, the transformation and making of skins into garments or other objects and articles, the business of skins, meat, fowl, eggs, furs and any other products of the exploitation, and also the purchase, sale and exchange thereof, and with any other kinds of operation relating directly or indirectly to the business which the petitioners intend to exploit under the name of "La Ferme d'Élevage de Varennes, Limitée".

The amount of the capital stock of the company shall be forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into twenty nine hundred (2,900) common shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

The preferred shares shall be subject to the following rights, privileges, restrictions and conditions:

a. Right to a fixed and cumulative dividend of eight per cent (8%) per annum, payable annually;

b. A right of priority as to dividends and the redemption of the capital over all the other shares of the company, but they shall not be entitled to any further right to participate in the profits and assets of the company;

c. They shall not be entitled to vote at the meeting of the shareholders;

d. They shall be redeemable each year, at the option of the company, at the price of one hundred and ten dollars (\$110.00) per share, plus accrued interest and on a previous notice of thirty days before the date of payment of the annual dividend.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
1948 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Langlade Garnet, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1929, incorporating: L. E. Langis Galipeault, advocate, Antonio Leclerc, and Misses Lucienne Binet, Marguerite Gagné, Fernande Vézina, Marie Jeanne Marcoux, Evane Gignac, all stenographers, and all of the city of Quebec, for the following purposes:

To purchase take on lease or otherwise acquire any mines, mining rights and land and any interest therein, and to explore, exercise, develop and turn to account the same; to carry on the business and operations of a mining, milling and reduction and development company;

To quarry, smelt, refine, dress, amalgamate and prepare for market ore, metal and mineral substances of all kinds, and to carry on any other operations which may seem conducive to any of the company's objects;

To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations, or required by workmen and others employed by the company;

Construire, exécuter, maintenir, améliorer, gérer, exploiter, contrôler et surveiller des chemins, routes, des embranchements et des voies d'évitement sur des terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, des ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs, quais, fourneaux, usines de broyage, moulins, travaux hydrauliques, usines, fabriques, entrepôts et autres travaux et commodités qui sembleront directement ou indirectement favoriser la réalisation des objets de la compagnie et contribuer à telles opérations, les subventionner ou les aider autrement ou y prendre part;

Acheter, acquérir des parts et intérêts dans toutes autres compagnies minières, aux conditions déterminées par la compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par ces dites compagnies ou personnes ou par cette dite personne;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

La compagnie aura le droit, relativement à toutes actions entièrement libérées de son capital, d'émettre sous son sceau des certificats aux porteurs, (share warrants) conformément aux dispositions de la section 45 de la Loi des compagnies de Québec et de ses amendements, sous le nom de "Langlade Garnet, Limited", avec un capital total de cinq cent mille dollars (\$500,000.00), divisé en cinq cent mille (500,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1949 ALEXANDRE DESMEULES.

To build, execute, maintain, improve, manage, exploit, control and oversee roads, by-roads, railway sidings or branches on lands owned or controlled by the company, bridges reservoirs, water-courses, aqueducts, wharves, furnaces, mills, waterworks, workshops, factories, warehouses refineries and other works and commodities which may seem directly or indirectly, to favour the realization of the objects of the company and to contribute to such operations, subsidize or otherwise assist or take part in the same;

To buy, acquire shares and interests in other mining companies on conditions which may be determined by the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise or assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by such company, corporation by any such person or persons;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The company shall be entitled respecting any fully paid up shares of its capital stock to issue under its seal share warrants pursuant to the provisions of section 45 of the Quebec Companies' Act, and amendments thereto, under the name of "Langlade Garnet, Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
1950 Acting Assistant Provincial Secretary,

"Lasnier & Galipeau, Limitée—(Lasnier & Galipeau, Limited)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1929, constituant en corporation: Moïse Lasnier, Victor Galipeau, marchands, et Althenodor Lareau, mécanicien, tous de la Ville de St-Jean, district d'Iberville, dans les buts suivants:

¶ Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, trafiquer et autrement faire le commerce en gros ou en détail de réfrigérateurs, automobiles, camions, motocycles, vélocipèdes, aéroplanes, tracteurs ou tout autre genre de véhicules, ou d'engins mus par la gazoline, l'électricité ou autre énergie, ainsi que de tous articles, appareils, substances et matières qui peuvent servir ou se rattacher à l'exploitation des objets ci-dessus;

Aux fins ci-dessus agir comme principaux, facteurs pour d'autres, agents à commission, consignataires, représentants ou fondés de pouvoir, de toute personne, société ou corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, notamment d'organiser, maintenir, opérer tous magasins, séries de magasins ou succursales d'affaires permettant l'exécution de l'un ou l'autre des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

Exercer tout autre commerce dont la compagnie jugera l'exploitation propre à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie, ou à les rendre plus productifs;

Demander, acheter, louer ou autrement acquérir, introduire, vendre, assigner ou autrement disposer de toutes marques de commerce, brevets d'invention, dessins, procédés, formules, droits d'auteur ou autres privilèges semblables se rattachant au genre de commerce exercé par la compagnie et qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles pour les objets de la compagnie;

Acheter, louer, détenir ou autrement acquérir de toute personne, société ou corporation, tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie, soit en tout, soit en partie, aussi tous baux, licences, franchises, achalandage, clientèle, propriétés, marques de commerce, en assumer tout ou partie du passif, et les payer entièrement ou partiellement en parts acquittées de la compagnie ou autrement; s'associer avec telles personnes, sociétés ou corporation pour des entreprises et en vue de profits communs;

Aider, protéger ou accommoder, par des avances de deniers, garanties, endossements ou concessions, toutes personnes, sociétés ou corporations et accepter telles garanties qui pourraient être offertes par telles personnes, sociétés ou corporations;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débentures ou garanties de toute corporation dans l'intérêt du commerce de la compagnie;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, vendre ou autrement aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie; hypothéquer ou engager, de quelque manière que ce soit, les dits meubles et immeubles;

Souscrire, accepter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

"Lasnier & Galipeau, Limitée—(Lasnier & Galipeau, Limited)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1929, incorporating: Moïse Lasnier, Victor Galipeau, merchants, and Althenodor Lareau, mechanic, all of the town of St. John's, district of Iberville, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture, import, export, trade and otherwise deal wholesale and retail in refrigerators, automobiles, trucks, motorcycles, velocipedes, aeroplanes, tractors or any other kind of vehicles or engines propelled by gasoline, electricity or other power, and also any articles, apparatus, substances and matters which may be used for or connected with the exploitation of the above objects;

For the hereabove purposes, to act as principals, factors for others, commission agents, consignees, representatives or attorneys for any person, firm or corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To carry on any other business which may be carried on in connection with such trade, particularly to organize, maintain, operate any stores, chain stores or branches of business conducive to the carrying out of one or the other of the objects for which the company is incorporated;

To carry on any other business having objects which the company may deem fit, directly or indirectly, to enhance the value or of render more profitable the property and rights of the company;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire, introduce, sell, assign or otherwise dispose of any trade-marks, patents of invention, designs, processes, formulas, copy rights or other similar privileges connected with the kind of business carried on by the company, and which may be deemed necessary or useful for the purposes of the company;

To purchase, lease, hold or otherwise acquire from any person, firm or corporation any business of a similar kind as that carried on by the company, either in whole or in part; also any leases, licenses, franchises, good-will, custom, property, trade-marks; assume the whole or part of the liabilities thereof and pay therefor, in whole or in part, with paid up shares of the company or otherwise; to enter into partnership with such persons, firms or corporations for undertakings with the purpose of mutual benefit;

To aid, assist or accommodate, by advances in money, guarantee, endorsement or concession, any persons, firms or corporations and accept such securities as may be offered by such persons, firms or corporations;

To acquire, receive, own, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stocks, or debentures or securities of any corporation in the interest of the company's business;

To acquire, receive, own, lease, exchange, sell or otherwise alienate any movable and immovable property necessary or useful for the purposes of the company; to hypothecate or pledge in any manner whatever the said movables and immovables;

To subscribe for, accept, endorse, negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

Emprunter sur hypothèques, débetures ou autrement, exercer les pouvoirs mentionnés en l'Article 67 du chapitre 223 des Statuts Refondus de Québec, 1925, en suivant cependant les formalités requises par la loi, savoir:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre pour les prix jugés convenables;

c. Hypothéquer, nantir les immeubles, les donner en gage ou autrement, frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

d. Limiter ou augmenter les montants des emprunts à faire;

e. Donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fidéicommissaires pour assurer le paiement de ces bons, obligations ou autres valeurs, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons, obligations ou autres valeurs ainsi garanties;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs, faire et exécuter tous les actes qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin les objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Les susdits pouvoirs seront exercés ensemble ou séparément et seront distincts les uns des autres, sous le nom de la compagnie précitée, "Lasnier & Galipeau, Limitée"—(Lasnier & Galipeau, Limited)", avec un capital total de cent quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$149,900.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (1,499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
1951 C.-J. SIMARD.

"Merchants Financial Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Isidore Popliger, Max Liverman, David Miller, avocats, Abraham-Isaac Lang, étudiant en droit, et Joseph-Louis Racine, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, pour revendre uniquement aux membres de la corporation, des maisons d'affaires ou entreprises en activité et les articles ou choses nécessaires pour entretenir la vie ou exploiter leur industrie, leur ouvrir des crédits et leur consentir des prêts; établir pour eux des ateliers en commun ou leur permettre de se consacrer à des procédés de production et de vendre les produits qui en proviennent, collectivement ou individuellement;

Acquérir par achat, louage, échange ou autrement, et utiliser, détenir et acquérir des terres, tenements, héritages, immeubles, et les intérêts qu'on peut y avoir, et en général faire affaires, au profit de ses membres, avec le pouvoir d'acheter, détenir, développer, améliorer, défricher,

To borrow on hypothecs, debentures or otherwise and exercise the powers mentioned in article 67, chapter 223, of the Revised Statutes of Quebec, 1925, by following however the formalities required by law, to wit:

a. To borrow money upon the credit of the company;

b. To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such prices as may be deemed expedient;

c. To hypothecate or mortgage the immovables or pledge or otherwise affect the movable property of the company or give all such guarantees, to secure the payment of such bonds, debentures or other securities and for any loans of money made for the purposes of the company;

d. To limit or increase the amount of the loans to be made;

e. To give through their duly authorized officers to one or more trustees, to secure the payment of such bonds, debentures or other securities, an hypothec on the immovable property of the company, by mentioning the issue and the amount of the bonds, debentures or other securities thus guaranteed;

To do all things and exercise all powers and to carry on any transactions in connection with the carrying out of the objects for which the company is incorporated;

The aforesaid powers shall be carried on together or separately and shall be distinct the one from the other, under the name of the aforesaid company "Lasnier & Galipeau, Limitée"—(Lasnier & Galipeau, Limited)", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand nine hundred dollars (\$149,900.00), divided into fourteen hundred and ninety nine (1,499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at St. John's, in the district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1929.

1952 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Merchants Financial Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the sixteenth day of November, 1928, incorporating: Isidore Popliger, Max Liverman, David Miller, advocates, Abraham, Isaac Lang, student-at-law, and Joseph Louis Racine, bailiff, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To buy, for re-sale to the members of the corporation only, business or going concerns, and such articles or things as are necessary for the support of life or for the works of their industry open up credits for them and make loans to them; establish works in common for such members or allow them to devote themselves to processes of production and to sell the products thereof, either collectively or individually;

Acquire by purchase, lease, exchange, or otherwise, and use, hold and acquire lands, tenements, hereditaments, immovables, and interests therein, and generally to carry on, for the benefit of its members, business, with the power of purchasing, holding, developing, improving, clear-

coloniser, cultiver, louer, échanger, vendre et autrement exploiter et disposer d'immeubles et de terres, cultivées ou non, et de tous intérêts et droits en iceux;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la corporation pour fins de construction et autres améliorations;

Aider au moyen de prêts et d'avances et prendre en retour des garanties ou autrement faciliter l'acquisition, la construction et l'entretien d'immeubles et de propriétés immobilières;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement des deniers avancés aux possesseurs, acheteurs ou constructeurs d'immeubles;

Acheter, prendre à bail ou, en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété personnelle, et tous droits ou privilèges que la corporation jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son entreprise et pour le bien commun de ses membres et en particulier toutes machineries, matériel d'exploitation, ou fonds de commerce;

Faire des opérations de prêts et de placements, sauf les opérations de banquiers, avec les mêmes droits et pouvoirs relatifs au placement de son capital d'un individu ordinaire;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions de toute autre corporation dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente corporation, ou exerçant une industrie qui peut être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente corporation;

Emprunter le ou les montants d'argent, à un taux d'intérêt et avec les stipulations et aux conditions jugés convenables; obliger la corporation à rembourser les montants ainsi empruntés et les intérêts, et à l'accomplissement des stipulations et conditions et, si l'on juge à propos, hypothéquer ou donner en garantie tous ou une partie des biens immeubles ou meubles de la corporation pour assurer le remboursement des montants ainsi empruntés, et les intérêts, et l'accomplissement des stipulations et conditions;

Distribuer aux actionnaires de la corporation, en nature, comme dividendes légalement déclarés ou de la manière prévue par l'article 81 de la "Loi des Compagnies de Québec" (Statuts Refondus de 1925, chapitre 223), tous biens quelconques de la corporation, et en particulier toutes actions, obligations ou valeurs de toute compagnie appartenant à la corporation ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

Ester en justice comme toute personne peut le faire, et en général exercer tous les pouvoirs dont est investie une corporation civile ordinaire, et en particulier les pouvoirs qui peuvent servir dans l'exploitation de ses entreprises, sous le nom de "Merchants Financial Corporation", avec un capital de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1953 ALEXANDRE DESMEULES.

"Montreal Auction Sales Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

ing, settling, cultivating, renting, exchanging, selling and otherwise dealing with and disposing of real estate and lands whether cultivated or not, and any interest or right therein;

Make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the corporation's real estate for building purposes and other improvements;

Aid by way of loans and advances and take security therefor or otherwise assist in the acquisition, construction and maintenance of real estate and immoveables property;

Take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of monies advanced to owners, purchasers or builders of real estate;

Purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the corporation may think necessary or convenient for the purpose of its business, and for the common benefit of its members, and in particular, any machinery, plant, or stock in trade;

Transact any loaning and investment business, except the business of banking, with the same rights and powers over the investment of its capital as an ordinary individual;

Take or otherwise acquire and hold shares of any other company having objects altogether or in part similar to those of the corporation, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the corporation;

Borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper; bind the corporation to the re-payment of sums so borrowed and interest thereon, and to the fulfilment of the terms and conditions and, if deemed advisable, hypothecate or pledge the whole or any part of the corporation's immoveable or moveable property to secure the re-payment of the sums so borrowed, and the interest, and the fulfilment of the terms and conditions;

Distribute among the shareholders of the corporation, in kind, as dividends legally declared or as provided by Section 81 of the Quebec Companies' Act" (Revised Statutes, 1925, chapter 223), any property of the corporation, and in particular any shares, debentures or securities of any companies belonging to the corporation or which it may have power to dispose of;

Appear before the courts in the same manner as any person may do, and generally exercise all the powers belonging to an ordinary civil corporation, and specially the powers which may serve for carrying on its undertakings, under the name of "Merchants Financial Corporation," with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
1954 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Auction Sales Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighth day of

huitième jour de mars 1929, constituant en corporation: Isidore Popliger, David Miller, tous deux avocats, Joseph-Louis Racine, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, commerçants et négociants en gros et en détail de confections, nouveautés, fournitures pour tailleurs, satins, lainages, tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général, exercer tous ou chacun des négoce de drapiers, pelletiers, tailleurs, confectionneurs, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et commerçants en gros et en détail de cotonnades et tissus de toutes sortes, fourrures et garnitures d'habits, soutaches, cordes, ornements et vêtements de toutes descriptions, agir comme agents, marchands à commission ou représentants;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions-débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des

March, 1929, incorporating: Isidore Popliger, David Miller, both advocates, Joseph Louis Racine, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry-goods, tailors' trimmings, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, gloves, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments and wearing apparel of every description, to act as agents, commission merchants or representatives;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or of render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such considerations as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above

objets susdits, sous le nom de "Montreal Auction Sales, Incorporated":

Le capital-actions de la compagnie sera de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1955 ALEXANDRE DESMEULES.

"Quebec Radio Corporation, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Madame Hélène-V. Kearney, épouse séparée de biens de Walter-J. Kearney, Mark Drouin, avocat, Mademoiselle Alice Bilodeau, sténographe, tous de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, ou faire le commerce de toute autre manière et installer au complet ou aucune partie ou parties de tout radio ou article magnétique, automateur, sans fil, appareil, matériel, adaptations ou dispositifs en usage en rapport avec l'émission, la réception ou la transmission par la voie des airs de toutes sortes de messages de sans fils ou de radios et toute musique, concerts, chant, paroles ou tous autres sons qui peuvent être transmis par des appareils de sans fils ou de radios; ou dont on peut se servir directement ou indirectement en rapport avec la production, la vente, le louage, le prêt ou la distribution d'appareils de radios pour transmettre, recevoir ou pour toutes autres fins, et tous matériaux, accessoires et parties en usage pour les fins ci-dessus;

Etablir, monter, entretenir et exploiter un service, des locaux pour réparations et fournitures, des agences, succursales, magasins, manufactures, entrepôts, comptoirs dans les magasins à rayons, et à tous autres endroits où la compagnie pourra faire affaires;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie;

Manufacturer, produire, adapter, préparer, louer, acheter et vendre, autrement disposer et faire le commerce de produits en fer et en acier, machines, machineries et tous articles dans la fabrication ou composition desquels il entre du métal, et exploiter toute entreprise de fabrication et de distribution qui peut être convenablement exploitée conformément aux fins et objets de la compagnie;

Acheter, vendre, échanger, louer et autrement faire le commerce de biens et propriétés immobiliers et effectuer les négociations pour l'achat, la vente, l'échange ou le louage de biens et propriétés immobiliers, et en général faire le commerce d'agents d'immeubles sous toutes ses formes, sous le nom de "Quebec Radio Corporation, Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en cent (100) actions de la classe A et cent (100) actions de la classe B. Les actions de la classe B sont les seules actions à voter.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1957 ALEXANDRE DESMEULES,

objects, under the name "Montreal Auction Sales, Incorporated",

The capital stock of the Company will be twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
1956 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Radio Corporation, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1928, incorporating: Mrs Helene V. Kearney, wife separate as to property of Walter J. Kearney, Mark Drouin, Advocate, Miss Alice Bilodeau, Stenographer, all of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export or in any other manner deal in and install the whole or any part or parts of any electrical automotive, wireless, radio or magnetic article, machinery, equipment, appliance or device used in connection with the broadcasting, receiving or transmitting through the air of wireless or radio messages of any kind; and all music, concerts, singing, speaking or any other sounds whatsoever which may be transmitted by wireless or radio apparatus; or which may be used directly or indirectly in connection with the manufacture, sale, hire, loan or distribution of radio apparatus whether for transmitting, receiving or any other purposes whatsoever, and all materials, accessories and parts used in connection therewith;

To establish, equip, maintain and operate service, repair and supply stations, agencies, branches, stores, manufactures, warehouses, counters in department stores or at any other place where the Company may carry on its business;

To manufacture, purchase, sell and deal in hardware;

To manufacture, produce, adapt, prepare, lease, buy and to sell, otherwise dispose of or deal in, iron and steel products, machines, machinery and any articles in the manufacture or composition of which metal is a factor, and to carry on any manufacturing or distributing business which can conveniently be carried or in conjunction with any of the Company's purposes or objects;

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Quebec Radio Corporation, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one hundred (100) class A, shares and one hundred (100) class B shares of one hundred dollars (\$100.00) each. Class B shares are the only shares to vote.

The head office of the company, will be at the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
1958 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Shapiro's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1929, constituant en corporation: Samuel Shapiro, Joseph Laing, Henry Laing, marchands, Dame Jennie Corey, veuve de Julius Corey, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce, au détail, de confections pour hommes, dames et enfants, nouveautés, garnitures, fourrures, articles de modes, effets à la verge, chaussures, bibeloteries, ameublements de maison et toutes autres marchandises en général gardées et dont on fait le commerce dans des magasins à rayons;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder, transporter, placer et faire le négoce d'articles, objets, marchandises et biens personnels de toute description;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens mobiliers ou immobiliers, réels ou personnels, de toute espèce ou nature quelconque, qui seront jugés utiles pour les fins de la compagnie et les donner en gage, nantir, hypothéquer, vendre, ou autrement les aliéner;

Acquérir par achat, location ou autrement la totalité ou toute partie de l'entreprise, du négoce, des biens, de l'actif ou du passif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exercer et acquérir le matériel et le fonds de commerce et les payer, en tout ou en partie, en argent ou en actions ou autres valeurs de la compagnie entièrement ou partiellement libérées;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations et autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou exploitant toute industrie que cette compagnie se prépare à exercer ou exploiter et acquérir, détenir, donner en gage ou autrement aliéner telles actions, obligations ou autres valeurs;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, permis, concessions et autres privilèges similaires, conférant tout droit exclusif, non-exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention que la compagnie croira pouvoir utiliser pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer, ou accorder des permis en ce qui concerne, ou autrement mettre en valeur les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

S'associer ou conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute transaction commerciale que cette compagnie a l'autorisation de faire ou d'exploiter, ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir, réemettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens, droits ou entreprises de la compagnie, pour la considération qui pourra être convenue et particulièrement

"Shapiro's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1929, incorporating: Samuel Shapiro, Joseph Laing, Henry Laing, merchants, Dame Jennie Corey, widow of Julius Corey, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on retail business of men's, ladies and children's clothing, dry goods, furnishings, furs, millinery, goods by the yard, boots and shoes, smallwares, household furniture, and all other sundry merchandise generally carried and dealt with in the business of departmental stores;

To purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign, transfer, invest, and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every description;

To purchase, lease or otherwise acquire movable or immovable, real or personal property of any kind and nature whatsoever that may be deemed suitable for the purpose of the company, and to pledge, mortgage, hypothecate, sell or otherwise alienate the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business similar to that which this company is authorized to carry on, and to acquire materials and stock, and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the company wholly or partly paid up;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation, or individual carrying on or engaged in any business which this company is prepared to carry on, or engaged in, and to acquire, hold, pledge, or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, license, concession and the like, conferring an exclusive, non exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant license in respect thereof, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business transaction which this company is authorized to carry on or trade in, or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal the same;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of in whole or in part the property, rights or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, and particularly for sha-

pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des produits semblables aux produits de cette compagnie, sous le nom de "Shapiro's, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Bedford, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
1959 C.-J. SIMARD.

"Temiskatin Mines, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de janvier 1929, constituant en corporation: Daniel-Perey Gillmor, avocat et conseil en loi du roi, et J.-Austin Murphy, avocat, et Marie-Anne Lemaire, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire de l'exploitation minière, l'exploitation de moulins, d'usines d'affinage, et des travaux de développement dans toutes leurs spécialités;

Acquérir par achat, bail, louage, découverte, location ou autrement des mines, claims miniers, baux de dragage, baux miniers, terrains miniers et droits miniers de toute description, y compris des claims et terrains pétrolifères et des claims et terrains contenant du gaz naturel et les exploiter, développer, mettre en opération et mettre en valeur et les vendre et en disposer autrement, en tout ou en partie, ou de tout intérêt en iceux;

Creuser, draguer, sortir, broyer, laver, fondre, analyser, essayer, réduire, amalgamer et traiter autrement l'or, l'argent, le cuivre, le plomb, le zinc, les minerais ou dépôts ou autres minéraux et substances et composés métalliques de toutes sortes, soit appartenant à la compagnie, ou non, et les préparer pour le marché et les acheter, les vendre et en faire le commerce en tout ou en partie;

Acquérir par achat, location, louage, échange ou autrement, les terrains ou baux forestiers, concessions forestières, permis de coupe de bois, droits de surface et droits de passage, droits et privilèges hydrauliques, moulins, fabriques, fourneaux pour fondre et traiter les minerais et l'affinage des métaux, machineries, édifices, matériels ou autres propriétés foncières ou personnelles qui pourront être nécessaires ou utiles pour mener à bonne fin aucun des objets de la compagnie;

Construire, maintenir, modifier, faire, mettre en opération et exploiter, sur les propriétés de la compagnie ou sur les propriétés contrôlées par la compagnie, des canaux, sentiers, chemins, routes, ponts et réservoirs, barrages, biez, canaux d'amont et d'aval, et autres, cours d'eau, aqueducs, puits, jetées, fourneaux, scieries, broyeurs, fonderies, usines de concentration, travaux hydrauliques, usines et accessoires électriques, raffineries, entrepôts, édifices, machineries, matériel, magasins et autres travaux et commodités qui peuvent favoriser la réalisation d'aucun des objets de la compagnie; et construire et exploiter, sur les propriétés de la compagnie ou sur les propriétés qu'elle contrôle et pour les seules fins de son commerce et de son industrie, des embranchements et voies d'évitement;

res, debentures or securities of any other company having products similar to the products of this company, under the name of "Shapiro's, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00); divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Bedford, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1929.

C. J. SIMARD,
1960 Assistant Provincial Secretary.

"Temiskatin Mines, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the twenty-eighth day of January, 1929, incorporating: Daniel Perey Gillmor, advocate and king's Counsel, and J. Austin Murphy, advocate, and Marie Anne Lemaire, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a mining, milling, reduction and development company in all or any of its branches;

To acquire by purchase, lease, hire, discovery, location, or otherwise, mines, mineral claims, dredging leases, mineral leases, prospects, mining lands and mining rights of every description, including petroleum claims and lands and natural gas claims and lands, and to work, develop, operate and turn same to account and to sell, and otherwise dispose of the same or any of them, or any interest therein;

To dig for, dredge for, raise, crush, wash, smelt, analyse, assay, reduce, amalgamate and otherwise treat gold, silver, copper, lead, zinc, ores or deposits and other minerals and metallic substances, and compounds of all kinds, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable and to buy, sell and deal in the same or any of them;

To acquire by purchase, lease, hire, exchange, or otherwise, such timber lands or leases, timber claims, licenses to cut timber, surface rights and rights of way, water rights and privileges, mills, factories, furnaces for smelting and treating ores and refining metals, machinery, buildings, plant, or other real or personal property as may be necessary for or conducive to the proper carrying out of any of the objects of the company;

To construct, maintain, alter, make, work and operate on the property of the company, or on property controlled by the company, any canals, trails, roads, ways, bridges and reservoirs, dams, flumes, race and other ways, water-courses, aqueducts, wells, wharves, piers, furnaces, sawmills, crushing works, smelting works and concentrating works, hydraulic works, electrical works and appliances, refineries, warehouses, buildings, machinery, plant, store and other works and conveniences which may seem conducive to any of the objects of the company; and to construct and operate, on the property of the company or on that under its control, and for the sole purposes of its commerce and industry, branches and sidings;

Bâtir, acquérir, posséder, affréter, naviguer et utiliser des vaisseaux à vapeur et autres, pour les fins de la compagnie;

Acquérir par bail, permis, achat ou autrement des forces hydrauliques, électriques ou autres dans le district de Chibougamau, et les utiliser et disposer de tout excédent d'énergie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autrement), que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, société, association, compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant ou appropriés aux fins de la présente compagnie;

Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, droits, parts, privilèges ou franchises que cette compagnie pourra acquérir par aucun titre, ou pour les fins de l'industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou pour l'un ou plusieurs de ses objets;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, droits d'auteur, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle personne, société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Souscrire, acheter, acquérir, détenir, vendre, échanger, disposer ou autrement faire le commerce d'obligations, débetures, titres ou autres valeurs ou obligations, ou tout intérêt en iceux, de toute autre compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites

To build, acquire, own, charter, navigate and use steam and other vessels for the purposes of the company;

To acquire by lease, license, purchase or otherwise, hydraulic, electric or other power in the district of Chibougamau, and to utilize the same and dispose of any surplus power;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, partnership, association, company or corporation having objects altogether, or in part, similar to the company, or carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property which may seem suitable or desirable for the purposes of the company;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures, obligations or other securities of the company in payment, or part payment, of any property, movable or immovable, real or personal, rights, shares, privileges or franchises which the company may acquire by any title, or for the purposes of the business which the company is authorized to carry on or for one or more of the objects;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, copyright, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any agreement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts for, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, purchase, acquire, hold, sell, exchange, dispose of, or otherwise deal in bonds, debentures, stock, or other securities or obligations or any interest therein of any company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and

conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Établir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaire) ou ceux à qui ils sont alliés ou dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter administrer, exécuter ou contrôler des chemins, routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptible directement ou indirectement de favoriser les intérêts de la compagnie, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter, et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, reçus d'entrepôts, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Louer, vendre ou autrement disposer du commerce, des biens et des entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans toute autre province ou dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de telle province ou pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie ou toutes

comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal, of any dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated, directly or indirectly, to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities in any other company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concessions, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any province or foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such province or foreign country, to represent the company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of shares of the company's capital, or

débitures, actions-débitures ou toutes autres garanties, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débiteures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par des circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, sera déterminée;

Payer à même les fonds de la compagnie les dépenses et frais encourus dans l'incorporation et l'organisation de cette compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et par l'entremise d'agents, fidéicommissaires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Temiskatin Mines, Limited";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille piastres (\$20,000.00);

Les actions autres que les actions privilégiées, avec préférence quant au principal, seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de janvier 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1961

C.-J. SIMARD.

any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circular, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar, in whole or in part, to those of this company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as, from time to time, may be determined;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Temiskatin Mines, Limited";

The capital stock of the company is divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

Shares other than preferred shares with a preference as to principal shall be issue and allotted at such price as may be fixed by the Directors.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of January, 1929.

C. J. SIMARD,

1962

Assistant Provincial Secretary.

"The National Cooperative Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1929, constituant en corporation: Joseph-Alfred Renaud, agent, Louis-Cyrius Jacques, notaire, de la cité de Québec, Edmond Renaud, négociant, de La Tuque, dans les buts suivants:

Faire le commerce en général, et particulièrement agir comme agents de publicité, d'annonces, d'achats et ventes pour toutes marchandises, marques de commerce, valeurs quelconques, entreprises publiques ou privées;

Acheter des entreprises similaires à celles de la compagnie ou s'y associer;

Exercer tous les pouvoirs nécessaires à ses fins et tous les pouvoirs corollaires aux dites fins;

"The National Cooperative Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1929, incorporating: Joseph Alfred Renaud agent, Louis Cyrius Jacques, notary, of the city of Quebec, Edmond Renaud, trader, of La Tuque, for the following purposes:

To carry on business generally and particularly to act as publicity, advertising, purchase and sales agents for any merchandise, trade marks, securities of any kind, public or private undertakings;

To purchase similar undertakings to those of the company or to be connected therewith;

To exercise any powers necessary for its purposes and any corollary powers for the said purposes;

Faire de la coopération sous toutes ses formes, tant pour l'achat que pour la vente;

Acquérir ou construire tous immeubles ou entrepôts nécessaires ou utiles à ses fins;

Émettre et répartir comme entièrement acquittées des actions du capital-actions de la compagnie présentement constituée, en paiement total ou partiel de tous commerces, brevets, franchises, propriétés, droits, privilèges, bail, licences, contrats, immeubles, actions, obligations, débetures que pourra acquérir la compagnie, et aussi en paiement total ou partiel de tous comptes, dettes, achats de la compagnie, sous le nom de "The National Cooperative Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera composé de cinq cents actions, sans valeur au pair ou nominale, et le prix des dites actions sera déterminé par le bureau de direction de la compagnie.

La compagnie commencera ses opérations avec un capital de deux mille cinq cents dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

1963

C.-J. SIMARD.

"Three Rivers Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-septième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Alfred-Harding Lang, gérant, William-Patrick Creagh, clerc avocat, tous deux de la cité de Westmount, district de Montréal, et Philippe-Edouard Godin, comptable, de la ville de Ste-Anne de Bellevue, tous de la province de Québec, pour les fins suivantes:

► Acheter, prendre en échange souscrire ou autrement acquérir et détenir et faire le commerce d'actions, obligations, débetures ou valeurs de toutes sortes, et vendre, aliéner ou autrement disposer d'aucun des biens de la compagnie de temps à autre; et généralement faire des placements de fonds ou des argents de la compagnie et changer, modifier, varier ou réaliser ces placements de temps à autres et placer de nouveau les argents réalisés;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

To carry on cooperation under all its forms both for purchasing and selling;

To acquire or construct any immovables or warehouses necessary or useful for its purposes;

To issue and allot as fully paid up, shares of the capital stock of the company hereby incorporated, in whole or part payment for any businesses, patents, franchises, properties, rights, privileges, leases, licenses, contracts, immovables, shares, bonds, debentures which the company may acquire, and also in whole or part payment for any accounts, debts, purchases of the company, under the name of "The National Cooperative Company, Limited".

The capital stock of the company shall be composed of five hundred shares having no nominal or par value, and the price of the said shares shall be determined by the board of directors of the company.

The company shall commence its operations with a capital of two thousand five hundred dollars.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of April, 1929.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Three Rivers Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the seventeenth day of December, 1928, incorporating: Alfred Harding Lang, manager, William Patrick Creagh, law-clerk, both of the city of Westmount, district of Montreal, and Philippe Edouard Godin, accountant, of the town of Ste. Anne de Bellevue, all of the province of Québec, for the following purposes:

To purchase, take in exchange, subscribe for or otherwise acquire and to hold and deal in stocks, bonds, debentures or securities of every kind, and to sell, alienate or otherwise dispose of any of the assets of the company from time to time; and generally to make investments of the funds or monies of the company and to change, alter, vary or realize upon any investments from time to time and to reinvest the proceeds thereof;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To distribute, in specie or otherwise, any dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company; or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

Acquérir ou assumer la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens, entreprises et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens ou droits convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne, firme ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions, obligations, débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie et au prélèvement de son capital et contracter avec toute personne, firme ou compagnie pour les payer;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ou obligations garanties par la compagnie;

Hypothéquer, transporter, céder, transporter ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Exercer toute autre industrie ou activité que les directeurs croiront incidente ou favorable à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, fiduciaires, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec.

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or asset of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To remunerate, whether by means or commission or otherwise, any person, firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business; and

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any person, firm or company to pay the same;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company, or obligations guaranteed by the company;

To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the Directors to be incidental or conducive to the attainment of the above objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Québec;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its direc-

de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, actionnaires ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe, soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction, sous le nom de "Three Rivers Investment Corporation".

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débetures.

Le capital action de la compagnie consiste en cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent (\$100.00) dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1965 ALEXANDRE DESMEULES.

tors or with any firm of which one or more of its directors are members, shareholders or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Three Rivers Investment Corporation".

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

Any invitation to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited.

The capital stock of the company shall consist of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
1966 Acting Assistant Provincial Secretary.

Assurances

AVIS DE NON RENOUVELLEMENT D'EN-REGISTREMENT.

Avis est par le présent donné que la "Connecticut General Life Insurance Company", ayant son bureau principal d'affaires dans la ville de Hartford, dans l'état de Connecticut, un des Etats-Unis d'Amérique, ayant discontinué de faire des affaires dans cette Province, le certificat d'enregistrement du permis de la Poissance du Canada, accordé à cette compagnie, n'a pas été renouvelé le 1er avril 1929.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121, de la Loi des Assurances, ce 22ième jour d'avril 1929.

Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q.

2011-17-2

AVIS DE FUSION DE SOCIETE DE SECOURS MUTUELS.

Avis est par le présent donné que l'Association des Employés des Postes de Montréal, société de secours mutuels constituée en corporation en vertu de l'article 6896 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909, ayant décidé de se fusionner avec l'Alliance Nationale, autre société de secours mutuels incorporée en vertu de la Loi 79 George V, chapitre 69, les termes et conditions de cette fusion ont été approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le 12 avril 1929.

Donné conformément aux dispositions de l'ar-

Insurances

NOTICE OF NON RENEWAL OF REGISTRATION.

Notice is hereby given that the "Connecticut General Life Insurance Company", with its head office in the City of Hartford, in the State of Connecticut, of the United States of America, having decided to discontinue the transactions of business, in the Province, the Certificate of Registration of the Dominion Licence granted to the said Company has not been renewed on April 1st, 1929.

Given pursuant to section 121 of the Quebec Insurance Act, this 22nd day of April, 1929.

B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q.

2012-17-2

NOTICE OF AMALGAMATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Association des Employés des Postes de Montréal," a mutual benefit association constituted into a corporation in virtue of article 6996 of Revised Statutes of Quebec, 1909, having decided to amalgamate with the "Alliance Nationale", another mutual benefit association, incorporated in virtue of Act 79, George V, chapter 69, the terms and conditions of such amalgamation have been approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 12th of April, 1929.

Given pursuant to the provision 268 of the

ticle 268 de la Loi des Assurances de Québec, ce 15ième jour d'avril 1929.

Le surintendant des Assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q. 1861—16-2

Quebec Insurance Act, this 15th day of April, 1929.
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Québec, P. Q. 1862—16-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'enregistrement accordé à la "Alliance Insurance Company of Philadelphia", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu; Explosion; Automobile; Ouragan; Dégâts par arroseurs automatiques;" a été amendé en ajoutant une restriction à l'assurance "Automobile" (à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne), et aussi la classe suivante "Transportation intérieure", le et après le cinquième jour d'avril, 1929.

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Alliance Insurance Company of Philadelphia", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Explosion Insurance; Automobile Insurance; Tornado Insurance; Sprinkler Leakage Insurance;" has been amended in adding the restriction (Excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person) to the Automobile Insurance, and the class "Inland Transportation Insurance", on and after the Fifth day of April, 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'avril 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this seventeenth day of April, 1929.

Pour le Trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1863—16-2

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1864—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Century Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu; Dégâts causés par arroseurs automatiques; Assurance contre les dommages sur la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre; Automobile; Bris de glaces; Garantie (cette garantie étant limitée à la fidélité des personnes remplissant des fonctions de fiduciaire, publique ou privée, et l'exécution des cautions dans des actions et procédures légales); Ouragan;" a été amendé permettant en plus les classes d'assurance "Transportation intérieure; Dommage à la propriété; Vol avec effraction;" le et après le cinquième jour d'avril, 1929.

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Century Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Sprinkler Leakage Insurance; Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas; Automobile Insurance; Plate Glass Insurance; Guarantee Insurance, limited to the guaranteeing of the fidelity of persons in positions of trust, public or private, and executing bonds in legal actions and proceedings; Tornado Insurance;" has been amended to include "Inland Transportation Insurance; Property Damage Insurance; Burglary Insurance;" on and after the fifth day of April, 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'avril, 1929.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this seventeenth day of April, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le Surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1865—16-2

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1866—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "City of New York Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu; Dégâts causés par arroseurs automatiques; Assurance contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre; Ouragan;" a été amendé permettant en plus la classe d'assurance "contre la grêle" le et après le cinquième jour d'avril 1929.

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "City of New York Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Sprinkler Leakage Insurance; Tornado Insurance; Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas;" has been extended to include "Hail Insurance", on and after the fifth day of April, 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'avril 1929.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this seventeenth day of April, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B. ARTHUR DUGAL.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1967—16-2

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1868—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Continental Insurance Company of New-York", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu, Explosion, Automobile, Dégâts causés par arroseurs automatiques, Ouragan, Transportation intérieure, contre les pertes ou les dommages à la propriété résultant d'un tremblement de terre" a été amendé en ajoutant une restriction à l'assurance "automobile" (à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne), le et après le treizième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce quinzième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1869—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Continental Insurance Company of New York", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance, Explosion Insurance, Automobile Insurance, Inland Transportation Insurance, Sprinkler Leakage Insurance, Tornado Insurance, Insurance against loss of, or damage to property resulting from an earthquake", has been amended in adding the restriction (Excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person) to the Automobile Insurance, on and after the thirteenth day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this fifteenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1870—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Federated British Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu," a été amendé permettant en plus la classe d'assurance "Dégâts causés par arroseurs automatiques," le et après le sixième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B. ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1871—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Federated British Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance", has been extended to include "Sprinkler Leakage Insurance", on and after the sixth day of April, 1929.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this seventeenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1872—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Fidelity-Phenix Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu, Ouragan, Explosion, Automobile, Transportation intérieure, Dégâts causés par arroseurs automatiques, Assurance contre les pertes ou dommages à la propriété résultant d'un tremblement de terre" a été amendé en ajoutant une restriction à l'assurance "automobile" (à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne), le et après le treizième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce quinzième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B. ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1873—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Fidelity-Phenix Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance, Tornado Insurance, Automobile Insurance, Inland Transportation Insurance, Sprinkler Leakage Insurance, Insurance against loss of, or damage to, property resulting from an earthquake", has been amended in adding the restriction (Excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person) to the Automobile Insurance, on and after the thirteenth day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this fifteenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1874—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Franklin Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu"; a été amendé permettant en plus les classes d'assurance "Automobile, à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne; Grêle; Dégâts causés par arroseurs automatiques", le et après le cinquième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Franklin Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance" has been extended to include "Automobile Insurance, excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person; Hail Insurance; Sprinkler Leakage Insurance," on and after the fifth day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec

des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1875—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "General Fire Assurance Company of Paris, France (Compagnie d'Assurance Générales contre l'Incendie)", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu; Explosion limitée;" a été amendé permettant en plus la classe d'assurance "Ouragan", le et après le cinquième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1877—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "London Life Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Vie", a été amendé permettant en plus l'assurance "Maladie; Accident;" le et après le neuvième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1879—16-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'enregistrement accordé à la "Maryland Casualty Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Accident; Garantie; Maladie; Vol avec effraction; Bris de Glaces; Chaudières à vapeur; Dégâts par arroseurs automatiques; Volants; Assurance couvrant les pertes ou dommages à la personne ou à la propriété causés par un avion", a été amendé permettant en plus les classes d'assurance "Contre la falsification; Automobile, excepté l'assurance contre les pertes ou dommages causés par le feu; Assurance contre les dommages à la propriété et responsabilité pour dommages à la propriété ou à la personne des autres causés par la défectuosité de machineries électriques", le et après le treizième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce seizième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1881—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Pacific Coast Fire Insurance Company", l'autorisant à faire dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu; Dégâts par arroseurs automatiques; Auto-

Insurance Act, this seventeenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1876—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "General Fire Assurance Company of Paris, France (Compagnie d'Assurances Générales contre l'Incendie)", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Limited Explosion Insurance;" has been extended to include "Tornado Insurance", on and after the fifth day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this Seventeenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1878—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "London Life Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Life" Insurance, has been extended to include "Sickness Insurance; Accident Insurance;" on and after the ninth day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this Seventeenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1880—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Maryland Casualty Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Accident Insurance; Guarantee Insurance; Sickness Insurance; Burglary Insurance; Plate Glass Insurance; Steam Boiler Insurance; Sprinkler Leakage Insurance; Fly Wheel Insurance; Insurance against liability for loss or damage to persons or property caused by an aircraft" has been extended to include "Forgery Insurance; Automobile Insurance, excluding insurance against loss or damage by fire; Insurance against damage to property and liability for damage to the property or person of others caused by the breakdown of any electrical machinery", on and after the thirteenth day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this sixteenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1882—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Pacific Coast Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Sprinkler Leakage Insurance;

mobile; Assurance contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par le gaz naturel ou autre; Ouragan;" a été amendé en permettant en plus les classes d'assurance "Accident; Contre les tremblements de terre;" le et après le neuvième jour d'avril, 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-neuvième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1883—16-2

Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas; Automobile Insurance; Tornado Insurance" has been extended to include "Accident Insurance Earthquake Insurance;" on and after the ninth day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this seventeenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1884—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Phoenix Insurance Company, of Hartford", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu; Automobile, à l'exclusion de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne; Dégâts par arroseurs automatiques; Ouragan; Dégâts causés par tremblement de terre; a été amendé permettant en plus la classe d'assurance "Transportation intérieure", le et après le neuvième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1885—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Phoenix Insurance Company, of Hartford", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Automobile Insurance, excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person; Sprinkler Leakage Insurance; Tornado Insurance; Insurance against loss of or damage to property resulting from an earthquake;" has been extended to include "Inland Transportation Insurance", on and after the ninth day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this seventeenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1886—16-2

AVIS

NOTICE

Avis est par le présent donné que "St. Patrick's Mutual Benefit Association" n'a pas satisfait aux dispositions des articles 162 et 165 de la Loi des Assurances de Québec, et elle est en conséquence sujette à la suspension ou à l'annulation de son permis et de son enregistrement, et ses officiers sont aussi passibles des pénalités prévues par le paragraphe 2 de l'article 162 précité de la loi.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 162 de la Loi des Assurances de Québec, ce seizième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le Surintendant suppléant des Assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

1887—16-2

Notice is hereby given that the "St. Patrick's Mutual Benefit Association", not having complied with the requirements of sections 162 and 165 of the Quebec Insurance Act, and the Association is liable to have its license and registration suspended or cancelled, and its officers are also liable to the penalty enacted in sub-section 2 of section 162 mentioned heretofore.

Given pursuant to section 163 of the Quebec Insurance Act, this sixteenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Government Buildings,
Quebec.

1888—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Union Fire Insurance Company of Paris, France", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu;" a été amendé permettant en plus la classe d'assurance "Contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par le gaz naturel ou autre", le et après le deuxième jour d'avril 1929.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1889—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Union Fire Insurance Company of Paris, France", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance", has been extended to include "Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas;" on and after the Second day of April, 1929.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this Seventeenth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1890—16-2

Département de l'Instruction publique

Department of Education

No 2307-28.

Québec, 19 avril 1929.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 18 avril courant (1929), de détacher de la municipalité scolaire de St-Benjamin-du-Lac-à-Busque, comté de Dorchester, tout le rang St-Gustave, comprenant les lots Nos 774 à 819 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de St-François, comté de Beauce. 2017

No 461-29.

Québec, 20 avril 1929.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "St-Léonce, comté d'Abitibi", tout le territoire formant actuellement le canton de Béarn, dans le susdit comté; ce territoire ne fait actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée. 2019—17-2

No 125-29.

Québec, 13 avril 1929.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Cécile, dans le comté de Beauharnois, tout le territoire formant actuellement le village de Ste-Cécile, tel qu'érigé par proclamation officielle en date du 27 mars 1913, insérée dans la Gazette Officielle de Québec, dans le volume 45, à la page 843, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Village de Ste-Cécile", même comté. 1801—16-2

No. 2307-28.

Quebec, April 19, 1929.

His Honour the Lieutenant-Governor, has been pleased by order in council dated the 18 April, instant (1929), to detach from the school municipality of St-Benjamin-du-Lac-à-Busque, county of Dorchester, all the St-Gustave range, comprising lots Nos. 774 to 819 inclusively, and to annex same to the school municipality of St. François, county of Beauce. 2018

No. 461-29.

Quebec, April 20, 1929.

Application has been made to erect into a separate school municipality, under the name of "St-Léonce, county of Abitibi", the whole of the property actually forming the township of Béarn, in the aforesaid county; such territory does not actually form part of any already organized school municipality. 2020—17-2

No. 125-29.

Quebec, April 13, 1929.

Application has been made to detach from the School municipality of the parish of Ste-Cécile, in the county of Beauharnois, all the territory actually forming the village of Ste-Cécile, as erected by official proclamation dated the 27th of March, 1913, inserted in the Quebec Official Gazette, volume 45, page 843, and to erect all the said territory into a separate school municipality, for Catholics only, under the name of "Village of Ste-Cecile", same county. 1802—16-2

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Témiscouata, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Arsène", et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de St-Arsène, comté de Témiscouata.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 18 avril 1929.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
1975 J.-ANTONIO GRENIER.

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une Société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Portneuf, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Rémi-du-Lac-au-Sable", et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de St-Rémi-du-Lac-au-Sable, comté de Portneuf.

Les objets pour lesquels cette société est for-

NOTICE

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Témiscouata, under the name of "Co-operative Agricultural Association of St. Arsène", and that its principal place of business will be in the municipality of St. Arsène, county of Témiscouata.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, April 18th, 1929.

J. ANTONIO GRENIER,
1976 Deputy Minister of Agriculture.

NOTICE

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Portneuf, under the name of "Co-operative Agricultural Association of St-Rémi-du-Lac-au-Sable", and that its principal place of business will be in the municipality of St-Rémi-du-Lac-au-Sable, county of Portneuf.

The objects for which the association is formed

mée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 22 avril 1929.

2013 Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 22nd of April, 1929.

2014 J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 45591. Dame D.-Albertine Plamondon, épouse commune en biens de Arthur Varin, de Montréal, district de Montréal, demanderesse; vs le dit Arthur Varin, du même endroit, défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause à la Cour Supérieure de ce district, ce 18ième jour d'avril 1929.

Montréal, 18 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1977—17-4 HOULE & HOULE.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No A-42889. Dame Jennie Rosenthal, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Max Perlman, marchand, du même lieu, Demanderesse; vs Max Perlman, de la ville et du district de Montréal, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 11ième jour d'avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1979—17-4 POPLIGER & LIVERMAN.

Canada, Province de Québec, District d'Arthabaska, Cour Supérieure, 904/77. Célanire Lacasse, épouse commune en biens de Louis Hébert, menuisier, Thetford-Mines, Demanderesse; vs Louis Hébert, Thetford-Mines, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 17 avril 1929.

Arthabaska, ce 20 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1981—17-4 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-47868. Dame Antoinette Lepine, née Harnois, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Adrien Lepine, peintre, du même lieu, demanderesse; vs le dit Joseph-Adrien Lepine, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, 9 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1793—16-4 J.-EUDORE MORIER.

Province de Québec, District de Bedford, No 966. Dame Euchariste Hubert, épouse commune en biens du défendeur, dûment autorisée à ester en justice, de la cité de Granby, district de Bedford; vs Thomas Lecompte, bourreur, du même lieu.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 45591. Dame D. Albertine Plamondon, wife common as to property of Arthur Varin, of Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs the said Arthur Varin, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause in the Superior Court of the said district this eighteenth day of April, 1929.

Montreal, April 18th, 1929.

HOULE & HOULE,
1978—17-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-42889. Dame Jennie Rosenthal, of the City and District of Montreal, wife common as to property with Max Perlman, merchant, of the same place, Plaintiff; vs Max Perlman, of the same place, merchant, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, 11th April, 1929.

1980—17-4 POPLIGER & LIVERMAN,
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 904/77. Célanire Lacasse, wife common as to property of Louis Hébert, Carpenter, Thetford-Mines, Plaintiff; vs Louis Hébert, Thetford-Mines, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 17th of April, 1929.

Arthabaska, 20th April, 1929.

1982—17-4 ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-47868. Dame Antoinette Lepine, born Harnois, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Joseph Adrien Lepine, painter, of the same place, Plaintiff; vs The said Joseph Adrien Lepine, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Moutreal, 9th April, 1929.

1794—16-4 J. EUDORE MORIER,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Bedford, No. 966. Dame Euchariste Hubert, duly authorized, wife common as to property of the defendant, of the city of Granby, District of Bedford, vs Thomas Lacompte, upholsterer, of the same place.

Une demande en séparation de biens a été faite en cette cause, le 2 avril 1929.

Sweetsburg, le 12 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1795—16-4 ALBERT SAUVAGE.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, No 11,097. Dame Eva Grégoire, de St-Gédéon, district de Beauce, épouse de J.-Arthur Boutin, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit J.-Arthur Boutin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

Saint-Joseph, Beauce, 12 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1799—16-4 LOUIS MORIN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, B-43285.

Avis est par le présent donné que Dame Céline Paquette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adolphe Vachon, rentier, du même lieu, a ce jour poursuivi son mari en séparation de biens.

Montréal, 15 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1815—16-4 GIBEAULT & LAMBERT.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No B-47302. Dame Fanny Trostenetzky, épouse commune en biens de Maurice Abramovitz, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Maurice Abramovitz, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2ième jour de mars 1929.

Montréal, 15 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1823—16-4 ROSS, MOLLEUR & CHARNES.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-47937. Dame Béatrice Bigras, épouse commune en biens de Théodore Corbeil, fermier, tous deux de la ville de St-Michel, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 16 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1893—16-4 DURANLEAU, ANGERS & MONTY.

Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, No 556. Dame Lucie Savard, épouse de Ludger Harvey, marchand, tous deux de Coaticook, dit district, a institué une action en séparation de biens contre son mari.

Sherbrooke, 25 mars 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1895—16-4 VERRET & DESILETS.

Canada, Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, No 2595. Dame Anna Savoie, épouse commune en biens de Georges Tellier, de la paroisse de St-Damien de Brandon, dans le district de Joliette, dûment autorisée à instituer la présente action par jugement de l'Hon. Juge A. Trahan, l'un des juges de la cour supérieure pour le district de Joliette, demanderesse; vs le dit Georges Tellier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 2nd of April, 1929.

Sweetsburg, April 12th, 1929.

ALBERT SAUVAGE,
Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 11,097. Dame Eva Grégoire, of St. Gédéon, district of Beauce, wife of J. Arthur Boutin, merchant, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said J. Arthur Boutin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on this day.

Saint Joseph, Beauce, April 12th, 1929.

LOUIS MORIN,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, B-43285.

Notice is hereby given that Dame Celina Paquette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adolphe Vachon, gentleman, of the same place, has this day sued her husband for separation as to property.

Montreal, 15th April, 1929.

GIBEAULT & LAMBERT,
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-47302. Dame Fanny Trostenetzky, wife common as to property of Maurice Abramovitz, of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Maurice Abramovitz, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 2nd day of March, 1929.

Montreal, April 15, 1929.

ROSS, MOLLEUR & CHARNES,
Attorneys for the Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-47937. Dame Beatrice Bigras, wife common as to property of Theodore Corbeil, farmer, both of the town of St. Michel, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, April 16th, 1929.

DURANLEAU, ANGERS & MONTY,
Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court, No. 556. Dame Lucie Savard, wife of Ludger Harvey, trader, both of Coaticook, in said District, has taken an action in separation as to property against her husband.

Sherbrooke, 25 March, 1929.

VERRET & DESILETS,
Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 2595. Dame Anna Savoie, wife common as to property of Georges Tellier, of the parish of St-Damien de Brandon, in the district of Joliette, duly authorized to enter into the present judicial proceedings pursuant to judgment of Honourable Justice Trahan, one of the judges of the Superior Court for the district of Joliette, Plaintiff; vs the said Georges Tellier, Defendant.

An action for separation as to property has

en cette cause le 25ième jour du mois de mars 1929.

Joliette, 3 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1697—15-4 FERLAND & DENIS.

Canada, Province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 567. Dame Mary Daigle, épouse commune en biens de Delphis Moisan, actuellement journalier, de Saint-Jacques-le-Majeur, comté de Wolfe, demanderesse; vs Le dit Delphis Moisan, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trentième jour de mars, mil neuf cent vingt-neuf.

Sherbrooke, le 10 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1721—15-4 TALBOT & LANDRY.

been instituted in this cause on the 25th day of the month of March, 1929.

Joliette, April 3, 1929.

FERLAND & DENIS,
1698—15-4 Attorneys for the plaintiffs.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, Superior Court, No. 567. Dame Mary Daigle, wife common as to property of Delphis Moisan, actually labourer, of Saint-Jacques-le-Majeur, county of Wolfe, plaintiff; vs The said Delphis Moisan, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the thirtieth day of March, nineteen hundred and twenty nine.

Sherbrooke, April 10, 1929.

TALBOT & LANDRY,
1722—15-4 Attorneys for the plaintiff.

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, District de Beauharnois, No 5774, Cour Supérieure. Dame Elsie-Irène Johnston, du canton de Franklin, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Hugh-Allan Gavin, cultivateur, du canton de Elgin, dit district, maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée, Demanderesse; vs Hugh-Allan Gavin, cultivateur, du canton de Elgin, district de Beauharnois, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 30 mars 1929.

Valleyfield, Qué., le 8 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1699—15-4 ERLE-C. MARTIN.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 554, (1929), Cour Supérieure. Dame Leona Nourry, demanderesse; vs Arthur Pelletier, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée ce jour aux Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 12 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1915—16-4 DESILETS & DURAND.

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 5774, Superior Court. Dame Elsie Irene Johnston, of the Township of Franklin, District of Beauharnois, wife common as to property of Hugh Allan Gavin, farmer, of the Township of Elgin, said district, presently of parts unknown, duly authorized, plaintiff; vs Hugh Allan Gavin, farmer, of the Township of Elgin, District of Beauharnois, and presently of parts unknown, defendant.

An action in separation as to property and from bed and board has been instituted in this case on March the 30th, 1929.

Valleyfield, Que., April 8th, 1929.

ERLE C. MARTIN,
1700—15-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Three Rivers, No. 554, (1929), Superior Court. Dame Leona Nourry, Plaintiff; vs Arthur Pelletier, Defendant.

An action as to separation from bed and board has been instituted this day in Three Rivers.

Three Rivers, April 12th, 1929.

DESILETS & DURAND,
1916—16-4 Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

"LA MINE D'OR VENUS, LIMITEE (Libre de responsabilité personnelle)—VENUS GOLD MINE, LIMITED (No personal liability)

Avis est donné que par règlement de la dite compagnie, le nombre des directeurs est diminué de 10 à 8.

Québec, 18 avril 1929.

1983 Le secrétaire,
A. MARCOTTE.

MUNICIPALITE DE ST-PROSPER

Qu'en vertu d'une résolution du conseil municipal de la municipalité du canton Watford-Ouest, à une session régulière, tenue le 7 mai 1928, après qu'avis public a été publié suivant la loi et pour des raisons jugées avantageuses, la municipa-

Miscellaneous Notices

"LA MINE D'OR VENUS, LIMITEE (Libre de responsabilité personnelle)—VENUS GOLD MINE, LIMITED (No personal liability)"

Notice is given that by by-law of the said company, the number of directors shall be decreased from 10 to 8.

Quebec, April 18th, 1929.

1984 A. MARCOTTE,
Secretary.

MUNICIPALITY OF ST. PROSPER

In virtue of a resolution of the Municipal Council of the municipality of the township of Watford-West, at a regular meeting held the 7th May, 1928, after public notice was published according to law and for reasons deemed advis-

lité du canton Watford-Ouest, portera à l'avenir comme nom officiel : Municipalité de St-Prosper, Co Dorchester.

Le Maire,
CYRILLE LAROCHELLE.
Le secrétaire-trésorier,
NORBERT SAMSON.

1985-17-2

able, the Municipality of the Township of Watford-West, shall hereafter bear the official name of Municipality of St. Prosper, Co. Dorchester.

CYRILLE LAROCHELLE,
Mayor.
NORBERT SAMSON,
Secretary-Treasurer.

1986-17-2

THE BRAS D'OR BAY NAVIGATION COMPANY, LIMITED.

Extrait du règlement spécial "A".
Le bureau de direction sera composé de sept membres.
Québec, le 11 avril 1929.

1987

Le président,
C.-G. DUNN.
Le secrétaire,
GEO. WATSON.

THE BRAS D'OR BAY NAVIGATION COMPANY, LIMITED.

Extract from Special By-law "A".
The Board of Directors shall be composed of seven members.
Quebec, 11th April, 1929.

1988

C. G. DUNN,
President.
GEO. WATSON,
Secretary.

THE PROVINCE OF QUEBEC ASSOCIATION FOR THE PROTECTION OF FISH AND GAME INCORPORATED.

REGLENEMT SPECIAL No 3.

Règlement augmentant le nombre des directeurs de l'association.

Attendu que le nombre des directeurs de l'association est de trois et qu'il est désirable de le porter à seize:

Il est par conséquent résolu par règlement de l'association que le nombre de ses directeurs soit augmenté de trois à seize.

Montréal, le 30 mars 1929.

1989

Le secrétaire,
E.-A. CARTIER.

THE PROVINCE OF QUEBEC ASSOCIATION FOR THE PROTECTION OF FISH AND GAME INCORPORATED.

SPECIAL BY-LAW No. 3.

A By-Law to increase the number of the Association's Directors.

Whereas the number of the Association's Directors is three, and it is desirable to increase the same to sixteen;

Be it therefore enacted as a By-Law of the Association that the number of its Directors be increased from three to sixteen.

Montreal, 30th March, 1929.

1990

E. A. CARTIER,
Secretary.

Avis est donné au public, conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes des Statuts refondus, 1925, que la "Tourville Lumber Mills Co." de la cité de Trois-Rivières, comté de Trois-Rivières, se propose de faire faire des barrages pour faciliter le flottage du bois:

Un barrage connu sous le No 1, situé sur la branche nord-est du ruisseau Bilodeau, tributaire de la rivière Trinité, à l'endroit de la limite Grande-Trinité, No 1-est, comté de Saguenay;

Un barrage connu sous le No 2, situé sur la branche nord-ouest du ruisseau Bilodeau, tributaire de la rivière Trinité, à l'endroit de la limite Grande-Trinité, No 1-est, dans le canton de Royer, comté de Saguenay;

Un barrage connu sous le No 3, situé sur le ruisseau Fries, tributaire de la rivière Trinité, à l'endroit de la limite Grande-Trinité, No 1-ouest, dans le canton De Monts, comté de Saguenay;

Un barrage connu sous le No 4, situé à la décharge du lac des Ours, sur le ruisseau Bilodeau, tributaire de la rivière Grande-Trinité, à l'endroit de la limite Grande-Trinité, No 1-est, dans le canton Royer, comté de Saguenay;

Un barrage connu sous le No 5, situé à la décharge du lac Davis, tributaire de la rivière Grande-Trinité, à l'endroit de la limite Grande-Trinité, No 1-est, dans le canton Royer, comté de Saguenay.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata

Public notice is given, pursuant to article 35 of the Water-Course Act, Revised Statutes, 1925, that the "Tourville Lumber Mills Co.", of the city of Trois-Rivières, county of Trois-Rivières, intends to execute the construction of logging dams, to facilitate log driving:

A logging dam known under No. 1, situate on the northeast branch of Ruisseau Bilodeau, tributary of Trinity River, at the place of the Grand Trinity limit No. 1-east, county of Saguenay;

A logging dam known under No. 2, situate on the northwest branch of Ruisseau Bilodeau, tributary of Trinity River, at the place of the Grand Trinity limit No. 1-east, in the township of Royer, county of Saguenay;

A logging dam known under No. 3, situate on the Ruisseau Fries, tributary of Trinity River, at the place of Grand Trinity limit No. 1-west, in the township of De Monts, county of Saguenay;

A logging dam known under No. 4, situate at the outlet of Lac des Ours, on Ruisseau Bilodeau, tributary of Grand Trinity River, at the place of Grand Trinity limit No. 1-east, in the township of Royer, county of Saguenay;

A logging dam known under No. 5, situate at the outlet of Lake Davis, tributary of Grand Trinity River, at the place of Grand Trinity limit No. 1-east, in the township of Royer, county of Saguenay.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications shewing the nature of the work or of the improvement, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of

de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Saguenay.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le ou après le 10ième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Ce vingt-quatrième jour du mois d'avril mil neuf cent vingt-neuf.

"TOURVILLE LUMBER MILLS Co.",

Par l'ingénieur civil,

2053

PAUL JONCAS.

Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Saguenay.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council, on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

This twenty fourth day of the month of April, nineteen hundred and twenty nine.

"TOURVILLE LUMBER MILLS Co.",

Per PAUL JONCAS,

Civil Engineer.

2054

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu de la section 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, la compagnie "Southern Canada Power Company, Limited", corporation ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, a l'intention de demander l'autorisation de faire construire un barrage, tuyau, biez, usine d'énergie électrique, ligne de transmission et autres travaux sur le cours d'eau appelé rivière Negro, dans le comté de Stanstead, qui passe sur, le long et à travers les lots suivants dans le canton de Stanstead, décrits sur le plan officiel du cadastre dudit canton, comme étant les lots 1161, 1160, 1157, 1154, 1153, 1152, 1151, 1150, 1149, 1148, 1147, 1147A, et dans le canton de Barnston, les lots 1G, 1H, 1K, 1D, 1F, 1J et 1E du plan officiel du cadastre dudit canton de Barnston.

Avis est aussi donné qu'une demande à cet effet, accompagnée d'un plan et des spécifications de ces travaux, indiquant l'endroit choisi pour la construction de ces travaux, et les terres qui seront affectées par le refoulement des eaux, a été adressée au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata des dits plan et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Stanstead, au village de Stanstead Plain.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Les procureurs de la demanderesse,

RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM,

"SOUTHERN CANADA POWER COMPANY, LIMITED".

1765—15-5

Public notice is hereby given in accordance with section 7 of the Water-Course Act that "Southern Canada Power Company, Limited", a corporation with head office at the City and District of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a dam, pen-stock, flumes, power-house, transmission line and other works, on the water course Negro River, in the county of Stanstead, which passes upon, along and across the following lots in the Township of Stanstead, described on the Official Cadastral plan thereof as the lots 1161, 1160, 1157, 1154, 1153, 1152, 1151, 1150, 1149, 1148, 1147, 1147A, and 1146, and in the township of Barnston, the lots 1G, 1H, 1K, 1D, 1F, 1J and 1E of the official cadastral plan for the said township of Barnston.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof, and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Stanstead, at the Village of Stanstead Plain.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM,

Attorneys for Petitioner,

"SOUTHERN CANADA POWER COMPANY, LIMITED".

1766—15-5

Bureaux-chef

E. GIVERNAUD INCORPORATED.

EXTRAIT DU REGLEMENT No 13.

Que le bureau-chef de la compagnie "E. Givernaud, Incorporated", soit et il est, par les présentes changé de la cité de Québec en la cité de Montréal.

Daté à Québec, ce 11e jour d'avril 1929.

Le président,

ETIENNE GIVERNAUD.

Le vice-président et secrétaire-trésorier,

1991

W. STUART REGELE.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Electrical Signs and Displays, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de Québec, le premier jour de février 1929, et ayant son bu-

Chief Offices

E. GIVERNAUD INCORPORATED.

EXTRACT FROM BY-LAW No. 13.

That the Head Office of "E. Givernaud Incorporated", be and the same is hereby changed from the City of Quebec to the City of Montreal.

Dated at Quebec, this 11th day of April, 1929.

ETIENNE GIVERNAUD,

President.

W. STUART REGELE,

1992 Vice-President and Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that "Electrical Signs and Displays, Limited", a company incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of Quebec on the first day of February, 1929, and having its head office in Montreal, has

reau-chef à Montréal, a établi son bureau au No 107 rue Craig Ouest, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'avril 1929.

1993 Le secrétaire-trésorier,
S. GODIN, FILS.

Avis est donné que la compagnie "Les Hôtelleries de Québec, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1929, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 147 de la Côte de la Montagne, dite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce sixième jour d'avril 1929.

1995 Le secrétaire,
C.-H. BOLDUC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Apartment Securities Limited", constituée en corporation par lettres patentes le 11 mars 1926, dont le bureau situé jusqu'à ce jour au No 190, rue Saint-Jacques, Montréal, a déménagé au No 485 rue McGill, dans la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce neuvième jour d'avril, 1929.

2021 Le secrétaire-trésorier,
J. HEROLD McLEAN.

established its office at 107 Craig Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 8th day of April, 1929.

1994 S. GODIN, JR.,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the company "Les Hôtelleries de Québec, Inc.", incorporated by Letters Patent on the fifth day of March, 1929, and having its head-office in the city of Quebec has established its office at No. 147 Mountain Hill, said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Given at Quebec, this sixth day of April, 1929.

1996 C. H. BOLDUC,
Secretary.

Notice is hereby given that "Apartment Securities Limited", incorporated by Letters Patent on 11th. March 1926, whose office was situated up to to-day at 190 Saint James Street, Montreal, has moved it to 485 McGill Street, in the City of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this ninth day of April, 1929.

2022 J. HEROLD McLEAN,
Secretary-Treasurer.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Macdonald Wire Goods Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du douzième jour de mars 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour d'avril 1929, la compagnie "Macdonald Wire Goods Company, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'avril 1929.

1969 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD,

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Parker Creek Lumber Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-huitième jour de juillet 1919.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de mars, 1929, la compagnie "Parker Creek Lumber Company" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'avril 1929.

1971 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Macdonald Wire Goods Company, Limited" incorporated by Letters Patent, dated the twelfth day of March 1923.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of April, 1929, the "Macdonald Wire Goods Company Limited", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1929.

1970 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Parker Creek Lumber Company" incorporated by Letters Patent dated the eighteenth day of July, 1919.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of March, 1929, the "Parker Creek Lumber Company" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1929.

1972 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "W. D. Brown & Sons, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du sixième jour de mai 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de mars 1929, la compagnie "W. D. Brown & Sons, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'avril 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
1973 C.-J. SIMARD.

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "MacIntyre & Co., Limited", donne par les présentes, avis public qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de Québec, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte à compter du jour fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'avril 1929.

Le secrétaire,
1997 FRED-O. MASTERMAN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "W. D. Brown & Sons, Limited" incorporated by Letters Patent dated the sixth day of May, 1921.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of March, 1929, the company "W. D. Brown & Sons, Limited", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1929.

C. J. SIMARD,
1974 Assistant Provincial Secretary.

Under the Provision of the Quebec Companies' Act, MacIntyre & Co., Limited, hereby gives Public Notice that it will make application to His Honour the Lieutenant-Governor of Quebec, for the acceptance of the surrender of its Charter, on and from a day to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Montreal, this 17th day of April, 1929.

FRED. O. MASTERMAN,
1998 Secretary.

Minutes de notaire

Québec, le 23 avril 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par M. Antonio Grandpré, notaire, demeurant et pratiquant à Valcourt, comté de Shefford, district de Bedford, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. le notaire P.-J.-Stanislas Peltier, du même lieu, qui a cessé volontairement de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire de la province,
2015-17-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 24 avril 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. Marcel LaRue, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Raymond, comté de Portneuf, district de Québec, demandant la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de M. Philémon Bergeron, notaire, du même lieu, qui a cessé volontairement de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire de la province,
2023-17-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 10 avril, 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Lambert Lamarche, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Elisée Giguère, en son vivant notaire, résidant et pratiquant au même lieu.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1737-15-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Notarial Minutes

Quebec, April 23, 1929.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Antonio Grandpré, notary, residing and practising in Valcourt, county of Shefford, district of Bedford, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of notary P. J. Stanislas Peltier, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as such.

C. J. SIMARD,
2016-17-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, April 24th, 1929.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Marcel LaRue, notary, residing and practising in Saint Raymond, county of Portneuf, district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Philémon Bergeron, notary, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as such.

C. J. SIMARD,
2024-17-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, April 10, 1929.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Lambert Lamarche, notary, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Elisée Giguère, in his lifetime, notary, residing and practising in the same place.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
1738-15-5

Soumission

MUNICIPALITE DU VILLAGE N.-D. DE
LATERRIERE, COMTE CHICOUTIMI.

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées, "soumissions pour obligations", pour l'achat d'une émission d'obligations datée du 1er novembre 1928, au montant de \$10,000.00, remboursables par séries du 1er novembre 1928 au 1er novembre 1953, à 5% d'intérêt, seront reçues par le soussigné, jusqu'à sept heures et demie (7½ heures) du soir, le 13 mai 1929. Capital et intérêt semi-annuels, 1er novembre et 1er mai. Payables à la Banque Canadienne Nationale, à Chicoutimi, Laterrière ou à Québec, de dénominations au gré de l'acheteur. L'obligation pourra être enregistrée. Objet de l'emprunt: Construction d'aqueduc. Livraison vers le 25 mai, Laterrière.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt. Un intérêt au taux de 5% sera payé jusqu'à la date de la livraison sur son dépôt, au soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Laterrière, 19 avril 1929.

Le secrétaire-trésorier, municipalité Village
Laterrière,
1999 ROMEO LAPOINTE.

Tender

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE N.-D.
DE LATERRIERE, COUNTY OF CHI-
COUTIMI.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds", for the purchase of an issue of bonds dated the 1st of November, 1928, for \$10,000.00, redeemable serially from the 1st of November, 1928, to the 1st of November, 1953, at 5% interest, shall be received by the undersigned until half past seven o'clock (7½ o'clock) in the evening the 13th of May, 1929. Capital and interest semi annual 1st of November and 1st of May. Payable at the Banque Canadienne Nationale, in Chicoutimi, Laterrière, or in Quebec, in denominations at the option of the purchaser. The bond may be registered. Object of the loan: Construction of waterworks. Delivery towards the 25th of May, Laterrière.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan. Interest at the rate of 5% shall be paid until the date of delivery on the deposit of the tenderer whose offer has been accepted.

Every tender must specify if the accrued interest is included or not included in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those hereabove enumerated shall be rejected.

The municipality reserves the right not to accept the highest or any of the tenders.

Laterrière, April 19, 1929.

ROMEO LAPOINTE,
Secretary-Treasurer, Municipality
2000 Village Laterrière.

Ventes d'effets non réclamés

A ceux qui les présentes verront.

Avis est par les présentes donné, que tous les articles reçus avant le vingt-neuvième jour de février, A. D. 1928, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et de l'Île du Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie, Walter M. Kearns, 1240 rue Université, Montréal, Québec, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le SEPTIEME jour de MAI, A. D., 1929, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce quatorzième jour de Mars, 1929.

Le gérant général,
W.-C. MUIR.

Canadian National Express,
Montréal, Qué. 1321-12-6

Sales of unclaimed freight

To whom it may concern.

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty-ninth of February, A. D. 1928, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University Street, Montreal, Quebec, at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the SEVENTH day of MAY A. D., 1929, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this fourteenth day of March 1929.

W. C. MUIR,
General Manager.

Canadian National Express,
Montreal, Que. 1322-12-6

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 17 mai 1929, toutes les

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 17th., 1929, all unclaimed shipments that have been on hand since

consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1928, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
T.-E. McDONNELL.

1435-13-6

previous to May 1st., 1928, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
President and General Manager.

1436-13-6

Ventes—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Adelme Joncas, St-Valier, Co. Bellechasse, Cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI 1929, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'enchère par encan public, à la porte de l'église de St-Valier, Co. Bellechasse, dans la Province de Québec, l'immeuble suivant:

Une bâtisse, circonstances et dépendances, avec bail emphytéotique sise sur un terrain contenant un arpent de front sur un demi arpent de profondeur, le tout plus ou moins, borné au sud au chemin de front, au nord-est et au nord à Hubert Blouin et au sud-ouest à John Dallaire, faisant partie du lot numéro trente-sept (37) aux plans et livre de renvoi officiels du Cadastre de St-Valier, Co. Bellechasse.

Le tout valant.....\$3,000.00

Les titres pourront être examinés au bureau du syndic soussigné, à partir de ce jour jusqu'au jour de la vente.

Cette vente est aussi faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C. et aussi à l'article vingt, paragraphe quatre, A, B, C, de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Daté à Québec, ce 18ème jour d'avril 1929.

Le syndic autorisé,
P.-R. LECLERC.

Bureau: 92 rue St-Pierre,
Québec.

2001-17-2

Dans l'affaire de Alfred Ladouceur, de Portage du Fort, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le SEPTIEME jour de JUIN 1929, à ONZE heures (Heure Solaire), de l'avant-midi, seront vendus à la porte de l'église paroissiale du village de Portage du Fort, les immeubles en cette affaire, comme suit:

1. Les lots numéros quatre et cinq du cadastre du village de Portage du Fort.

2. Le lot numéro six du cadastre du village de Portage du Fort.

3. Le lot numéro cent soixante-dix-huit du cadastre du village de Portage du Fort.

4. Le lot numéro cent soixante-dix-neuf du cadastre du village de Portage du Fort.

5. Une terre connue et désignée comme étant les lots vingt-sept-B et vingt-huit-E, du deuxième rang du canton Clarendon.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

SALE BY AUCTION

In the matter of Adelme Joncas, St. Valier, Co. Bellechasse, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by auction public, at the door of the church of St. Valier, Co. Bellechasse, in the Province of Quebec, the following immovable:

A building, circumstances and dependencies, with emphyteutic lease situated on a piece of land containing one arpent in front by one half arpent in depth, the whole more or less, bounded on the South by the front road, on the North-East and on the North by Hubert Blouin and on the South-West by John Dailaire, forming part of lot number thirty seven (37) on the official cadastral plan and book of reference for St. Valier, Co. Bellechasse.

The whole valued at.....\$3,000.00

The title may be examined at the office of the undersigned trustee, from this day to the date of the sale.

This sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) C. C. P. and also to article twenty, paragraph four, A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Dated at Québec, this 18th day of April, 1929.

P. R. LECLERC,
Authorized Trustee.

Office: 92, St. Peter Street,
Québec.

2002-17-2

In the matter of Alfred Ladouceur, of Portage du Fort, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1929, at ELEVEN o'clock (Standard-Time) in the forenoon, there will be sold at the door of the parish church of the village of Portage du Fort, the immovables forming part of this estate, to wit:

1. The lots numbers four and five of the cadastre for the village of Portage du Fort.

2. The lot number six of the cadastre for the village of Portage du Fort.

3. The lot number one hundred and seventy-eight of the cadastre for the village of Portage du Fort.

4. The lot number one hundred and seventy-nine of the cadastre for the village of Portage du Fort.

5. A farm known and designated as being the lots twenty seven-B and twenty eight-E, of the second range of the township of Clarendon.

These items to be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 716 and

716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, qui équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Le syndic,
J.-E. COUTURE.

Bureau: 193, rue Principale,
Hull, ce 18e jour d'avril 1929. 2003—17-2

Province de Québec, Cour Supérieure (En Faillite), district de Montréal, No 177. Exaudel Lauzon, cédant autorisé et J.-Paul Vermette, syndic.

Avis est par les présentes donné que conformément à jugements du registraire de la Loi de faillite dans cette cause, seront vendus à l'enchère publique dans la salle du conseil de la Municipalité, au Village de St-Joseph-du-Lac, district de Terrebonne, le MERCREDI, VINGT-NEUVIEME (29) jour de MAI 1929, à TROIS heures de l'après-midi, les immeubles suivants:

1. Un lopin de terre situé en la paroisse de l'Annonciation (Oka), connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse, comme faisant partie du lot numéro trois cent vingt (partie 320), contenant trois arpents de largeur sur quinze arpents de profondeur; borné d'un bout et d'un côté par les Nos 120 et 141 de St-Joseph-du-Lac, d'autre côté, par le No 321 de l'Annonciation et d'autre bout par le reste du No 320 de l'Annonciation.

2. Un lot de terre situé en la dite paroisse de St-Joseph-du-Lac, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse, sous le numéro cent quarante et un (141), moins partie de la montée qui a été prise sur ce numéro.

3. Une terre sise et située sur le rang du Petit St-Joseph, en la paroisse St-Joseph-du-Lac, connue et désignée sous le numéro cent vingt (120) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph-du-Lac — avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

4. Un lot de terre situé en la dite paroisse de St-Joseph-du-Lac, connu et désigné sous le numéro cent quarante-deux (142) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Joseph-du-Lac.

Chacun des immeubles ci-dessus sera mis à l'enchère séparément et dans l'ordre ci-dessus.

Cette vente sera faite conformément à l'article 45 de la Loi de Faillite, donnant l'effet du décret à la dite vente.

Pour consulter le cahier des charges et pour autres renseignements, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-PAUL VERMETTE.

276, St-Jacques-Ouest,
Montréal. 2005—17-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure (En faillite), No 218. In re: Dame Anita Gramigna, "G. Ruggi & Co.", Montréal, faillie, et Georges Duclos, syndic requérant.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de deux jugements du registraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date des 18 février et 19 mars 1929, seront vendus par encan public, au Bureau du shérif, à Montréal, le MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI

717 C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. E. COUTURE,
Trustee.

Office: 193, Main Street,
Hull, this 18th of April, 1929. 2004—17-2

Province of Quebec, Superior Court (In Bankruptcy), district of Montreal, No. 177. Exaudel Lauzon, authorized assignor and J. Paul Vermette, trustee.

Notice is hereby given that in conformity with the judgments of the Registrar of the Bankruptcy Act, in this cause, there shall be sold at public auction in the council hall of the Municipality, in the village of St. Joseph-du-Lac, District of Terrebonne, WEDNESDAY, the TWENTY NINTH (29) day of MAY, 1929, at THREE o'clock in the afternoon, the following immovables:

1. A parcel of land situate in the parish of l'Annonciation, (Oka), known and designated on the official plan and book of reference for that parish, as forming part of lot number three hundred and twenty (part 320), containing three arpents in width by fifteen arpents in depth; bounded on one end and on one side by the Nos. 120 and 141 of St. Joseph-du-Lac, on the other side by lot No. 321 of l'Annonciation and on the other end by the remainder of No. 320 of l'Annonciation.

2. A lot of land situate in the said parish of St. Joseph-du-Lac, known and designated on the official plan and book of reference for that parish under number one hundred and forty one (141), less part of the *montée* which was taken from the said number.

3. A farm being and situate in the Petit St. Joseph range, in the parish of St. Joseph-du-Lac, known and designated under the number one hundred and twenty (120) on the official plan and book of reference for the parish of St. Joseph-du-Lac—with house and other buildings erected thereon.

4. A lot of land situate in the said parish of St. Joseph-du-Lac, known and designated under number one hundred and forty two (142), on the official plan and book of reference for the said parish of St. Joseph-du-Lac.

Each of the hereinabove immovables shall be put up for auction separately and in the order hereinabove given.

This sale shall be made in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

To consult the list of charges and for other information, apply to the undersigned.

J. PAUL VERMETTE,
Trustee.

276, St. James Street, West,
Montreal. 2006—17-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court (Bankruptcy Act), No. 218. In re: Dame Anita Gramigna, "G. Ruggi & Co.", Montreal, Bankrupt, and Georges Duclos, Trustee petitioner.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of two judgments rendered by the Registrar of the Bankruptcy Act, District of Montreal, under dates of February 18th and March, 19th, 1929, will be sold by public auction, at the Sheriff's office, in Montreal, on TUESDAY, the TWENTY

1929, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

1. Un lot de terre situé sur le rang de la Grande Côte Ste-Rose, contenant cinquante pieds de largeur sur trois quarts d'arpent de profondeur, plus ou moins, tel que clôturé actuellement, tenant en front au chemin, en arrière au terrain de M. Félix Bourgeois, au sud-ouest au terrain de Joseph Nadon et au nord-est au terrain de la dite Dame G. Ruggi, et faisant partie du numéro cent quatre-vingt-un, (Pt. 181) du cadastre de la paroisse de Ste-Rose—et avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

2. Un terrain situé sur le long de la Grande Côte Ste-Rose, contenant environ deux cents pieds de largeur sur environ trois quarts d'arpent de profondeur, c'est-à-dire rejoignant un travers de pierre qui se trouve actuellement en clôture, tenant en front au Chemin de front, en arrière à Félix Bourgeois, du côté sud-ouest à Achille Chaurest et au nord-est par autre côté, à Ferdinand Cloutier, faisant partie du No 181 du cadastre de la paroisse Ste-Rose—avec bâtisses dessus érigées.

La dite vente sera faite en vertu de l'Article 45 de la dite Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chapitre 11, et aura l'effet du décret.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS.

Montréal, 27 avril 1929.
10 rue St-Jacques-Est,
Montréal.

2007—17-2

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, No 1257f. Dans l'affaire de Arthur Paquette, East Angus, P. Q.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI 1929, à DEUX heures p. m., seront vendus par encan public, à la porte de l'église de East Angus, les items suivants, savoir:

Les morceaux de terre sis et situés au canton de Dudswell, désignés et connus sous le plan du cadastre et au livre de renvoi officiel du dit canton comme étant les lots numéros un "D" (1d) dans le premier rang du dit canton, trois "A" (3a) et trois "D" (3d) dans le deuxième rang du dit canton, contenant cinquante acres en superficie, chacun—ensemble avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C. P. C. et article 45 de la Loi de faillites et à les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: 33 $\frac{1}{3}$ % comptant, la balance à la signature de l'acte.

Le syndic autorisé,
HILDEVERT GROLEAU.

Bureau: 74 rue Saint-Joseph.
Québec, 17 avril 1929.

2055—17-2

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure (En matière de Faillite), No 8L. *In re*: Edouard Jetté, cédant autorisé. Dans l'affaire de Edouard Jetté, cultivateur, de la paroisse de Saint-Sulpice, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le QUATORZIEME jour de MAI 1929, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sulpice, Qué., seront vendus

EIGHTH day of May, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving time), the immovables hereinafter described:

1. An emplacement situated in the first range of "la Grande Côte" Ste. Rose, containing fifty feet in width by three fourths of an acre in depth, more or less, as now closed, bounded in front by the public road, in rear by Mr. Felix Bourgeois' emplacement, to the South-West by the property of Joseph Nadon, and to the North-East by the property of said Dame G. Ruggi, and being a part of lot number one hundred and eighty one (Pt. 181), on the cadastral plan of the parish of Ste. Rose,—with a dwelling house and other buildings thereon erected.

2. An emplacement situated along the Grande Côte Ste. Rose, containing about two hundred feet in width by about three fourths of an acre in depth, that is to say, joining a cross stone, which forms actually a fence, bounded in front by the Frond road, in the rear by Félix Bourgeois, on the South-West side by Achille Chaurest, and on the North-East side by Ferdinand Cloutier, and being part of lot number one hundred and eighty one (Pt. No. 181), on the Cadastral plan of the parish of Ste. Rose—with buildings thereon erected.

The said sale will be made in conformity with Article 45 of the said Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11, and will have the effect of a Sheriff's sale.

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

Montreal, April 27th, 1929.
10 St. James St., East,
Montreal.

2008—17-2

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 1257f. In the matter of Arthur Paquette, East Angus, P. Q.

Notice is hereby given that MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of MAY, 1929, at TWO o'clock p. m., will be sold by public auction, at the church door of East Angus, the following items, viz:

The pieces of lands situated in this township of Dudswell, known and designated in the official cadastre of the said township as being lots No. one "D" (1d) of the first range in the said township, three "A" (3a) and three "D" (3d) in the second range of the said township, containing fifty acres in area, each — together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificate may be examined at my office at any time.

This sale is made pursuant to articles 716-717 C. C. P. and also to article 45 of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms of payment: 33 $\frac{1}{3}$ % cash, the balance on the signing of the deed.

HILDEVERT GROLEAU,
Authorized trustee.

Office: 74 Saint Joseph Street.
Quebec, April 17th, 1929.

2056—17-2

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 8L. *In re*: Edouard Jetté, authorized Assignor. In the matter of Edouard Jetté, farmer, of the parish of Saint Sulpice, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FOURTEENTH day of MAY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovables assigned by the insolvent in this cause shall

par encan public les immeubles suivants cédés par le failli en cette cause, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Sulpice, district de Joliette, de la contenance de trois arpents et demi de front sur quarante arpents de profondeur, connue et désignée sous les Nos cent quarante-six, cent quarante-sept et cent quarante-huit (146-147-148) dans les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sulpice —avec maison et dépendances; sous la réserve cependant de l'usufruit et jouissance au profit et la vie durant de Onésime Beaudoin et de Mathilde Juneau, son épouse, jusqu'au décès de celle-ci ou tant qu'elle gardera viduité, d'un emplacement faisant partie du lot No officiel cent quarante-huit de la paroisse de Saint-Sulpice, tenant devant au côté sud du chemin public, en arrière au résidu du No cent quarante-huit et de l'autre côté au No 149 appartenant à Amédée Cormier.

A distraire cependant de ladite terre:

Premièrement.—Un lot ou emplacement faisant partie de ladite terre Nos 146-147 46 148 appartenant à Joseph Cormier, successeur de François Han dit Chaussé, ou représentant, de la contenance de trois arpents en superficie, et bornée vers le sud-est au fleuve Saint-Laurent, par l'autre au nord-ouest à un fossé qui traverse ladite terre; d'un côté vers le sud-ouest à Amédée Cormier, d'autre côté vers le nord-est au résidu de ladite terre, la ligne de séparation étant la clôture existant actuellement et limitant ledit emplacement.

Deuxièmement.—Un emplacement à distraire du No officiel 146, de la contenance de soixante et quinze pieds de front, sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front au chemin public, d'un côté et en profondeur par le surplus du No 146 et de l'autre côté par l'emplacement de François Chaussé ou représentant.

b. Une autre terre située en ladite paroisse de Saint-Sulpice, connue et désignée sous les Nos 143 et 144 dans les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Sulpice, de la contenance de quatre-vingts arpents en superficie—avec maison et autres dépendances dessus construites.

A distraire cependant de ladite terre un certain morceau de terrain faisant partie du No officiel 143, appartenant au gouvernement de la Puissance du Canada et désigné comme suit: Commencant à un point distant nord 20°29', est 251'0" depuis l'intersection de la ligne limitative ouest du chemin public, avec la ligne limitative sud du dit lot No 143; de là nord 4°48' est; ouest 25'0", de là 85°12', est 25°0", de là sud 4'48" ouest 25'0", de là nord 85°12' ouest 25'0" au point de départ, contenant une superficie de 625 pieds carrés, mesure anglaise, et un morceau de terre faisant partie du dit No officiel 143, commençant à un point dans la ligne limitative ouest du chemin du Roi suivant le fleuve Saint-Laurent, distant No 9E 220 pieds de l'intersection de ladite ligne limitative ouest avec la ligne limitative sud dudit lot No 143, de là (dudit point de départ) No 85°13 ouest 40 pieds, de là No 4°48' E 40 pieds, de là sud 85°12' ouest 40 pieds à la ligne limitative ouest dudit chemin du Roi; de là sud 4°48' ouest longeant ladite ligne limitative ouest 40 pieds au point de départ, contenant une superficie de 1600 pieds carrés, mesure anglaise. Le dit terrain tel qu'actuellement occupé par un phare.

c. Une terre en bois debout située en la paroisse de l'Assomption, connue et désignée dans

be sold by public auction at the door or the church of the parish of Saint Sulpice, Que., to wit:

A farm situate in the parish of Saint Sulpice, district of Joliette, measuring three and one half arpents in front by forty arpents in depth, known and designated under numbers one hundred and forty six, one hundred and forty seven and one hundred and forty eight (146-147-148) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Sulpice—with a house and dependencies; with reserve however of the usufruct and enjoyment, during their lifetime, by Onésime Beaudoin and Mathilde Juneau, his wife, until the death of the latter or as long as she remains a widow, of an emplacement forming part of lot official number one hundred and forty eight of the parish of Saint Sulpice, bounded on the South side by the public road, at the rear by the residue of lot number one hundred and forty eight, and on the other side by No. 149 belonging to Amédée Cormier.

To be withdrawn however:

Firstly.—A lot or emplacement forming part of the said land Nos 146-147 46 148 belonging to Joseph Cormier, successor to François Han dit Chaussé, or representative, containing three arpents in area and bounded towards the South-east by the river Saint Lawrence, on the North-west by a ditch running across the said farm, on one side, towards the southwest by Amédée Cormier, on the other side, towards the North-east by the residue of the said land, the division line being the fence actually existing and limiting the said emplacement.

Secondly.—An emplacement to be withdrawn from official number 146, measuring seventy five feet in front by eighty feet in depth, English measure, bounded in front by the public road, on one side and on the depth by the surplus of No. 146 and on the other side by the emplacement of François Chaussé or representative.

b. Another farm situate in the said parish of Saint Sulpice, known and designated under Nos 143 and 144 on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Sulpice, containing eighty arpents in area—with a house and other dependencies thereon erected.

To be withdrawn however from the said farm a certain parcel of land forming part of official number 143, belonging to the Government of the Dominion of Canada and designated as follows: Commencing at a point distant North 20°29', East 251'0" from the intersection of the liminary line West of the public road with the liminary line South of the said lot No. 143; thence North 4°48' East; West 25'0", thence 85°12', East 25°0", thence South 4'48" West 25'0", thence North 85°12' West 25'0" to the point of departure, containing 625 square feet in area, English measure, and a parcel of land forming part of the said official number 143, commencing at a point in the liminary line West of the King's highway following the river Saint Lawrence, distant No. 9E 220 feet from the intersection of the said liminary line West with the liminary line South of said lot No. 143, thence (from the said point of departure) No. 85°13 West 40 feet, thence No. 4°48' E 40 feet, thence South 85°12' West 40 feet to the liminary line West of the said King's highway, thence S 4°48' West running along the said liminary line West 40 feet to the point of departure, containing 1600 square feet in area, English measure. The said land as actually occupied by a lighthouse.

c. A land in standing timber situate in the parish of l'Assomption, known and designated

les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de l'Assomption comme faisant partie de No 94, contenant un demi-arpent de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, borné par un bout par le No 93 dudit cadastre de l'Assomption, d'un côté par Edouard Contant ou représentants, propriétaires d'une partie dudit No 94 et de l'autre côté par Xiste Bousquet ou représentants.

Cette vente, faite d'après l'article "20" de la loi des faillites, équivaut à une vente par le shérif. Conditions de la vente: 20% du prix d'adjudication comptant et la balance à 60 jours.

Le syndic,
J.-CONRAD PERRAULT.
69 Notre-Dame, Joliette, Qué. 1715—15-2

Dans l'affaire de Lucien Allard, cultivateur, de la paroisse Saint-Grégoire, comté de Nicolet, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le SEIZIEME jour de MAI, 1929, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Grégoire, comté de Nicolet, l'immeuble suivant, faisant partie de l'actif du cédant:

Une terre en la paroisse de Saint-Grégoire, dans le rang Saint-Charles, mesurant six arpents de largeur par trente arpents de profondeur—avec maison et dépendances dessus construites, désignée au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse Saint-Grégoire, par le numéro six cent soixante-dix-neuf (679).

Cette terre sera vendue au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 616 & 617 du code de procédure civile et aussi à l'article 45 de la loi de faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Nicolet, le 2 avril, 1929.

Le syndic,
HENRI-R. DUFRESNE.
1739—15-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Ulysse Girard, Snr., cultivateur, Saint-Siméon, Comté Charlevoix, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le SEIZIEME jour de MAI, 1929, à DIX heures a. m., seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Siméon, Comté de Charlevoix, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Siméon, dans le rang Sainte-Anne, contenant quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur et désignée sous le numéro quatre-vingt (80) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Siméon.

2. Une autre terre située en la même paroisse dans le dit rang Sainte-Anne, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur et désignée au dit cadastre de la paroisse de Saint-Siméon sous le numéro cent trois (103).

3. Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Siméon, dans le rang de Port au Persil, contenant un arpent et soixante-quinze perches en superficie, plus ou moins, de forme irrégulière,

on the official plan and book of reference for the said parish of l'Assomption as forming part of No. 94, measuring one half arpent in front by twenty eight arpents in depth, more or less, bounded on one end by the No. 93 on the said cadastre for l'Assomption, on one side by Edouard Contant or representatives, proprietors of a part of said No. 94, and on the other side by Xiste Bousquet or representatives.

This sale shall be made according to article 20 of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale. Conditions of sale: 20% of the price of adjudication cash and the balance in 60 days.

J. CONRAD PERRAULT,
Trustee.
69, Notre Dame, Joliette, Que. 1716—15-2

In the matter of Lucien Allard, farmer, of the parish of Saint Grégoire, county of Nicolet, Québec, authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, SIXTEENTH day of MAY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction at the church door of Saint-Grégoire, county of Nicolet, P. Q., the immovable property as follows:

A land situate in the parish of Saint-Grégoire, county of Nicolet, containing six arpents in width by thirty in depth—with buildings on erected, designated on the official cadastre for the said parish of Saint Grégoire, as being lot number six hundred and seventy nine (679).

This land will be sold to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 & 717 of C.C.P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.
Nicolet, April, 2, 1929.

HENRI R. DUFRESNE,
Trustee.
1740—15-2

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Ulysse Girard, Snr., farmer, Saint Siméon, County Charlevoix, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, SIXTEENTH day of MAY, 1929, at TEN o'clock a. m., will be sold by public auction at the church door of the parish of Saint Siméon, County Charlevoix, P. Q., the immovable properties as follows:

1. One land situated in the parish of Saint Siméon, range Sainte Anne, containing four arpents in front by thirty arpents in depth and designated under number eighty (80) on the official cadastre for the parish of Saint Simeon.

2. An other land situated in the same parish in the said range Sainte Anne, containing two arpents in front by thirty arpents in depth and designated on said cadastre for the parish of Saint Simeon under number one hundred and three (103).

3. One piece of land situated in the parish of Saint Siméon, in range Port au Persil, containing one arpent and seventy-five perches in area, more or less, of irregular form, bounded to the

borné au sud-est par le chemin de front du rang du Port au Persil, au nord-est et au nord-ouest par la rivière Port au Persil et au sud-ouest par le reste du lot, faisant partie du lot numéro vingt-sept (27) du cadastre de la dite paroisse de Saint-Siméon.

4. Un lopin de terre en la dite paroisse de Saint-Siméon, dans le rang de Port au Persil, contenant vingt et une perches en superficie et désigné sous le numéro vingt-huit (28) au cadastre pour la paroisse de Saint-Siméon.

5. Une terre située en la paroisse de Saint-Siméon, dans le rang Sainte-Anne, contenant quatre arpents et demi de front sur trente arpents de profondeur, étant le lot numéro quatre-vingt-un (81) et la moitié sud-ouest du lot numéro quatre-vingt-deux (82) du dit cadastre pour la paroisse de Saint-Siméon.

6. Une autre terre située en la dite paroisse de Saint-Siméon, rang Sainte-Anne, contenant quatre arpents et demi de front sur trente arpents de profondeur et désignée au cadastre de la dite paroisse de Saint-Siméon comme étant le lot numéro quatre-vingt-trois (83) et la moitié nord-est du lot numéro quatre-vingt-deux (82).

Toutes ces terres ou lopins de terre seront vendus séparément, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 & 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 10 avril, 1929.

1759—15-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Aimé Lortie, marchand, L'Ange Gardien, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le QUINZIEME jour de MAI, 1929, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de L'Ange Gardien, comté de Montmorency, Qué., l'immeuble de cette faillite comme suit:

Item "A". Un lot de terre sis en la paroisse de l'Ange Gardien, mesurant cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord par le chemin du roi, au sud par Emile Ls Laberge, vers l'ouest par Emile-Ls Laberge et vers l'est par Joseph Lortie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de l'Ange Gardien sous le numéro un, subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-huit (1 de 198).

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 & 717) du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq (45)

south-east by the front road of range Port au Persil, to the north-east and north-west by the river Port au Persil and to the south-west by the remaining part of the lot, being part of lot number twenty-seven (27) of the cadastre for the said parish of Saint Siméon.

4. One piece of land situated in the said parish of Saint Siméon in range Port au Persil, containing twenty-one perches in area and designated under number twenty-eight (28) on the cadastre for the parish of Saint-Siméon.

5. One land situated in the parish of Saint Siméon in range Sainte Anne, containing four and a half arpents in front by thirty arpents in depth, being lot number eighty-one (81) and the south-west half of lot number eighty-two (82) of said cadastre for the parish of Saint Siméon.

6. An other land situated in the said parish of Saint Simeon, range Sainte Anne, containing four and a half arpents in front by thirty arpents in depth and designated on the cadastre of the said parish of Saint Simeon as being lot number eighty-three (83) and the north-east half of lot number eighty-two (82).

All those lands and pieces of lands will be sold separately, with buildings thereon constructed, circumstances et dependencies.

This sale is made pursuant to articles 716 & 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Office: 101 Saint Peter Street,
Quebec, April 10th, 1929.

1760—15-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Aimé Lortie, merchant, L'Ange Gardien, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of MAY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time) the immovable in this bankruptcy shall be sold by public auction at the parochial church door of L'Ange Gardien, county of Montmorency, as follows:

Item "A". A lot of land situate in the parish of L'Ange Gardien, measuring one hundred feet in front by one hundred feet in depth, English measure, bounded on the north by the King's highway, on the south by Emile Ls. Laberge, towards the west by Emile Ls. Laberge and towards the east by Joseph Lortie, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for L'Ange Gardien under number one, subdivision of the original lot ninety eight (1 of 98).

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) of the C. C. P., and also

de la Loi de Faillites; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, Qué., le 10 avril, 1929.

Le syndic,

R.-ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec, Qué.,

1761—15-2

article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, April 10, 1929.

R. ERNEST LEFAIVRE,

Trustee.

Office: 147, Mountain Hill,
Quebec, Que.

1762—15-2

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 101. Dans l'affaire de Pierre Amanda Casavant, cultivateur, de St-Jean-Baptiste de Rouville, Qué.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Une terre sise et située en le rang des Trente en la paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville, de la contenance de deux arpents de front sur trente-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean-Bpte de Rouville, comme étant le lot numéro trois cent soixante-trois (363)—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées;

2. Une terre située en le rang des Trente, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean-Bpte de Rouville, comme étant le lot numéro trois cent soixante-cinq (365)—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, de la contenance ladite terre de deux arpents de largeur par trente-cinq arpents de longueur, plus ou moins;

3. Une terre située dans le rang des Trente de la paroisse de St-Jean-Bpte de Rouville, de trois arpents de large sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins—avec bâtiments sus-érigés, connue et désignée sur le plan cadastral de la paroisse de St-Jean-Baptiste de Rouville, sous le numéro trois cent soixante et un;

Seront vendus en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 9 avril 1929, et portant le No 101 des dossiers de ladite Cour, aux enchères publiques, après avis donnés suivant les dispositions du Code de Procédure Civile pour la vente des immeubles en cette Province, et de façon à donner aux dites ventes l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-Baptiste de Rouville, MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de MAI mil neuf cent vingt-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, quant à l'immeuble désigné en premier lieu, à DIX heures et QUARANTE-CINQ minutes de l'avant-midi quant à l'immeuble désigné en second lieu, et à ONZE heures et QUARANTE-CINQ minutes de l'avant-midi quant à l'immeuble désigné en troisième lieu, (le tout heure solaire).

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 19 rue St-Jacques-Est,
Montréal.

Montréal, le 17 avril 1929. 1903—16-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 101. In the matter of Pierre Amanda Casavant, farmer, of St. Jean Baptiste de Rouville, Que.

Notice is hereby given that the immovables designated as follows:

1. A farm being and situate in the "Rang des Trente", in the parish of St. Jean Baptiste de Rouville, measuring two arpents in front by thirty five arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St. Jean Bpte. de Rouville, as being lot number three hundred and sixty three (363)—with a house and other buildings thereon erected;

2. A farm situate in the "Rang des Trente", known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St. Jean Bpte. de Rouville, as being lot number three hundred and sixty five (365)—with a house and other buildings thereon erected, said farm measuring two arpents in width by thirty five arpents in length, more or less;

3. A farm situate in the "Rang des Trente", in the parish of St. Jean Bpte. de Rouville, of three arpents in width by twenty five arpents in depth, more or less—with a building thereon erected, known and designated on the cadastral plan for the parish of St. Jean Baptiste de Rouville, under number three hundred and sixty one;

Will be sold in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, in bankruptcy matters, rendered the 9th of April, 1929, and bearing the No. 101 of the records of the said Court, by public auction, after notices and advertisements required by the Code of Civil Procedure for the sale of immovables in this Province, and in such manner as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the parochial church door of St. Jean Baptiste de Rouville, on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of the month of MAY, nineteen hundred and twenty nine, at TEN o'clock in the forenoon as to the immovable firstly designated, at TEN o'clock and FORTY FIVE minutes in the forenoon as to the immovable secondly designated, and at ELEVEN o'clock and FORTY FIVE minutes in the forenoon, as to the immovable thirdly designated. (The whole Standard Time).

Conditions of payment: 20% cash, the balance within three days.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 19 Saint James Street, East,
Montreal.

Montreal, April 17, 1929. 1904—16-2

Vente par licitation

Sale by licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 41936.

Avis vous est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 15 avril 1929, dans une cause dans laquelle Dame Marie-Blanche Marin, épouse judiciairement séparée de biens de J.-A. Charette, médecin, tous deux des cité et district de Montréal, la dite Dame Marie-Blanche Marin, dûment autorisée à ester en justice, était demanderesse et J.-A. Charette, médecin, du même lieu, défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a. Une propriété ayant front sur la rue Mont-Royal est, en la cité de Montréal, et connue et désignée sous le No 5 de la subdivision officielle du lot No 159 aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte St-Louis—avec bâtisses dessus construites;

b. Une autre propriété située sur la rue De-Normandville, en la cité de Montréal, et portant les Nos 1 de la subdivision No 570 du lot originaire No 5, et No 2 de la subdivision No 569 du lot originaire No 5, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis—avec bâtisses dessus construites;

c. Des lots de terre situés en la cité de Montréal, et portant les Nos 718, 719, 720, 721, de la subdivision du lot originaire No 134 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault aux Récollets.

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI 1929, à ONZE heures du matin (heure de Montréal), cour tenante, dans la salle d'audience No 31 au Palais de Justice, à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition aux fins de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer la dite opposition dans les délais présentement prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 24 avril 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
2009—17-2 ANGERS & DELAGE.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 22 mars 1929, dans une cause portant le numéro D-39354 des dossiers de la Cour Supérieure, dans laquelle demoiselle Hélène Garneau, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, est demanderesse, et Joseph-Aumond Cadieux, de Montréal-Nord, district de Montréal, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Antonio Garneau, et dame Délia Cadieux, de la cité et du district de Montréal, veuve de Hubert Garneau, en son vivant de la cité de Verdun, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: Un ter-

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 41936.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, District of Montreal, the 15th of April, 1929, in a case wherein Dame Marie Blanche Marin, wife judicially separated as to property of J. A. Charette, physician, both of the city and district of Montreal, and the said Dame Marie Blanche Marin, duly authorized for the purposes hereof, is plaintiff and the said J. A. Charette, physician, of the same place, is defendant, ordering the licitation of the following immoveables, namely:

a. A certain lot of land situated in the city of Montreal, on Mount Royal Avenue, East, known and designated as being lot No. 5, of the official subdivision of lot No. 159 on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote St. Louis—with buildings thereon erected;

b. Another lot of land situated in the city of Montreal, on DeNormandville Street, and bearing Nos. 1 of the subdivision of lot No. 570 of the original lot No. 5, and No. 2 of the subdivision of lot No. 569 of the original lot No. 5 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote St. Louis—with buildings thereon erected;

c. Lots of land situated in the city of Montreal and bearing Nos. 718, 719, 720, 721 of the subdivision of the original lot No. 134 on the official plan and book of reference of the parish of Sault aux Récollets.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, the TWENTY NINTH day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Montreal time), sitting the court, in the Court Room, No. 31, in the Court House, in the city of Montreal, or in any other room that the Honourable Judge may decide, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 24th, 1929.

ANGERS & DELAGE,
2010—17-2 Attorneys for Plaintiff.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, rendered on the 22nd of March, 1929, in a cause bearing number D-39354 of the records of the Superior Court, in which Miss Helena Garneau, spinster, of the City and District of Montreal, is Plaintiff, and Joseph Aumond Cadieux, of Montreal-North, district of Montreal, in his quality of tutor *ad hoc* to Antonio Garneau, and Dame Delia Cadieux, of the City and District of Montreal, widow of Hubert Garneau, in his lifetime of the City of Verdun, district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit: A lot of land

rain ou emplacement ayant front sur la rue Bannantyne, dans la ville de Verdun, portant le numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du numéro originaire trois mille quatre cent cinq (No 3405-597) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par cent dix pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI 1929, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi, (heure de Montréal), cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal, chambre No 31, ou dans toute autre chambre que le Juge indiquera sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 17 avril 1929.

Le procureur de la demanderesse,
1905-16-2 J.-L. CEDRAS.

fronting on Bannantyne Street, in the City of Verdun, known as number five hundred and ninety seven of the subdivision of lot number three thousand four hundred and five (3405-597) on the official plan and book of reference of the municipality of the Parish of Montreal, containing twenty five feet in width by one hundred and ten feet and six inches in depth, English measure, the whole more or less—with buildings thereon erected, the property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SECOND day of MAY 1929, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, (Montreal time), sitting the Court, in the Court room of the Court House of Montreal, room No. 31, or in any other room indicated by the Judge, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the Office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 17th, 1929.

1906-16-2 J. L. CEDRAS,
Attorney for Plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir: LA FABRIQUE DE
No A-42449. STE - JEANNE
D'ARC DE LEFEBVRE, Demanderesse; vs
ALCIDE GABORIAULT, Défendeur, et GEOR-
GES-L. L'HEUREUX, curateur.

Comme appartenant aux et sur les dits défendeur et curateur:

Une terre située à Danby, connue comme étant cette partie du lot No 26 du 12e rang du canton de Durham, qui se trouve au nord-est du chemin de fer Le Grand Tronc, laquelle terre est présentement connue et désignée au cadastre officiel du dit canton de Durham, sous le No 1062 et contient environ 132 acres en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Jeanne d'Arc de Lefebvre, le HUITIEME jour de MAI prochain (1929), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 30 mars 1929. 1603-14-2
[Première publication, le 6 avril 1929]

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit: THE CHURCHWAR-
No. A-42449.) TENS OF STE.
JEANNE D'ARC DE LEFEBVRE, plaintiffs;
vs ALCIDE GABORIAULT, defendant, and
GEORGES L. L'HEUREUX, curator.

As belonging to and against the said Defendant and curator:

A piece of land situated at Danby, known as being that part of the lot No. 26 of the 12th range of the township of Durham, lying on the North-East of the Grand Trunk Railway, which said piece of land is now known and designated upon the official plan and book of reference for the said Township of Durham under No. 1062 and contains about 132 acres in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Ste Jeanne d'Arc de Lefebvre, on the EIGHTH day of MAY next (1929), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office. Sheriff.
Arthabaska, March 30th, 1929. 1604-14-2
[First publication, April 6, 1929]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **PIERRE BOUFFARD ET**
No 10325. } **AL.**, demandeurs; contre
ARTHUR DUMAS, défendeur.

Un emplacement ou immeuble situé et faisant partie du lot de terre portant le numéro vingt-cinq-B (ptie 25b) dans le troisième rang, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Aylmer, de un quart d'arpent de profondeur par un arpent de longueur; borné au nord-ouest par le terrain de Wilfrid Drapeau, en arrière par le terrain de Joseph Veilleux, en front par le chemin public et au sud-est par le terrain de Philippe Hallé—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sébastien, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, (1929), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GUSTAVE GARANT.**
Saint-Joseph, Beauce, 20 avril 1929.
[Première publication, 27 avril 1929]
2025—17-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **PIERRE BOUFFARD ET**
No. 10325. } **AL.**, plaintiffs; against
ARTHUR DUMAS, defendant.

An emplacement or immovable situate and forming part of the lot of land bearing number twenty five-B (25b) in the third range on the official plan and book of reference for the township of Aylmer, of one quarter arpent in depth by one arpent in length; bounded on the north-west by the land of Wilfrid Drapeau, in the rear by the land of Joseph Veilleux, in front by the public road and on the southeast by the land of Philippe Hallé—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Sébastien, the TWENTY EIGHTH day of MAY next, (1929), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, **Sheriff.**
Saint Joseph, Beauce, April 20th, 1929.
[First publication, April 27th, 1929]
2026—17-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **HENRI JALBERT,**
No 2653. } **de Chicoutimi,**
quincaillier, demandeur; vs **DOMINIQUE GRE-**
NON, de la paroisse de Chicoutimi, cultivateur.

Une ferme formée du lot numéro seize (No 16), du huitième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, contenant cent acres en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau du shérif du district de Chicoutimi, au Palais de Justice, en la ville de Chicoutimi, JEUDI, le TRENTIEME jour de MAI prochain (1929), à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,

Bureau du shérif, **BOSSE & GAUDREULT.**
Chicoutimi, 22 avril 1929. 2027—17-2
[Première publication, le 27 avril 1929]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **HENRI JALBERT,** of
No. 2653. } **Chicoutimi,** hardware merchant, plaintiff; vs **DOMINIQUE GRE-**
NON, of the parish of Chicoutimi, farmer.

A farm formed of lot number sixteen (No. 16) in the eighth range Southwest of the township of Chicoutimi, on the official cadastre for the parish of Chicoutimi, containing one hundred acres in area—circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff of the District of Chicoutimi, at the Court House, in the town of Chicoutimi, on THURSDAY, the THIRTIETH day of MAY next (1929), at TEN o'clock in the forenoon.

BOSSE & GAUDREULT,

Sheriff's office, **Deputy Sheriff.**
Chicoutimi, April 22, 1929. 2028—17-2
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **JOSEPH MORISSET-**
No 9680. } **TE,** de Saint-Anne,
demandeur; contre **PATRICK GAGNE,** de
Chicoutimi-ouest, défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement comprenant, après dernière redivision des lots huit cent soixante, huit cent soixante et un et huit cent soixante et sept (Nos 860, 861 et 867) du cadastre de la ville de Chicoutimi, les lots numéros huit cent soixante-quatre, huit cent soixante et un-seize, huit cent soixante et un-quinze, huit cent soixante et sept-deux et huit cent soixante et sept-un (Nos 860-4, 861-16, 861-15, 867-2 et 867-1), lequel emplacement est borné vers le nord par une rue ouverte par la Briqueterie de Chicoutimi pour communiquer à l'avenue Montcalm, vers l'est par le terrain de la Briqueterie de Chicoutimi, ou leurs représentants, vers

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **JOSEPH MORISSETTE,**
No. 9680. } **of Sainte Anne,** plaintiff; against **PATRICK GAGNE,** of Chicoutimi west, defendant.

All that parcel of land or emplacement comprising according to the last redivision of lots eight hundred and sixty, eight hundred and sixty one and eight hundred and sixty seven (Nos. 860, 861 and 867) on the cadastre for the town of Chicoutimi, lots numbers eight hundred and sixty-four, eight hundred and sixty one-sixteen, eight hundred and sixty one-fifteen, eight hundred and sixty seven-two and eight hundred and sixty seven-one (Nos. 860-4, 861-16, 861-15, 867-2 and 867-1), which emplacement is bounded towards the north by a street opened by the Briqueterie de Chicoutimi to communicate with Montcalm avenue, on the east by the land of the

le sud, par la rue No 1 des lots de parc et vers l'ouest par le terrain de Madame Edouard Lemieux—avec les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances, lequel terrain mesure cent pieds de largeur du côté nord, plus ou moins, soixante et quinze pieds du côté est, cent dix pieds du côté sud-ouest et vingt-cinq pieds du côté ouest.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Chicoutimi, MERCREDI, le HUITIEME jour de MAI prochain (1929), à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, BOSSE & GAUDREAU, Sheriff's Office,
Chicoutimi, 2 avril 1929. 1617-14-2
[Première publication: 6 avril 1929]

Briqueterie de Chicoutimi or representatives, on the south by No. 1 street of the park lots, and on the west by the land of Madame Edouard Lemieux—with the buildings thereon erected and all dependencies, which lot of land measures one hundred feet in width on the north side, more or less, seventy five feet on the east side, one hundred and ten feet on the southwest side and twenty five feet on the west side.

To be sold at the Sheriff's office for the district of Chicoutimi, on WEDNESDAY the EIGHTH day of MAY next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

BOSSE & GAUDREAU, Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Chicoutimi, April 2, 1929. 1618-14-2
[First publication: April 6th, 1929]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DENIS AUMONT,
District de Joliette, } cultivateur, de la paroisse de St-Alexis, dans le district de Joliette, demandeur; vs JOSEPH LAFOREST, de la paroisse de St-Paul l'Ermite, dans le district de Joliette, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de St-Paul l'Ermite, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros deux cent vingt-cinq (225) et deux cent vingt-six (226)—avec les bâtisses dessus construites, à distraire cependant de la dite terre en faveur de Ludger Lachapelle, cultivateur, du même lieu, deux arpents de front dans la partie qui est en bois debout étant de sept à huit arpents, tenant ces deux arpents de front par un bout et du côté sud au surplus de la terre ci-dessus décrite, du côté nord au numéro deux cent vingt et un (221) et derrière au chemin de front des concessions;

Un autre lot de terre situé dans la dite paroisse de St-Paul l'Ermite, connu et désigné dans les plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse comme faisant partie du lot numéro deux cent vingt-huit (228), contenant le dit lot de terre environ cinquante-trois arpents et demi en superficie, borné par un côté le dit lot de terre aux lots Nos 226 et 227 des dits plan et livre de renvoi officiels, de l'autre côté par le résidu du dit lot No 228, par les deux bouts par des chemins publics.

Pour être vendus le VINGT-HUITIEME jour du mois de MAI 1929, à la porte de l'Eglise de la paroisse de St-Paul l'Ermite, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES, Sheriff's office,
Ce 20e jour d'avril 1929. 2029-17-2
[Première publication, le 27 avril 1929]

Cour Supérieure.

District de Joliette, } MEDERIC DUPUIS,
No 2587. } bourgeois, de la municipalité du village de St-Jacques de l'Achigan, dans le district de Joliette, demandeur; vs CHARLES-EDOUARD PREVOST, cultivateur, de la municipalité de la paroisse de St-Jacques de l'Achigan, district de Joliette, défendeur.

1. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jacques de l'Achigan sous le No 338,

Superior Court.

Province of Quebec, } DENIS AUMONT,
District of Joliette, } farmer, of the parish No. 2458. } of St. Alexis, in the district of Joliette, plaintiff; vs JOSEPH LAFOREST, of the parish of St. Paul l'Ermite, in the district of Joliette, defendant.

A farm situate in the parish of St. Paul l'Ermite, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish under the numbers two hundred and twenty five (225) and two hundred and twenty six (226)—with the buildings thereon erected, to be withdrawn however from the said farm in favor of Ludger Lachapelle, farmer, of the same place, two arpents in front in the part which is in standing timber being from seven to eight arpents, the said two arpents being bounded in front on one end and on the South side by the surplus of the farm hereabove described, on the North side by number two hundred and twenty one (221) and in the rear by the front road of the concessions;

Another lot of land situate in the said parish of St. Paul l'Ermite, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish as forming part of lot number two hundred and twenty eight (228), the said lot of land containing about fifty three arpents and a half in area, the said lot of land being bounded on one side by lots Nos. 226 and 227 on the said official plan and book of reference, on the other side by the residue of said lot No. 228, on both ends by public roads.

To be sold the TWENTY EIGHTH day of the month of MAY, 1929, at the church door of the parish of St. Paul l'Ermite, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES, Sheriff.
Sheriff's office, This 20th day of April, 1929. 2030-17-2
[First publication, April 27, 1929]

Superior Court.

District of Joliette, } MEDERIC DUPUIS,
No. 2587. } bourgeois, of the municipality of the village of St. Jacques de l'Achigan, in the district of Joliette, plaintiff; vs CHARLES-EDOUARD PREVOST, farmer, of the municipality of the parish of St. Jacques de l'Achigan, district of Joliette, defendant.

1. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Jacques de l'Achigan, under

ayant environ 3 arpents et 9 pieds de largeur par 30 arpents de profondeur, formant une superficie de 91½ arpents—avec bâtisses dessus construites

2. Un autre immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de St-Jacques de l'Achigan, sous le No 335, de la contenance de 2 arpents de largeur sur 30 arpents de profondeur—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de la dite paroisse de St-Jacques, le TRENTIEME jour du mois de MAI 1929, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
Ce 20e jour d'avril 1929. 2031—17-2
[Première publication, le 27 avril 1929]

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME CLEMENTI-
District of Joliette, } NE RICHARD, de
No 2551. } la cité et du district de
Joliette, veuve de J.-P.-O. Guilbault, en son vivant notaire, du même lieu, Demanderesse; vs VITAL MARCIL, commerçant, de-la cité et du district de Joliette, défendeur.

1. Un morceau de terre situé en la ville de Joliette, faisant partie du lot No 433 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Paul, mesurant cent cinquante pieds de large par cent trente pieds de profondeur; borné comme suit: En front par la rue de Lanaudière, d'un côté au No 432 de St-Paul, de l'autre côté à une rue projetée traversant le dit lot 433 et en arrière au reste du dit lot No 433, lequel morceau de terrain ci-dessus décrit est maintenant connu et désigné sur les lots 23, 24 et 25 de la subdivision officielle du dit lot 433 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Paul, —avec les bâtisses construites sur ce terrain, circonstances et dépendances, moulin à farine et moulin à moudre d'autres grains et tout l'outillage sans exception qui est fixé dans les dites bâtisses;

2. Un autre morceau de terrain faisant partie du dit lot quatre cent trente-trois (433) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Paul, ce dit morceau de terrain maintenant connu et désigné comme étant les lots numéros 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21 et 22 de la subdivision du lot numéro quatre cent trente-trois (433) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Paul.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de St-Paul, à DIX heures du matin, et les lots second et dernier lieu désignés, aussi à la porte de l'église de la paroisse de St-Paul, à DIX heures du matin, le SEPTIEME jour de MAI 1929.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
Ce 30e jour de mars 1929. 1605—14-2
[Première publication, le 6 avril 1929]

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ARSENE RONDEAU,
District de Joliette, } cultivateur, de la
No 2550. } paroisse de Saint-Félix
de Valois, dans le district de Joliette, demandeur; vs VITAL MARCIL, commerçant, de la Cité et du district de Joliette, défendeur.

2. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, comme étant la subdivision No 6 du lot No 433 du cadastre de la dite paroisse;

the No. 338, containing about 3 arpents and 9 feet in width by 30 arpents in depth, forming 91½ arpents in area—with buildings erected thereon;

2. Another immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of St. Jacques de l'Achigan, under the No. 335, containing about 2 arpents in width by 30 arpents in depth—with buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the said parish of St. Jacques, the THIRTIETH day of MAY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
This 20th day of April, 1929. 2032—17-2
[First publication, April 27, 1929]

Superior Court.

Province of Québec, } DAME CLEMENTI-
District of Joliette, } NE RICHARD, of
No. 2551. } the city and district of
Joliette, widow of J. P. O. Guilbault, in his lifetime notary, of the same place, plaintiff; vs VITAL MARCIL, trader, of the city and district of Joliette, defendant.

1. A parcel of land situate in the town of Joliette, forming part of lot No. 433 on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Paul, measuring one hundred and fifty feet in width by one hundred and thirty feet in depth, bounded as follows: in front by Lanaudière Street, on one side by No. 432 of St. Paul, on the other side by a projected Street crossing the said lot 433, and in the rear by the remainder of the said lot No. 433, which parcel of land hereabove described is now known and designated under lots 23, 24 and 25 of the official subdivision of said lot 433 on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Paul—with the buildings erected on the said land, circumstances and dependencies, flour and grist mill and any equipment without exception which is fixed in the said buildings;

2. Another parcel of land forming part of the said lot four hundred and thirty three (433) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Paul, the said parcel of land now known and designated as being lots numbers 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21 and 22 of the subdivision of lot number four hundred and thirty three (433) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Paul.

To be sold, the immovable firstly designated, at the church door of the parish of St. Paul, at TEN o'clock in the forenoon, and the lots secondly and lastly designated, also at the church door of the parish of St. Paul, at TEN o'clock in the forenoon, on the SEVENTH day of MAY, 1929.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
This 30th day of March, 1929. 1606—14-2
[First publication, April 6, 1929]

Superior Court.

Province of Québec, } ARSENE RONDEAU,
District of Joliette, } farmer, of the pa-
No. 2550. } rish of Saint Félix de
Valois, in the district of Joliette, plaintiff; vs VITAL MARCIL, trader, of the City and the district of Joliette, defendant.

2. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Paul, in the district of Joliette, as being subdivision No. 6 of lot No. 433 of the cadastre for the said parish;

3. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, comme étant la subdivision No 7 du lot No 433 du cadastre de la dite paroisse;

4. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, comme étant la subdivision No 8 du lot 433 du cadastre de la dite paroisse;

5. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, comme étant la subdivision No 10 du lot 433 du cadastre de la dite paroisse;

6. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, comme étant la subdivision No 11 du lot 433 du cadastre de la dite paroisse;

7. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, comme étant la subdivision No 12 du lot 433 du cadastre de la dite paroisse;

8. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, comme étant la subdivision No 13 du lot 503 du dit cadastre;

9. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, comme étant la subdivision No 14 du lot 503 du dit cadastre;

10. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette comme étant la subdivision No 15 du lot 503 du dit cadastre;

11. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, comme étant la subdivision No 16 du lot 503 du dit cadastre;

12. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette comme étant la subdivision No 17 du lot 503 du dit cadastre;

13. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette comme étant la subdivision No 18 du lot 503 du dit cadastre;

14. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette comme étant la subdivision No 19 du lot 503 du dit cadastre;

15. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette comme étant la subdivision No 21 du lot 503 du dit cadastre;

16. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette comme étant la subdivision No 22 du lot 503 du dit cadastre;

17. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette comme étant la subdivision No 23 du lot 503 du dit cadastre;

18. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette comme étant la subdivision officielle No 24 du lot 503 du dit cadastre;

19. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, comme étant la subdivision officielle No 25 du lot 503 du dit cadastre;

Pour être vendus, les immeubles en second, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième lieux désignés, le même jour, SEPTIEME jour de MAI 1929, à DIX heures de l'avant-midi, et les

3. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Paul, in the district of Joliette, as being subdivision No. 7 of lot No. 433 of the cadastre for the said parish;

4. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Paul, in the district of Joliette, as being subdivision No. 8 of lot No. 433 of the cadastre for the said parish;

5. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Paul, in the district of Joliette, as being subdivision No. 10 of lot No. 433 of the cadastre for the said parish;

6. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Paul, in the district of Joliette, as being subdivision No. 11 of lot 433 of the cadastre for the said parish;

7. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Paul, in the district of Joliette, as being subdivision No. 12 of lot 433 of the cadastre for the said parish;

8. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette, as being subdivision No. 13 of lot 503 of the said cadastre;

9. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being subdivision No. 14 of lot 503 of the said cadastre;

10. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being subdivision No. 15 of lot 503 of the said cadastre;

11. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being subdivision No. 16 of lot 503 of the said cadastre;

12. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being subdivision No. 17 of lot 503 of the said cadastre;

13. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being subdivision No. 18 of lot 503 of the said cadastre;

14. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being subdivision No. 19 of lot 503 of the said cadastre;

15. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being subdivision No. 21 of lot 503 of the said cadastre;

16. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being subdivision No. 22 of lot 503 of the said cadastre;

17. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being official subdivision No. 23 of lot 503 of the said cadastre;

18. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being official subdivision No. 24 of lot 503 of the said cadastre;

19. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette as being official subdivision No. 25 of lot 503 of the said cadastre;

To be sold, the immovables in the second, third, fourth, fifth, sixth, and seventh place designated on the same day, MAY SEVENTH 1929, at TEN o'clock in the forenoon, and the lots

lots en huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième lieux désignés, être vendus le même jour, SEPTIÈME jour de MAI, 1929, au bureau du shérif au Palais de Justice en la Cité de Joliette, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, ce 30e jour de mars 1929.

Le shérif,
1607—14-2 GEORGES DESROCHES.
[Première publication: le 6 avril, 1929]

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ARSENE RONDEAU,
District de Joliette, } cultivateur de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, dans le district de Joliette, demandeur; vs VITAL MARCIL, commerçant de la cité et du district de Joliette, défendeur.

1. Un immeuble situé en la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, sous partie du lot No 428 non subdivisée contenant environ deux arpents de largeur par trois arpents de profondeur, plus ou moins, borné en front à partie du lot No 428 appartenant à J.-Osias Guilbault, d'un côté au chemin public, en profondeur à cette partie du lot No 428 appartenant à Paul Malo et de l'autre côté au No 426 du cadastre susdit—avec bâtisses dessus construites:

2. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette comme étant le lot No 26 de la subdivision officielle du lot 503 du cadastre officiel de la ville de Joliette.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Paul, le QUATRIÈME jour de JUIN 1929, à DIX heures de l'avant-midi, et celui en second et dernier lieu désigné au bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la Cité de Joliette, le même jour, 4 JUIN 1929, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. GEORGE DESROCHES.
Ce 20e jour du mois d'avril 1929.
[Première publication, le 27 avril 1929]
1607a—17-2

in the eighth, ninth, tenth, eleventh, twelfth, thirteenth, fourteenth, fifteenth, sixteenth, seventeenth, eighteenth and nineteenth place designated, to be sold on the same day, SEVENTH day of MAY, 1929, at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Joliette, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, this thirtieth day of March, 1929.

GEORGES DESROCHES,
1608—14-2 Sheriff.
[First publication: April 6th, 1929]

Superior Court.

Province of Quebec, } ARSENE RONDEAU,
District of Joliette, } farmer, of the parish of Saint Félix de Valois, in the district of Joliette, plaintiff; vs VITAL MARCIL, trader, of the city and the district of Joliette, defendant.

1. An immovable situate in the parish of Saint Paul, in the district of Joliette, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Paul, under part of lot No. 428, non subdivided, containing about two arpents in width by three arpents in depth, more or less, bounded in front by part of lot No. 428 belonging to J. Osias Guilbault, on one side by the public road, in depth by that part of lot No. 428 belonging to Paul Malo, and on the other side by No. 426 of the aforesaid cadastre—with buildings erected thereon;

2. An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette, as being lot No. 26 of the official subdivision of lot No. 503 on the official cadastre for the town of Joliette;

To be sold, the immovable firstly designated at the church door of the parish of Saint Paul, the FOURTH day of JUNE, 1929, at TEN o'clock in the forenoon, and that secondly and lastly designated at the Sheriff's office in the Court House in the city of Joliette, the same day, 4th of JUNE, 1929, at TWO o'clock in the afternoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's Office. Sheriff.
This 20th day of April, 1929.
[First publication, April 27th, 1929]
1608a—17-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE VERDUN,
No E-46628. } L demanderesse; vs DAME HARRIET A. ROBERTSON, des cité et district de Montréal, veuve de feu Daniel J. Hadley, en son vivant, gentilhomme, du même lieu; et CLIFFORD D. HARDLEY, gentilhomme, du même lieu, tous deux en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires de feu Daniel J. Hadley, défendeurs.

Certains emplacements situés dans la cité de Verdun, connus et désignés comme étant les lots Nos 828 et 829 de la subdivision officielle du lot No 3405 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Lesage.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE et UNIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF VERDUN,
No E-46628. } T plair tiff; vs DAME HARRIET A. ROBERTSON, of the city and district of Montreal, widow of the late Daniel J. Hadley, in his lifetime gentleman, of the same place and CLIFFORD D. HARDLEY, gentleman, of the same place, both in their quality of testamentary executors of the late Daniel J. Hadley, defendants.

Certain emplacements situate in the city of Verdun, known and designated as being lots Nos. 828 and 829 of the official subdivision of lot No. 3405 on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, fronting on Lesage Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTY FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, en date du 15 avril 1929.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 23 avril 1929. 2033—17-2
[Première publication, 27 avril 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CREDIT FONCIER
No C-38375. } FRANCO-CANA-
DIEN, demanderesse; vs A. W. JACOBS & CO.
LIMITED, défenderesse.

Un emplacement de figure irrégulière ayant front sur la rue Murray, dans le quartier Sainte-Anne de la cité de Montréal, composé d'une partie du lot numéro mille deux cent quatre-vingt-quatre et d'une partie du lot numéro mille deux cent quatre-vingt-six (Ptie 1284 et Ptie 1286) aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Anne;

Ladite partie de lot numéro mille deux cent quatre-vingt-quatre est bornée au nord-est par la rue Murray, au sud-ouest par la partie ci-après décrite du lot mille deux cent quatre-vingt-six et au nord-ouest et au sud-est par le résidu dudit lot numéro mille deux cent quatre-vingt-quatre.

Et ladite partie du lot numéro mille deux cent quatre-vingt-six est bornée au nord-est par la partie ci-dessus décrite du lot numéro mille deux cent quatre-vingt-quatre, au sud-ouest par le lot numéro mille deux cent quatre-vingt-sept, au nord-ouest par une autre partie dudit lot numéro mille deux cent quatre-vingt-quatre, et au sud-est, par le résidu dudit lot numéro mille deux cent quatre-vingt-six.

Ledit emplacement est indiqué en dedans des lignes pointillées sur le plan préparé par J.-P.-B. Casgrain, A.P.Q., en date du 6 juillet 1912, et attaché à un acte de vente par E. R. Gareau à William Meldrum *et al.*, passé devant J.-A. Cameron, notaire, le 10 juillet 1912, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal-Ouest sous le No 153564—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,500, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Coderre, en date du 22 mars 1929.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 23 avril 1929. 2035—17-2
[Première publication, 27 avril 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EUGENE-HONORÉ
No 2602. } GODIN, avocat, C.
R., des cité et district de Montréal; JOSEPH-
CHARLES-HECTOR DUSSAULT, avocat, C.
R., de la cité d'Outremont, district de Montréal;
PIERRE-LOUIS DUPUIS, avocat, et JOSEPH-
ÉMILE CADOTTE, avocat, tous deux des cité
et district de Montréal, tous quatre pratiquant
ensemble leur profession sous la raison sociale de
"Godin, Dussault, Dupuis et Cadotte", deman-
deurs; vs LE CRÉDIT STADACONA, LIMITEE,
ayant son principal siège d'affaires dans les cité
et district de Montréal, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Adam,

A deposit of \$100.00 shall be exacted from each and every bidder following judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated the 15 April, 1929.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, the 23 April, 1929. 2034—17-2
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
No. C-38375. } FRANCO-CANA-
DIEN, plaintiff; vs A. W. JACOBS & CO. LI-
MITED, defendant.

An emplacement of irregular outline, fronting on Murray Street, in Saint Ann's Ward of the City of Montreal, composed of part of lot number twelve hundred and eighty four and part of lot number twelve hundred and eighty six (Pt. 1284 and Pt. 1286) on the official plan and book of reference for said Sainte Ann's Ward;

The said part of lot number twelve hundred and eighty four being bounded on the Northeast by Murray Street, on the Southwest by that part of lot twelve hundred and eighty six hereinbelow described and on the Northwest and Southeast by the residue of said lot number twelve hundred and eighty four;

And the said part of lot number twelve hundred and eighty six being bounded on the Northeast by that part of lot number twelve hundred and eighty four hereinabove described, on the Southwest by lot number twelve hundred and eighty seven, on the Northwest by another part of said lot number twelve hundred and eighty four and on the Southeast by the residue of said lot number twelve hundred and eighty six.

The said emplacement being indicated within the dotted lines on the plan prepared by J. P. B. Casgrain, S.P.Q., dated July 6th., 1912, and attached to a deed of sale by E. R. Gareau to William Meldrum *et al.*, passed before J. A. Cameron, notary, on July 10th, 1912, and duly registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal-West, under No. 153564—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,500. shall be required from each and every bidder pursuant to judgment of Hon. Justice Coderre, dated March 22nd., 1929.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, April 23, 1929. 2036—17-2
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EUGENE HONORÉ GO-
No. 2602. } DIN, advocate, K. C., of the
city and district of Montreal, JOSEPH CHAR-
LES HECTOR DUSSAULT, advocate, K. C.,
of the city of Outremont, district of Montreal,
PIERRE LOUIS DUPUIS, advocate, and
JOSEPH EMILE CADOTTE, advocate, both
of the city and district of Montreal, all four
practising their profession together under the
firm name of "Godin, Dussault, Dupuis et
Cadotte, plaintiffs; vs "LE CRÉDIT STADA-
CONA, LIMITEE", a legally incorporated cor-
poration, having its principal place of business
in the city and district of Montreal, defendant.

An emplacement fronting on Adam Street, in

à Montréal, connu et désigné comme étant les subdivisions officielles numéros quatre cent soixante-quatorze et quatre cent soixante-quinze du lot originaire numéro vingt-trois (23-474 et 475) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$3,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, en date du 11 mars 1929.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, le 23 avril 1929. 2037—17-2
[Première publication, 27 avril 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, demanderesse; vs DAME JOSEPH-O. TRUDEL, de la ville de Sainte-Rose, district de Montréal, épouse séparée de biens de Joseph-O. Trudel, du même lieu, ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Deux lots de terre situés sur la rue Saint-Antoine, en la cité de Westmount, connus et désignés sous les numéros cent soixante-quatre et cent soixante-cinq au plan de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384-164 et 165) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec droit en commun dans la ruelle—avec une maison et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE et UNIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, le 23 avril 1929. 2039—17-2
[Première publication, 27 avril 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GENERAL MORTGAGE CORPORATION, corporation ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, demanderesse; vs WALTER EDWIN PICK, de la cité de Montréal, constructeur, et CROWN TRUST CO., corporation ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, en sa qualité de curatrice à la succession vacante de feu George C. Shepperd, en son vivant, comptable, de la cité de Montréal, défendeurs.

1. Les lots de terre situés dans la cité de Lachine, bornés en front par la 24e Avenue de ladite cité et connus et désignés comme étant les subdivisions officielles numéros 15, 16, 17, 77, 78, 79, 80, 81 et 82 du lot originaire numéro 238 aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus en bloc.

2. Les lots de terre situés dans la cité de Lachine, connus et désignés comme étant les subdivisions officielles 18, 19, 131, 68 et 69 du lot originaire numéro 238 aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant front les trois premières dudit lot sur la 24e Avenue, et les deux dernières sur le Broadway, tous dans la cité de Lachine.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

Montréal, known and designated as being official subdivisions numbers four hundred and seventy four and four hundred and seventy five of the original lot number twenty three (23-474 and 475) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$3,000.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Honorable Justice Surveyer, dated March 11th, 1929.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, April 23rd, 1929. 2038—17-2
[First publication, April 27th, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, plaintiff; vs DAME JOSEPH O. TRUDEL, of the town of Sainte Rose, district of Montreal, wife separate as to property of Joseph O. Trudel, of the same place, the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

Two lots of land situate on Saint Antoine Street, in the city of Westmount, known and designated under numbers one hundred and sixty four and one hundred and sixty five on the plan of the official subdivision of lot number three hundred and eighty four (384-164 and 165) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, with a right in common to the lane—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, the 23rd April, 1929. 2040—17-2
[First publication, April 27th, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GENERAL MORTGAGE CORPORATION, a corporation with head office in the City of Montreal, plaintiff; vs WALTER EDWIN PICK, of the City of Montreal, builder, and CROWN TRUST CO., a corporation with head office in the City of Montreal, in its quality of curator to the vacant estate of the late George C. Shepherd, in his lifetime accountant, of the City of Montreal, defendants.

1. The lots of land situate in the City of Lachine, bounded in front by 24th Avenue of said City and known and designated as official subdivisions numbers 15, 16, 17, 77, 78, 79, 80, 80 and 82 of original lot number 238 in the official plan and book of reference of the town of Lachine—with buildings thereon erected.

To be sold as a whole.

2. The lots of land situate in the City of Lachine, known and designated as official subdivisions 18, 19, 131, 68 and 69 of original lot number 238 on the official plan and book of reference of the town of Lachine, fronting the first three of said lots on 24th Avenue and the last two on Broadway, all in the City of Lachine.

To be sold as a whole.

To be sold at my office, in the City of Montreal,

Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1200.00, quant au paragraphe No 1 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'Honorable Juge Coderre en date du 22 avril 1929.

Le shérif,
Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 24 avril 1929. 2069—17-2
[Première publication, 27 avril 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } ARTHUR YOU, de-
No F-22355. } A mandeur; vs ED-
GAR CARON, défendeur.

Un certain terrain ou emplacement situé en la cité de Montréal, connu et designé sous le numéro cinq cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix (490-544) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant trente et un pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec une manufacture et autres dépendances dessus érigées et avec tous les droits y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 24 avril 1929. 2071—17-2
[Première publication, le 27 avril 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } KENDALL BROS., LI-
No D-33899. } MITED, corpora-
tion politique, légalement constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs LINGFIELD DEVELOPMENT, LIMITED, corporation politique, légalement constituée, ayant son bureau-chef et principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, défenderesse.

Un lot de terre situé Avenue Victoria, en la Cité de Westmount, connu et désigné sous le numéro 82 de la subdivision officielle du lot originaire 215 (215-82) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant 50 pieds de largeur par 125 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MAI prochain à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 avril, 1929. 1631—14-2
[Première publication: 6 avril, 1929]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } HOTEL LAC ST - JO-
No 713-F. } SEPH, LTEE, saisiss-
sante, contre HILDEVERT GROLEAU, saisi, et
HILDEVERT GROLEAU, opposant, à savoir:

on the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1200.00 as to paragraph No. 1, shall be exacted from each and every bidder, before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre dated the 22nd April 1929.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 24, 1929. 2070—17-2
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } ARTHUR YOU, Plaint-
No. F-23355. } A iff; vs EDGAR CA-
RON, defendant.

A certain land or emplacement situate in the city of Montreal, known and designated under number five hundred and forty four of the official subdivision of the original lot number four hundred and ninety (490-544) on the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, measuring thirty one feet in width by seventy feet in depth, more or less, English measure—with a factory and other dependencies thereon erected and with all the rights attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 24, 1929. 2072—17-2
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } KENDALL BROS., LIM-
No. D-33899. } ITED, a body politic
and corporate having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs LINGFIELD DEVELOPMENT, LIMITED, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land situate on Victoria Avenue in the city of Westmount, known and designated under number 82 of the official subdivision of primitive lot 215 (215-82) on the official plan and book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal, measuring 50 feet in width by 125 feet in depth, English measure, more or less—with all the servitudes, active and passive, apparent or occult, attached to the said immovable and with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 3, 1929. 1632—14-2
[First publication: April 6th, 1929]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } HOTEL LAC ST. JOSEPH,
No. 713-F. } LTEE, seizing party;
against HILDEVERT GROLEAU, seized party,
and HILDEVERT GROLEAU, opposant, to wit:

Saisi comme appartenant à la saisissante:

Un terrain étant partie des lots Nos 466 et 465 (quatre cent soixante-six et quatre cent soixante-cinq) du rang VI du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Catherine, comté de Portneuf, contenant environ 7.69 acres de terre—avec bâtisses et dépendances; borné au nord par le lac St-Joseph, borné à l'ouest et au sud par la rue Bernier, étant le numéro cadastral 466-13, bornée à l'est par les numéros 465-2, 465-4, 465-5, 465-6 et 465-7, borné au sud par un chemin public appelé Manoir Road et portant le numéro cadastral 465-9; la borne nord ayant une longueur de 600 pieds plus ou moins sur la grève du lac St-Joseph.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Catherine, le TRENTE ET UNIE-ME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 25 avril 1929. 2073—17-2
[Première publication, le 27 avril 1929]
[Deuxième publication, le 11 mai 1929]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } JOSEPH ROCHETTE,
No 7731. } charretier, maître de pension et laitier, de Loretteville, dans le comté de Québec; contre J.-EDOUARD OUELLET, organiste, du même lieu, à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, le quinzième jour de mars dernier, à dix heures du matin, aura lieu le SEIZIEME jour de MAI prochain, au même endroit, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 24 avril 1929. 2075
[Première publication, 27 avril 1929.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA CIE JOS. LEFRAN-
No 10638. } L ÇOIS, LIMITEE, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires à Québec; contre HORAISE BERGERON, de Québec, entrepreneur, et H. BERGERON, LTEE., corporation légale ayant son principal bureau d'affaires à Québec, CHARLES-EUGENE COTÉ et AURELE LECLERC, de la cité de Québec, en leur qualité de registra-teurs conjoints, à savoir:

La subdivision No 19 (dix-neuf) du lot No 86 (quatre-vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, Banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'avenue Brown — avec les bâtisses en construction, circonstances et dépendances. Avec aussi les droits du défendeur sur les subdivisions 18 et 20 (dix-huit et vingt) du lot No 86 (quatre-vingt-six) du même cadastre.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 11 avril 1929. 1767—15-2
[Première publication, le 13 avril 1929]
[Deuxième publication, le 27 avril 1929]

Seized as belonging to the seizing party:

A lot of land forming part of lots Nos. four hundred and sixty six and four hundred and sixty five (466 and 465) of the VI range of the official cadastre for the parish of Ste. Catherine, county of Portneuf, containing about 7.69 acres of land—with buildings and dependencies; bounded on the North by Lake St. Joseph, bounded on the West and on the South by Bernier Street, bearing the cadastral number 466-13, bounded on the East by numbers 465-2, 465-4, 465-5, 465-6 and 465-7, bounded on the South by a public road called Manoir Road and bearing the cadastral number 465-9; the North boundary being six hundred feet in length, more or less, on the beach of Lake St. Joseph.

To be sold at the parochial church door of Sainte Catherine, the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, April 25, 1929. 2074—17-2
[First publication, April 27, 1929]
[Second publication, May 11, 1929]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } JOSEPH ROCHETTE,
No. 7731. } carter, boarding house keeper and milkman, of Loretteville, in the County of Quebec; against J. EDOUARD OUELLET, organist, of the same place, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which was to be held at the church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, County of Quebec, the fifteenth day of March last, at ten o'clock in the forenoon, will be held the SIX-TEENTH day of MAY next, at the same place, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 24, 1929. 2076
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } LA CIE JOS. LEFRAN-
No. 10638. } L ÇOIS, LIMITEE, a legal corporation, having its head-office at Quebec; against HORAISE BERGERON, of Quebec, contractor, and H. BERGERON, LTEE., a legal corporation, having its head-office at Quebec, CHARLES EUGENE COTE and AURELE LECLERC, of the city of Quebec, in their quality of joint registrars, to wit:

Subdivision No. 19 (nineteen) of lot No. 86 (eighty six) on the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, Banlieue, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Brown Avenue—with the buildings under construction, circumstances and dependencies. With also the rights of the defendant on subdivisions 18 and 20 (eighteen and twenty) of lot No. 86 (eighty six) of same cadastre.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, April 11, 1929. 1768—15-2
[First publication, April 13, 1929]
[Second publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH PEDNEAU, JU-
No 11318. } LES GRAVEL, JOSEPH
TREMBLAY, NAPOLEON PELCHAT, MI-
CHEL BOULIANE, JEAN-B. ROBERGE,
PAUL PEDNEAU, ODILON GAGNÉ, JOSEPH
LETOURNEAU, et GAUDIAS GAGNÉ,
tous journaliers de la cité de Québec; contre
HORAISE BERGERON, LIMITEE, corpora-
tion légale et incorporée ayant son principal siège
d'affaires dans la cité de Québec, et AURELE
LECLERC et DR. CHARLES-EUGENE COTÉ
tous deux en leur qualité de régistrateur de la cité
de Québec, et J.-ERNEST LEFAIVRE, de la
cité de Québec, en sa qualité de syndic à la faillite
de la défenderesse, à savoir:

La subdivision 8 (huit) du lot No 86 (quatre-
vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de
Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant
quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant
un emplacement situé sur la rue Fraser—avec les
bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de
Québec, le DIX-SEPTIEME jour de MAI pro-
chain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, 11 avril, 1929. 1769—15-2

[Première publication, 13 avril 1929]

[Deuxième publication, 27 avril, 1929]

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } JOSEPH PEDNEAU, JULES
No. 11318. } GRAVEL, JOSEPH TREM-
BLAY, NAPOLEON PELCHAT, MICHEL
BOULIANE, JEAN B. ROBERGE, PAUL
PEDNEAU, ODILON GAGNE, JOSEPH LE-
TOURNEAU and GAUDIAS GAGNE, all
laborers of the city of Quebec; against HORAISE
BERGERON, LIMITEE, a body politic and
coporate having its principal place of business
in the city of Quebec, and AURELE LECLERC,
and DR. CHARLES EUGENE COTE, both
in their quality of registrar of the city of Quebec,
and J. ERNEST LEFAIVRE, of the city of
Quebec, in his quality of trustee to the insolvency
of the defendant, to wit:

Subdivision 8 (eight) of lot No. 86 (eighty six)
on the official cadastre for the parish of Notre
Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward
of the city of Québec, being an emplacement
situate on Fraser street—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Québec,
on the SEVENTEENTH day of MAY next,
at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, April 11, 1929. 1770—15-2

[First publication: April 13th, 1929]

[Second publication: April 27th, 1929]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } FRANÇOIS THI-
No 1918. } BAULT, Mont-Jo-
li; vs DAME ANNE-MARIE BANVILLE,
épouse contractuellement séparée de biens de
Edmond Fournier, Rivière-du-Loup, et le dit
EDMOND FOURNIER, tant personnellement
que pour autoriser, savoir:

Un terrain à Mont-Joli contenant environ 75
pieds de front rue Aubin, sur environ 165 de
profondeur, mesure anglaise, borné au nord à
Adélarde Martin, à l'est à Cyrille Lévesque, au
sud à une rue et à l'ouest à la rue Aubin, étant
parties des lots Nos trois cent quatre-vingt-seize,
trois cent quatre-vingt-dix-huit et trois cent
quatre-vingt-dix-neuf au cadastre officiel de la
paroisse de Ste-Flavie—avec bâtisses dessus
construites, y compris le système de chauffage
actuellement démonté, à charge des rentes fon-
cières.

Pour être vendu à la porte de l'église de Mont-
Joli, le HUITIEME jour de MAI prochain 1929,
à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 2 avril 1929. 1611—14-2

[Première publication, le 6 avril 1929]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } FRANÇOIS THI-
No. 1918. } BAULT, Mont Joli;
vs DAME ANNE MARIE BANVILLE, wife
separate as to property by marriage contract of
Edmond Fournier, Rivière-du-Loup, and the
said EDMOND FOURNIER, both personally
and to authorize, to wit:

A lot of land at Mont Joli, measuring about 75
feet in front on Aubin Street, by about 165 in
depth, English measure, bounded on the North
by Adelard Martin, on the East by Cyrille Le-
vesque, on the South by a Street and on the West
by Aubin Street, being parts of lots numbers
three hundred and ninety six, three hundred and
ninety eight and hree hundred and ninety nitne,
on the official cadastre for the parish of Ste.
Flavie—with buildings thereon erected, includ-
ing the heating system actually dismantled, sub-
ject to charge of ground rents.

To be sold at the door of the church of Mont
Joli, on the EIGHTH day of MAY next, 1929,
at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, April 2, 1929. 1612—14-2

[First publication, April 6, 1929]

SAGUENAY

Cour Supérieure.

Province de Québec, } WALTER B. BUR-
District de Saguenay, } GESS, agent de
No 4638. } réclamation, des cité et
district de Montréal, agissant en sa qualité de

SAGUENAY

Superior Court.

Province of Québec, } WALTER B. BUR-
District of Saguenay, } GESS, claims
No. 4638. } agent, of the City and
District of Montreal, acting in his quality as

curateur à la succession vacante de William Henry Caroll, en son vivant des cité et district de Montréal, demandeur *es-qualité*; contre WILLIAM WAGNER, arpenteur-géomètre, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, défendeur; DION & DION, avocats, des cité et district de Montréal, avocats distrayants.

L'immeuble ci-après désigné, savoir:

Cette portion ou parcelle de terre située, sise et étant dans le canton de Moisie, dans le comté de Saguenay, en notre dite province, contenant une superficie de trois cents acres, le tout plus ou moins, avec les allocations ordinaires pour les chemins publics; laquelle dite portion ou parcelle de terre peut être autrement connue comme suit, à savoir: Toute cette portion ou parcelle de terre connue et désignée comme étant le bloc B dans le canton de Moisie susdit. Etant bornée au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, au sud-ouest par la parcelle connue comme étant le bloc A déjà concédé par lettres patentes à Monsieur Robert Bell, d'Ottawa, M.P.P. Et au nord-est par une ligne tirée soixante-deux degrés seize minutes ouest astronomique ou parallèle à la ligne extérieure nord-est du bloc lettre A susdit. Le dit bloc lettre A mesurant cinquante chaînes en largeur perpendiculaire.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Tadousac, district de Saguenay, MERCREDI, LE VINGT-NEUVIEME jour de MAI (1929), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif. Le shérif,
La Malbaie, 22 avril 1929. BORIS MALTAIS.
[Première publication, 27 avril 1929]

curator for the vacant estate of William Henry Caroll, in his lifetime of the City and District of Montreal, plaintiff *es-qualité*; against WILLIAM WAGNER, land surveyor, of the City of Ottawa, Province of Ontario, defendant; DION & DION, advocates, of the City and District of Montreal, advocates distracting for costs.

The immovable hereinafter designated, to wit:

That parcel or tract of land situate, lying and being in the township of Moisie in the County of Saguenay, in our said Province, containing by admeasurement three hundred acres, be the same more or less, together with the usual allowance for highways, which said parcel or tract of land may be otherwise known as follows, that is to say: All that certain tract or parcel of land known and designated as block B in the township of Moisie aforesaid. Being bounded to the North-West by the river Saint Lawrence, to the South-West by the tract known as block letter A, already granted by letters patent to Robert Bell, of Ottawa, Esquire, M.P.P. And on the North-East by a line bearing North sixty two degrees sixteen minutes West, astronomically, or parallel to the North-East outline of block letter A, aforesaid. The said block letter B being by measurement fifty chains in perpendicular breadth.

To be sold at the registration office of Tadousac, District of Saguenay, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office. BORIS MALTAIS, Sheriff.
La Malbaie, April 22, 1929. 2042-17-2
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Saguenay, } WALTER B. BUR-
No 4639. } GESS, agent
et district de Montréal, agissant en sa qualité de }
curateur à la succession vacante de William- }
Henry Caroll, en son vivant des cité et district }
de Montréal, demandeur *es-qualité*; PAUL }
VON RADOWITZ, des cité et district de Mont- }
réal, défendeur; DION & DION, avocats, des }
cité et district de Montréal, avocats distrayants. }

L'immeuble ci-après désigné, savoir:

Toute cette portion ou parcelle de terre située, sise et étant dans le canton de Moisie, dans le comté de Saguenay, en notre dite province, contenant une superficie de quatre cents acres, le tout plus ou moins—avec les allocations ordinaires pour les chemins publics, laquelle portion ou parcelle de terre peut être autrement décrite comme suit, à savoir: Toute cette certaine portion ou parcelle de terre connue et désignée comme étant le bloc lettre D, dans le canton de Moisie susdit. Etant bornée au nord-est et nord-ouest par les terres non-subdivisées, au sud-ouest par le bloc lettre C, et au sud-est par une réserve d'une chaîne de largeur le long du fleuve St-Laurent. Le dit bloc lettre D mesurant quarante chaînes en largeur perpendiculaire, et ses lignes de côté étant tirées nord, soixante-deux degrés seize minutes ouest astronomique, avec la réserve, quant aux terrains concédés par les présentes, des droits et privilèges en faveur des pêcheurs et du public, qui sont et qui seront à l'avenir garantis par les lois générales de la province.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Tadousac, district de Saguenay, MERCREDI,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Saguenay, } WALTER B. BUR-
No. 4639. } GESS, claims
district of Montreal, acting in his quality as }
curator for the vacant estate of William Henry }
Caroll, in his lifetime of the city and district }
of Montreal, plaintiff *es-qualité*; PAUL VON RA- }
DOWITZ, of the city and district of Montreal, }
defendant, DION & DION, advocates, of the }
city and district of Montreal, advocates distract- }
ing for costs. }

The immovable hereunder described, to wit:

All that parcel or tract of land situate, lying and being in the township of Moisie, in the county of Saguenay, in our said Province, containing by admeasurement four hundred acres, be the same more or less, together with the usual allowance for highways, which said parcel or tract of land may be otherwise known as follows, that is to say: All that certain tract or parcel of land known and distinguished as block letter D, in the township of Moisie aforesaid. Being bounded on the North-East and North-West by unsubdivided land, on the South-West by block letter C, and on the South-East by a reserve of one chain wide along the river saint Lawrence. The said block letter D being by measurement forty chains in perpendicular breadth, and the side lines thereof bearing North sixty two degrees sixteen minutes West, astronomically, reserving, as regards the lands hereby granted, such rights and privileges in favor of persons engaged in fishing, and of the public, as are now or may hereafter be secured by the general laws of the province.

To be sold at the registration office of Tadousac, district of Saguenay, on WEDNESDAY, the

le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain 1929, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
La Malbaie, 22 avril 1929. BORIS MALTAIS.
2043—17-2
[Première publication, le 27 avril 1929]

TWENTY NINTH day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, BORIS MALTAIS, Sheriff.
La Malbaie, April 22, 1929. 2044—17-2
[First publication, April 27, 1929]

Cour Supérieure.

Province de Québec, } WALTER B. BUR-
District de Saguenay, } GESS, agent de
No 4639. } réclamation, des cité
et district de Montréal, agissant en sa qualité
de curateur à la succession vacante de William
Henry Caroll, en son vivant, des cité et district de
Montréal, demandeur *ès-qualité*; PAUL VON
RADOWITZ, des cité et district de Montréal,
défendeur; DION & DION, avocats, des cité et
district de Montréal, avocats distrayants.

L'immeuble ci-après désigné, savoir:

Cette portion ou parcelle de terre située, sise et étant dans le canton de Moisie, dans le comté de Saguenay, en notre dite province, contenant une superficie de trois cent soixante-et-une acres, le tout plus ou moins, avec les allocations ordinaires pour les chemins publics, laquelle portion ou parcelle de terre peut être autrement décrite comme suit, à savoir: Toute cette certaine portion ou parcelle de terre connue et désignée comme étant le bloc lettre C dans le canton de Moisie susdit; étant bornée au nord-ouest par les terres non-subdivisées, au sud-est par une réserve d'une chaîne de largeur le long du fleuve Saint-Laurent, au nord-est partie par le bloc lettre B et partie par les terres non-subdivisées, et au sud-ouest par le bloc lettre B. Le dit bloc lettre C mesurant trente chaînes en largeur perpendiculaire, et ses lignes de côté étant tirées nord soixante-deux degrés seize minutes est astronomique.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Tadousac, district de Saguenay, MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI 1929, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
La Malbaie, 22 avril 1929. BORIS MALTAIS.
2045—17-2
[Première publication, 27 avril 1929]

Superior Court.

Province of Quebec, } WALTER B. BUR-
District of Saguenay, } GESS, claims
No. 4639. } agent, of the City and
District of Montreal, acting in his quality as
curator for the vacant estate of William Henry
Caroll, in his lifetime of the City and District of
Montreal, plaintiff *ès-qualité*; PAUL VON
RADOWITZ, of the City and District of Mont-
real, defendant; DION & DION, advocates, of
the City and District of Montreal, advocates
distracting for costs.

The immovable hereinafter designated, to wit:

That parcel or tract of land situate, lying and being in the township of Moisie, in the County of Saguenay, in our said Province, containing by admeasurement three hundred and sixty one acres, be the same more or less, together with the usual allowance for highways, which said parcel or tract of land may be otherwise known as follows, that is to say: All that certain tract or parcel of land known and distinguished as block letter C in the township of Moisie aforesaid; being bounded on the North-West by unsubdivided land, on the South-East by reserve of one chain wide along the River Saint Lawrence, on the North-East partly by block letter B, and partly by unsubdivided land, and on the South-West by block letter B. The said block letter C being by measurement thirty chains in perpendicular breadth, and the side lines there bearing North sixty two degrees sixteen minutes East astronomically.

To be sold at the registration office of Tadousac, District of Saguenay, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of MAY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, BORIS MALTAIS, Sheriff.
La Malbaie, April 22, 1929. 2046—17-2
[First publication, April 27, 1929]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } EPHREM GRAND-
No 532, (1929). } MAISON, deman-
deur; vs TANCREDE TOUSIGNANT, défen-
deur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Une terre située en la paroisse de St-Adelphe, dans le rang St-Joseph, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Stanislas, sous le numéro cent de la subdivision officielle du lot primitif numéro sept cent cinquante-trois (753-100)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Adelphe, dans le comté de Champlain, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain 1929, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, 24 avril 1929. PHI.-L. LASSONDE.
2079—17-2
[Première publication, le 27 avril 1929]

TROIS RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.
Trois-Rivières, to wit: } EPHREM GRAND-
No. 532, (1929). } MAISON, plaintiff;
vs TANCREDE TOUSIGNANT, defendant.

As belonging to said defendant, to wit: A farm situate in the parish of St. Adelphe, in the St. Joseph range, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St. Stanislas, under number one hundred of the official subdivision of the original lot number seven hundred and fifty three (753-100)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Adelphe, in the county of Champlain, on the TWENTY NINTH day of MAY next, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, PHI. L. LASSONDE, Sheriff.
Trois-Rivières, April 24, 1929. 2080—17-2
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } ALFRED BERGE-
No 531 (1929). } RON, deman-
deur; vs TANCREDE TOUSIGNANT, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Une terre située en la paroisse de Saint-Adelphe, dans le rang Saint-Joseph, de la contenance de trois arpents de largeur par trente arpents de longueur, connue et désignée sous le numéro cent un de la subdivision du lot numéro sept cent cinquante-trois (753-101) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas—avec ensemble une maison et dépendances y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champlain, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain 1929, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 24 avril 1929. 2077—17-2
[Première publication, 27 avril 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } J. - HORMISDAS
No 625, (1928). } J. LESSARD, de-
mandeur; vs J.-ALEXIS DUFRESNE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
1. Un terrain ou emplacement situé en la cité du Cap de la Madeleine, coin des rues St-Louis et Beauchemin, connu et désigné sous le numéro cent cinq de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-sept (387-105) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Cap de la Madeleine;

2. Un terrain ou emplacement situé en la cité du Cap de la Madeleine, sur la rue Beauchemin, connu et désigné sous le numéro cent quatre de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-sept (387-104) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Cap de la Madeleine.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Marie Madeleine, du Cap de la Madeleine, en la cité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain 1929, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 24 avril 1929. 2081—17-2
[Première publication, le 27 avril 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } J. EVARISTE BOIS-
No 410, (1929). } J. VERT, Deman-
deur; vs FRIDOLINE GIGUERE, veuve de
Henri Grenier, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir: Une terre située en la paroisse de St-Gérard des Laurentides, dans cette partie démembrée de la paroisse de Ste-Flore, sur le premier rang du Township de Shawinigan, et connue et désignée comme étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept (No 597) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de St-Maurice, pour la paroisse de Ste-Flore—avec maison et dépendances dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Gérard des Laurentides, dans le

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.
Trois-Rivières, to wit: } ALFRED BERGE-
No. 531 (1929). } RON, plaintiff;
vs TANCREDE TOUSIGNANT, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
A farm situate in the parish of Saint Adelphe, in the Saint Joseph range, containing three arpents in width by thirty arpents in length, known and designated under number one hundred and one of the subdivision of lot number seven hundred and fifty three (753-101) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas—together with a house and dependencies erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphe, in the County of Champlain, on the TWENTY NINTH day of MAY next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Trois-Rivières, April 24, 1929. 2078—17-2
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.
Trois-Rivières, to wit: } J. HORMISDAS LES-
No. 625, (1928). } J. SA R.D, plaintiff;
vs J. ALEXIS DUFRESNE, defendant.

As belonging to said defendant, to wit: 1. A lot of land or emplacement situate in the city of Cap de la Madeleine, corner of St. Louis and Beauchemin streets, known and designated under number one hundred and five of the official subdivision of lot number three hundred and eighty seven (387-105), on the official plan and book of reference for the parish of Cap de la Madeleine.

2. A lot of land or emplacement situate in the city of Cap de la Madeleine, on Beauchemin Street, known and designated under number one hundred and four of the official subdivision of lot number three hundred and eighty seven (387-104) on the official plan and book of reference for the parish of Cap de la Madeleine.

To be sold at the door of the church of the parish of Ste. Marie Madeleine, of Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, in the county of Champlain, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Trois-Rivières, April 24, 1929. 2082—17-2
[First publication, April 27, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.
Trois-Rivières, to wit: } J. EVARISTE BOIS-
No. 410, (1929). } J. VERT, plaintiff;
vs FRIDOLINE GIGUERE, widow of Henri
Grenier, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit: A farm situate in the parish of St. Gérard des Laurentides, in that part dismembered from the parish of Ste. Flore, in the first range of the Township of Shawinigan, and known and designated as being lot number five hundred and ninety seven (No. 597) on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of St. Maurice for the parish of Ste. Flore—with house and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Gérard des Laurentides, in the county of

comté de St-Maurice, le SEPTIEME jour de MAI prochain 1929, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 2 avril 1929. 1609-14-2
[Première publication, le 6 avril 1929]

St. Maurice, on the SEVENTH day of MAY next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Trois-Rivières, April 2, 1929. 1610-14-2
[First publication, April 6, 1929]

Arrêté en Conseil

COPIE du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 17 avril 1929, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 18 avril 1929.

Concernant la Loi des véhicules automobiles.

O. C. 714.

L'honorable trésorier de la province, dans un mémoire en date du 17 avril (1929), recommande que, agissant sous l'autorité du sous-paragraph B, du paragraphe 1 de l'article 68 du chapitre 35 S. R. Q., 1925, Loi concernant les véhicules automobiles, au lieu de la vitesse établie par le paragraphe 4 de l'article 41 de la dite loi et modifiée par l'arrêté ministériel No 1072, en date du 18 juin 1926;

Le maximum de la vitesse pour les autobus soit fixé à 20 milles à l'heure dans les limites d'une cité ou d'une ville ou dans toute partie peuplée d'une autre municipalité, et à 30 milles à l'heure ailleurs, et que le paragraphe 5 du dit article 41 soit modifié en conséquence.

Copie certifiée.

Le contrôleur du Revenu de la province,
1967 J.-A. BEGIN.

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honorable the Executive Council, dated the 17th of April, (1929), approved by the Lieutenant-Governor the 18th of April, 1929.

Concerning the Motor Vehicle Act.

O. C. 714.

The Honorable the Provincial Treasurer, in a memorandum dated April 17th, 1929, acting under the authority of sub-paragraph B, of paragraph 1 of Article 68 of Chapter 35, Q. R. S., 1925, an Act concerning Motor Vehicles, recommends that, in lieu of the speed established by paragraph 4 of Article 41 of the said Act as modified by Order in Council No. 1072, of the 18th of June, 1926;

The maximum speed allowed for autobuses be fixed at 20 miles an hour in the limits of a city or a town or in any populated section of any other municipality, and at 30 miles an hour elsewhere, and that paragraph 5 of said Article 41 be changed in consequence.

Certified Copy.

1968 J. A. BEGIN,
Comptroller of Provincial Revenue.

Assurances

Avis est par le présent donné que la "Aero Indemnity Company", a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "aviation, excepté l'assurance contre les pertes ou dommages à un appareil d'aviation causés par le feu ou le transport," le et après le vingt-quatrième jour d'avril 1929.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont: G. Gordon Lewis, 465, rue Saint-Jean, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, (ch. 243, S. R. Q., 1925), ce vingt-quatrième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2047-17-2

Insurances

Notice is hereby given that the "Aero Indemnity Company", has been registered and licensed to transact, in the Province of Quebec, the business of "Aviation Insurance, excluding insurance against loss of or damage to an aircraft by fire or transportation," on and after the twenty fourth day of April, 1929.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec; are: G. Gordon Lewis, 465 Saint John Street, Montreal, Que.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, (ch. 243, R. S. Q., 1925), this twenty fourth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 2048-17-2

Avis est par le présent donné que la "Aero Insurance Company", a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'"Assurance contre les pertes ou dommages à un appareil d'aviation", le et après le vingt-quatrième jour d'avril 1929.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec, sont G. Gordon Lewis, 465, rue Saint-Jean, Montréal, P. Q.

5

Notice is hereby given that the "Aero Insurance Company", has been registered and licensed to transact, in the Province of Quebec, the business of "Insurance against loss of or damage to an aircraft", on and after the twenty fourth day of April, 1929.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are: G. Gordon Lewis, 465 Saint John Street, Montreal, Que.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, (ch. 243, S. R. Q., 1925), ce vingt-quatrième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2049—17-2

Avis est par le présent donné que la "Homestead Fire Insurance Company", a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "Feu; Dommages causés par arroseurs automatiques; Ouragan; Automobile, à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne; Assurance contre les pertes ou dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre;" le et après le vingt-quatrième jour d'avril 1929.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont Fred W. Evans, 276 rue Saint-Jacques-ouest, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, (ch. 243, S. R. Q., 1925), ce vingt-quatrième jour d'avril 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2051—17-2

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, (ch. 243, R. S. Q., 1925), this twenty fourth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2050—17-2

Notice is hereby given that the "Homestead Fire Insurance Company", has been registered and licensed to transact, in the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance; Sprinkler Leakage Insurance; Tornado Insurance; Automobile Insurance, excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person; Insurance against loss of or damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas", on and after the twenty fourth day of April, 1929.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: Fred W. Evans, 276 Saint James Street west, Montreal, Que.

Given pursuant to article 121 of the Quebec insurance Act, (ch. 243, R. S. Q., 1925), this twenty fourth day of April, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2052—17-2

Avis divers

"L'AIDE AU SANATORIUM DU LAC EDOUARD"

Extrait d'un règlement de "L'Aide au Sanatorium du Lac-Edouard".

Sur proposition dûment secondée, il est unanimement résolu que le nombre des directeurs de la Corporation soit augmenté de cinq à sept.

Québec, ce dix-septième jour d'avril A.D., 1929.

2057

Le secrétaire,
W. AMYOT.

Miscellaneous Notices

"L'AIDE AU SANATORIUM DU LAC EDOUARD"

Extract from a by-law of "L'Aide au Sanatorium du Lac Edouard".

On motion duly seconded, it is unanimously resolved that the number of the directors of the Corporation be increased from five to seven.

Quebec, this seventeenth day of April, A.D., 1929.

2058

W. AMYOT,
Secretary.

Bureaux-chef

"DUPARQUET DEVELOPMENT SYNDICATE, LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Duparquet Development Syndicate, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, émises le 23 mars 1928, et ayant son bureau-chef en la cité de Québec, où son bureau était situé jusqu'à ce jour au bureau de MM. Rochette & Gosselin, 80 rue St-Pierre, dans la cité de Québec, province de Québec, l'a déménagé en la ville de La Sarre, dans la province de Québec.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'avril 1929.

Le secrétaire-trésorier,
S. BROADHURST.

2059

Chief Offices

"DUPARQUET DEVELOPMENT SYNDICATE, LIMITED"

Notice is hereby given that "Duparquet Development Syndicate, Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, issued on the 23rd March, 1928, and having its head office in the city of Quebec, where its office was situated up to to-day at the office of Messrs. Rochette & Gosselin, 80 St. Peter Street, in the city of Quebec, Province of Quebec, has moved it to the town of La Sarre, in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 23rd day of April, 1929.

S. BROADHURST,
Secretary-Treasurer.

2060

"HEBECOURT CORPORATION"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Hebecourt Corporation", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, émises le 7e jour d'octobre 1927 et ayant son bureau-chef à Ste-Anne de la Pérade, dans le district de Trois-Rivières, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, à Ste-Anne de la Pérade, l'a déménagé en la ville de La Sarre, dans la province de Québec.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'avril 1929.

2061 Le secrétaire-trésorier,
S. BROADHURST.

"HEBECOURT CORPORATION"

Notice is hereby given that "Hebecourt Corporation", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, issued on the 7th day of October, 1927 and having its head office, in Ste. Anne de la Perade, in the district of Three Rivers, where its office was situated up to to-day, at Ste. Anne de la Perade, has moved it to the town of LaSarre, in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 23rd day of April, 1929

2062 S. BROADHURST,
Secretary-Treasurer.

"QUEBEC ABITIBI DEVELOPMENT CORPORATION"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Quebec Abitibi Development Corporation", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, émises le 23e jour de mars 1928, et ayant son bureau-chef en la cité de Québec, où son bureau était situé jusqu'à ce jour au bureau de MM. Rochette & Gosselin, 80 rue St-Pierre, dans la cité de Québec, province de Québec, l'a déménagé en la ville de La Sarre, dans la province de Québec.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'avril 1929.

2063 Le secrétaire-trésorier,
S. BROADHURST.

"QUEBEC ABITIBI DEVELOPMENT CORPORATION"

Notice is hereby given that "Quebec Abitibi Development Corporation", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, issued on the 23rd day of March, 1928, and having its head office, in the city of Quebec, where its office was situated up to to-day, at the office of Messrs. Rochette & Gosselin, 80 St. Peter Street, in the city of Quebec, Province of Quebec, has moved it to the town of La Sarre, in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 23rd day of April, 1929.

2064 S. BROADHURST,
Secretary-Treasurer.

Soumissions

MUNICIPALITÉ DE GASPÉ BAIE NORD

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées, adressées au soussigné et marquées "Soumissions pour construction d'un chemin", seront reçues jusqu'à samedi, le 25 mai 1929, pour entreprendre l'amélioration du chemin principal à travers la municipalité de Gaspé-Baie-Nord, conformément aux plans et spécifications fournis par le département des chemins. Longueur du chemin, 9½ milles. Pour détails, s'adresser à M. A. Adam, ingénieur des chemins, Gaspé, ou au soussigné, le secrétaire-trésorier. Le droit est réservé de rejeter le plus bas ou aucune des soumissions.

Municipalité de Gaspé-Baie-Nord, le 23 avril 1929.

2065 Le secrétaire-trésorier de la péninsule,
ROLAND M. MILLER.

Tenders

MUNICIPALITY OF GASPÉ BAY NORTH.

Public notice is hereby given that sealed tenders addressed to the undersigned and marked: "Tender for road construction", will be received up to Saturday, May 25th, 1929, for contract to improve the principal road through the Municipality of Gaspe Bay North, according to plans and specifications furnished by the Roads Department. Length of road 9½ miles. Apply for details to Mr. A. Adam, Road Engineer Gaspe, or the undersigned Secretary-Treasurer. The right is reserved to reject the lowest or any tender.

Municipality of Gaspe Bay North, April 23rd, 1929.

2066 ROLAND M. MILLER,
Secretary-Treasurer Peninsula.

Vente—Loi de faillite

Province de Québec, Cour Supérieure (En faillite), district de Montréal, No 23. Johan Beetz, cédant autorisé et J.-Paul Vermette, syndic.

Avis est, par les présentes, donné que conformément à un jugement du registraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, dans cette cause, rendu le 18 avril 1929, seront vendus à l'enchère publique, au bureau du syndic, 276 rue St-Jac-

Sale—Bankruptcy Act

Province of Quebec, Superior Court (In bankruptcy), district of Montreal, No. 23. Johan Beetz, authorized assignor and J. Paul Vermette, trustee.

Notice is hereby given in conformity with a judgment of the registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, in this cause, rendered the 18 April, 1929, there will be sold by public auction, at the office of the trustee, 276 St. James

ques-Ouest, Montréal, le MARDI, le ONZIEME (11) jour de juin 1929, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles suivants:

1. Les lots numéros un, deux et trois, subdivisions du lot originaire numéro cent trente-six (136-1, 2 et 3) du cadastre officiel de la partie Est du Village de Lauzon, mesurant les lots un et deux, chacun, trente pieds de front sur cent quatorze pieds de profondeur, et le lot trois, quarante-cinq pieds de front et trente-six pieds au bout de la profondeur, sur cent quatorze pieds de profondeur.

2. Le lot numéro treize, subdivision du lot originaire numéro deux cent quatre (13-204) du dit cadastre de la partie Est du Village de Lauzon, mesurant ce dit lot No treize, trente pieds de front sur une profondeur d'un côté de cent quatre pieds et de l'autre, de cent trente pieds.

3. Les lots numéros trente et un, subdivision du lot originaire numéro deux cent quatre (31-204) et quarante-sept, subdivision du lot originaire numéro cent quarante-quatre (47-144) du même cadastre, ces deux lots ensemble mesurant trente-deux pieds de front sur quatre-vingt pieds de profondeur.

Les immeubles ci-dessus seront vendus ensemble en bloc.

Cette vente sera faite conformément à l'article 45 de la Loi de Faillite, donnant l'effet du décret à la dite vente.

Pour consulter le cahier des charges et pour autres renseignements, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

J.-PAUL VERMETTE.

276 St-Jacques-Ouest,
Montréal.

2067-17-2

Street West, Montreal, TUESDAY, the ELEVENTH (11) day of JUNE, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immovables:

1. Lots numbers one, two and three, subdivisions of primitive lot number one hundred and thirty six (136-1, 2 and 3) on the official cadastre for the East part of the village of Lauzon, lots one and two each measuring thirty feet in front by one hundred and fourteen feet in depth, and lot three, forty five feet in front and thirty six feet at the end of the depth, by one hundred and fourteen feet in depth.

2. Lot number thirteen, subdivision of primitive lot number two hundred and four (13-204) on the said cadastre for the East part of the village of Lauzon, the said lot number thirteen measuring thirty feet in front by one hundred feet in depth on one side and one hundred and thirty feet on the other side.

3. Lots numbers thirty one, subdivision of primitive lot number two hundred and four (31-204) and forty seven, subdivision of primitive lot number one hundred and forty four (47-144) on the same cadastre, such two lots together measuring thirty two feet in front by eighty feet in depth.

The above immovables shall be sold in block.

This sale shall be made in conformity with articles 45 of the Bankruptcy Act, giving the effect of a Sheriff's sale.

To consult the list of charges and for other information apply to the undersigned.

J. PAUL VERMETTE,

Trustee.

276 St. James Street, West,
Montreal.

2068-17-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 17

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Bigras vs Corbeil.....	1330
" Daigle vs Moisan.....	1331
" Grégoire vs Boutin.....	1330
" Harnois vs Lépine.....	1339
" Hubert vs Lecompte.....	1329
" Lacasse vs Hébert.....	1329
" Paquette vs Vachon.....	1330
" Plamondon vs Varin.....	1329
" Rosenthal vs Perlman.....	1329
" Savard vs Harvey.....	1330
" Savoie vs Tellier.....	1330
" Trostenetzky vs Abramovitz.....	1330

Dame Bigras vs Corbeil.....	1330
" Daigle vs Moisan.....	1331
" Grégoire vs Boutin.....	1330
" Harnois vs Lépine.....	1329
" Hubert vs Lecompte.....	1329
" Lacasse vs Hébert.....	1329
" Paquette vs Vachon.....	1330
" Plamondon vs Varin.....	1329
" Rosenthal vs Perlman.....	1329
" Savard vs Harvey.....	1330
" Savoie vs Tellier.....	1330
" Trostenetzky vs Abramovitz.....	1330

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Johnston vs Gavin.....	1331
Nourry vs Pelletier.....	1331

Johnston vs Gavin.....	1331
Nourry vs Pelletier.....	1331

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1295

ADVERTISERS:—Notice to..... 1595

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

ORDER-IN-COUNCIL:—

Concernant la loi des véhicules automobiles. 1359

Concerning the motor Vehicle Act..... 1259

ASSURANCES:—

INSURANCES:—

Alliance Insurance Co. of Philadelphia... 1324
Association des Employés des Postes de Montréal..... 1323

Alliance Insurance Co. of Philadelphia... 1324
Association des Employés des Postes de Montréal..... 1323

Aero Indemnity Company.....	1359	Aero Indemnity Company.....	1359
Aero Insurance Company.....	1359	Aero Insurance Company.....	1359
Century Insurance Company, Ltd.....	1324	Century Insurance Company, Ltd.....	1324
City of New York Insurance Co.....	1324	City of New York Insurance Co.....	1324
Connecticut General Life Ins. Co.....	1323	Connecticut General Life Ins. Co.....	1323
Continental Insurance Co. of New York.....	1325	Continental Insurance Co. of New York.....	1325
Federated British Insurance Co., Ltd.....	1325	Federated British Insurance Co., Ltd.....	1325
Fidelity-Phenix Fire Insurance Co.....	1325	Fidelity-Phenix Fire Insurance Co.....	1325
Franklin Fire Insurance Co.....	1325	Franklin Fire Insurance Co.....	1325
General Fire Assurance Co. of Paris.....	1326	General Fire Assurance Co. of Paris.....	1326
Homestead Fire Insurance Co.....	1360	Homestead Fire Insurance Co.....	1360
London Life Insurance Co.....	1326	London Life Insurance Co.....	1326
Maryland Casualty Company.....	1326	Maryland Casualty Company.....	1326
Pacific Coast Fire Insurance Co.....	1326	Pacific Coast Fire Insurance Co.....	1326
Phenix Insurance Co., of Hartford.....	1327	Phenix Insurance Co., of Hartford.....	1327
St. Patrick's Mutual Benefit Association.....	1327	St. Patrick's Mutual Benefit Association.....	1327
Union Fire Insurance Co. of Paris.....	1327	Union Fire Insurance Co. of Paris.....	1327

AVIS DIVERS:—

L'Aide au Sanatorium du Lac Edouard..	1360
La Mine d'Or Venus, Ltée.....	1331
Municipalité de Saint-Prosper.....	1331
Southern Canada Power Co., Ltd.....	1333
The Bras d'Or Bay Navigation Co., Ltd..	1332
The Province of Quebec Association for the Protection of Fish and Game, Inc..	1332
Tourville Lumber Mills Co.....	1332

BUREAU-CHEF:—

Apartment Securities, Ltd.....	1334
Duparquet Development Syndicate, Ltd.	1360
E. Givernaud, Inc.....	1333
Electrical Signs and Displays, Ltd.....	1333
Hebecourt Corporation.....	1361
Les Hôtels de Québec, Inc.....	1334
Quebec Abitibi Development Corp.....	1361

CHARTRE—ABANDON DE:—

Macdonald Wire Goods Co., Ltd.....	1334
MacIntyre & Co., Ltd.....	1335
Parker Creek Lumber Co.....	1334
W. D. Brown & Sons, Ltd.....	1335

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Saint-François..	1328
Municipalité scolaire de Saint-Léonce....	1328
Village de Sainte-Cécile.....	1328

LETTRES PATENTES:—

Association Sportive de Pierreville, Ltée.	1296
Bouliane & Cie, Limitée.....	1297
Canadian Dress House, Limited.....	1298
Compagnie O. Plante, Limitée.....	1299
Dominion Hosiery, Limited.....	1299
Electrical Signs and Displays, Ltd.....	1302
Garage Laurin, Incorporé.....	1304
Heat Electric Co., Limited.....	1304
Industrial Securities Corporation.....	1305
Kroger Groceries, Ltd.....	1307
La Ferme d'Élevage de Varennes, Ltée...	1308
Langlade Garnet, Limited.....	1309
Lasnier & Galipeau, Ltée (Lasnier & Galipeau, Ltd).....	1311
Merchants Financial Corporation.....	1312
Montreal Auction Sales, Inc.....	1313
Quebec Radio Corporation, Ltd.....	1315
Shapiro's, Limited.....	1316
Temiskatin Mines, Limited.....	1317
The National Cooperative Co., Ltd.....	1320
Three Rivers Investment Corporation...	1321

MISCELLANEOUS NOTICES:—

L'Aide au Sanatorium du Lac Edouard..	1360
Venus Gold Mine, Ltd.....	1331
Municipality of Saint Prosper.....	1331
Southern Canada Power Co., Ltd.....	1333
The Bras d'Or Bay Navigation Co., Ltd..	1332
The Province of Quebec Association for the Protection of Fish and Game, Inc..	1332
Tourville Lumber Mills Co.....	1332

CHIEF-OFFICE:—

Apartment Securities, Ltd.....	1334
Duparquet Development Syndicate, Ltd.	1360
E. Givernaud, Inc.....	1333
Electrical Signs and Displays, Ltd.....	1333
Hebecourt Corporation.....	1361
Les Hôtels de Québec, Inc.....	1334
Quebec Abitibi Development Corp.....	1361

CHARTER—SURRENDER OF:—

Macdonald Wire Goods Co., Ltd.....	1334
MacIntyre & Co., Ltd.....	1335
Parker Creek Lumber Co.....	1334
W. D. Brown & Sons, Ltd.....	1335

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School Municipality of Saint Francis....	1328
School Municipality of Saint Léonce....	1328
Village of Sainte-Cécile.....	1328

LETTERS PATENT:—

Association Sportive de Pierreville, Ltée.	1296
Bouliane & Cie, Limitée.....	1297
Canadian Dress House, Limited.....	1298
Compagnie O. Plante, Limitée.....	1299
Dominion Hosiery, Limited.....	1299
Electrical Signs and Displays, Ltd.....	1302
Garage Laurin, Incorporé.....	1304
Heat Electric Co., Limited.....	1304
Industrial Securities Corporation.....	1305
Kroger Groceries, Ltd.....	1307
La Ferme d'Élevage de Varennes, Ltée...	1308
Langlade Garnet, Limited.....	1309
Lasnier & Galipeau, Ltée (Lasnier & Galipeau, Ltd).....	1311
Merchants Financial Corporation.....	1312
Montreal Auction Sales, Inc.....	1313
Quebec Radio Corporation, Ltd.....	1315
Shapiro's, Limited.....	1316
Temiskatin Mines, Limited.....	1317
The National Cooperative Co., Ltd.....	1320
Three Rivers Investment Corporation...	1321

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Saint-Arsène.....	1328
Société Coopérative Agricole de Saint-Rémi-du-Lac-au-Sable.....	1328

MINUTES DE NOTAIRE:—

Grandpré, Antonio.....	1335
Lamarche, Lambert.....	1335
LaRue, Marcel.....	1335

SOUMISSIONS:—

Municipalité de Gaspé Baie Nord.....	1361
Village de Laterrière.....	1336

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express.....	1336
Canadian Pacific Ry. Express Co.....	1336

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Allard, Lucien.....	1341
Beetz, Johan.....	1361
Casavant, Pierre-Amanda.....	1343
G. Ruggi & Co.....	1338
Girard, Ulysse.....	1340
Jetté, Edouard.....	1339
Joncas, Adolphe.....	1337
Ladouceur, Alfred.....	1337
Lauzon, Exaudel.....	1338
Lortie, Aimé.....	1342
Paquette, Arthur.....	1339

VENTE PAR LICITATION:—

Garneau vs Cadieux <i>et al.</i>	1344
Marin vs Charette.....	1344

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

La Fabrique de Sainte-Jeanne-d'Arc-de-Lefebvre vs Gaboriault.....	1345
---	------

BEAUCE:—

Bouffard <i>et al</i> vs Dumas.....	1346
-------------------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Jalbert vs Grenon.....	1346
Morissette vs Gagné.....	1346

JOLIETTE:—

Aumont vs Laforest.....	1347
Dupuis vs Prévost.....	1347
Richard vs Marcell.....	1348
Rondeau vs Marcell.....	1348
Rondeau vs Marcell.....	1350

MONTREAL:—

Cité de Verdun vs Robertson <i>et al.</i>	1350
Crédit Foncier Franco-Canadien vs A. W. Jacobs & Co., Ltd.....	1351
General Mortgage Corp. vs Pick <i>et al.</i>	1352
Godin <i>et al</i> vs Le Crédit Stadacona, Ltée.....	1351
Kendall Bros. Ltd vs Lingfield Development, Ltd.....	1353
La Société Nationale de Fiducie vs Trudel <i>et vir.</i>	1352
You vs Caron.....	1353

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Cooperative Agricultural Association of Saint-Arsène.....	1328
Cooperative Agricultural Association of Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables.....	1328

NOTARIAL MINUTES:—

Grandpré, Antonio.....	1335
Lamarche, Lambert.....	1335
LaRue, Marcel.....	1335

TENDERS:—

Municipality of Gaspé Bay North.....	1361
Village of Laterrière.....	1336

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express.....	1336
Canadian Pacific Ry. Express Co.....	1336

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Allard, Lucien.....	1341
Beetz, Johan.....	1361
Casavant, Pierre-Amanda.....	1343
G. Ruggi & Co.....	1338
Girard, Ulysse.....	1340
Jetté, Edouard.....	1339
Joncas, Adolphe.....	1337
Ladouceur, Alfred.....	1337
Lauzon, Exaudel.....	1338
Lortie, Aimé.....	1342
Paquette, Arthur.....	1339

SALE BY LICITATION:—

Garneau vs Cadieux <i>et al.</i>	1344
Marin vs Charette.....	1344

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

The Churchwardens of Sainte Jeanne d'Arc de Lefebvre vs Gaboriault.....	1345
---	------

BEAUCE:—

Bouffard <i>et al</i> vs Dumas.....	1346
-------------------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Jalbert vs Grenon.....	1346
Morissette vs Gagné.....	1346

JOLIETTE:—

Aumont vs Laforest.....	1347
Dupuis vs Prévost.....	1347
Richard vs Marcell.....	1348
Rondeau vs Marcell.....	1348
Rondeau vs Marcell.....	1350

MONTREAL:—

City of Verdun vs Robertson <i>et al.</i>	1350
Crédit Foncier Franco-Canadien vs A. W. Jacobs & Co., Ltd.....	1351
General Mortgage Corp. vs Pick <i>et al.</i>	1352
Godin <i>et al</i> vs Le Crédit Stadacona, Ltée.....	1351
Kendall Bros. Ltd vs Lingfield Development, Ltd.....	1353
La Société Nationale de Fiducie vs Trudel <i>et vir.</i>	1352
You vs Caron.....	1353

QUÉBEC:—

Hôtel Lac Saint-Joseph, Ltée vs Groleau	1353
La Cie Jos. Lefrançois, Ltée vs Bergeron <i>et al.</i>	1354
Pedneau <i>et al</i> vs Horaise Bergeron, Ltée	1355
Rochette vs Ouellet.....	1354

RIMOUSKI:—

Thibault vs Banville <i>et vir.</i>	1355
---	------

SAGUENAY:—

Burgess vs Wagner.....	1355
Burgess vs Von Radowitz.....	1356
Burgess vs Von Radowitz.....	1357

TROIS-RIVIÈRES:—

Bergeron vs Tousignant.....	1358
Boisvert vs Giguère.....	1358
Grandmaison vs Tousignant.....	1357
Lessard vs Dufresne.....	1358

QUEBEC:—

Hôtel Lac Saint-Joseph, Ltée vs Groleau	1353
La Cie Jos. Lefrançois, Ltée vs Bergeron <i>et al.</i>	1354
Pedneau <i>et al</i> vs Horaise Bergeron, Ltée	1355
Rochette vs Ouellet.....	1354

RIMOUSKI:—

Thibault vs Banville <i>et vir.</i>	1355
---	------

SAGUENAY:—

Burgess vs Wagner.....	1355
Burgess vs Von Radowitz.....	1356
Burgess vs Von Radowitz.....	1357

TROIS RIVIERES:—

Bergeron vs Tousignant.....	1358
Boisvert vs Giguère.....	1358
Grandmaison vs Tousignant.....	1357
Lessard vs Dufresne.....	1358

